

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ORIGINES DU DROIT PRIVÉ ROUMAIN

« Les Codes se font avec le temps ;
à proprement dire, on ne les fait pas. »

PORTALIS.

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue le 7 mars 1923

PAR

Henry ZAMFIRESCO

Président : M. LÉVY-ULMANN, professeur.

Suffragants { MM. DEMOGUE, professeur.
MOREL, chargé de cours.

PARIS

EDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ORIGINES DU DROIT PRIVÉ ROUMAIN

« Les Codes se font avec le temps ;
à proprement dire, on ne les fait pas. »

PORTALIS.

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue le 7 mars 1923

PAR

Henry ZAMFIRESCO

Président : M. LÉVY-ULMANN, professeur.

Suffragants { *MM. DEMOGUE, professeur.*
MOREL, chargé de cours.

PARIS

EDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, QUAI DE CONTI, 13

—
1923

Digitized by the Internet Archive
in 2026



BIBLIOGRAPHIE

- MOMMSEN. — Histoire romaine (trad. de M. Alexandre et puis de MM. Cagnat et Toutain).
- IHERING. — Geist des römischen Rechts.
- SUMMER MAINK. — Études sur les institutions primitives.
- PAULY (WISOWA). — Realencyclopädie der clasischen Alterthumswissenschaft.
- CORPUS INSCRIP Latinarum (Berlin).
- ZAHARIÆ. — Historiæ Juris Græco-Romani delineatio (Heidelbergæ, 1899).
- SCHOENFELDER. — Die Kirchengeschichte des Johannes von Ephessus (Munich, 1862).
- RAMBAUD (A.). — Étude sur l'histoire byzantine.
- LAVISSE ET RAMBAND. — Histoire générale du iv^e siècle à nos jours.
- HASDEU (B.-P.). — Istoria critica ; Arhiva istorica.
- XENOPOL (A.-D.). — Istoria Românilor.
- ONCIUL (D.). — Originile Principatelor Române.
- LADISLAS PIC. — Les lois roumaines et leur connexité avec le droit byzantin et slave. Buc., 1887.
- BLARENBERG. — Essai comparé sur les institutions, les lois et les mœurs de la Roumanie depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Buc., 1886.
- IORGA (N.). — Documente.
— Conférence sur l'origine du Droit roumain (Buc., 1922).
- LONGINESCO (S. G.). — Legiuri vechi românești et Istoria dreptului românesc. Pravila lui Vasile Lupu.
- RADULESCO (ANDREI). — Curs de istoria dreptului român, Logofatul Nestor ; Andronaki Donici, Cercetări asupra învățământului Dreptului.
- PERETZ (ION). — Curs de istoria dreptului român.

- DISSESCO (C.-G.). — Originile dreptului român.
— Curs de drept constitutional.
- NEGULESCO (P.). — Curs de istoria dreptului român.
- NADEJDE (I.). — Din dreptul vechi românesc.
- BREZOIANU. — Vechile instituțiuni românești.
- TOCILESCO. — Juriul la Români.
- DOSSIOS. — Studii Greco-Romane.
- PARVAN. — Contribuțiuni epigrafice.
- DENSUSIANU (O.). — Histoire de la langue roumaine.
- GASTON PARIS. — Articles dans la *Romania*.
- BOGDAN (I.). — Documentele lui Ștefan cel Mare.
— Relațiile Țării Românești cu Țara Ungurească.
- IUNG. — Fasten der Provinz Dacien, Innsbruck, 1894.
- HEIMBACH (G.-E.). — Const. Harmenopuli Manuale legum sive Hexa-biblos, Lipsiæ, 1851.
- BUJOREANU. — Pravila de la Govora.
- BRAILOIU. — Pravilniceasca Condica.
- MIRON COSTIN. — Letopisețul țării Moldovei.
- CODRESCU. — Uricarul.
- MELCHISEDEC. — Chronicul Husilor.
- MICLOSICH (Fr.). — Etymologisches wörterbuch der slavischen sprachen, Wien, 1886.
- HUBE. — Droit romain et gréco-byzantin chez les peuples slaves. Paris 1880.
- C. CICHORIUS. — Die reliefs der Trajanssäule. Berlin, 1896.
- E DE LAVALLAYE. — De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1882.
- MIGNE. — Patrologia latina.

AVANT-PROPOS

Le Droit privé actuel de la Roumanie est un droit d'origine française.

Le Code civil en vigueur, on le dit habituellement, n'est que la copie du code Napoléon, dont l'autorité fut si grande tout le siècle dernier.

Répéter ainsi cette affirmation serait porter une grave accusation contre les législateurs roumains de 1864. Il faut dire que l'on a tâché d'adopter cet ouvrage aux tendances et aux besoins du pays et que l'on a entendu le faire bénéficier des amendements que les Belges avaient cru devoir y apporter.

Même avec ces modifications, il faut avouer qu'en dépit de soixante ans d'application, cette législation n'a pas pris racine dans le pays et qu'elle compte, à tort ou à raison, beaucoup d'adversaires. Doit-on chercher la cause de ce fait dans le principe général que le droit est un organisme vivant, que l'on ne peut pas toujours greffer d'un peuple sur un autre, que le degré de civilisation est une des conditions primordiales pour faire un transport de règles et d'institutions juridiques, que l'évolution est une loi qui s'impose fatalement à toute chose et que l'expérience d'autrui n'a jamais servi à personne, que l'on se persuade mieux à l'ordinaire par les raisons qu'on a trouvées soi-même que par celles qui sont venues dans l'esprit des autres, qu'une certaine pratique de

ce droit a fait mettre sur le compte du Code des défauts qu'il aurait fallu chercher ailleurs ?

Il nous est difficile de répondre et nous nous bornons à constater les faits.

Quand un peuple quitte ses institutions nationales pour les remplacer par d'autres étrangères, il détruit les germes mêmes de la vie (1). Le génie du peuple se réfugie dans les classes inférieures, et attend de là le moment du réveil. Entre temps seuls des rapports factices peuvent s'établir ; il naît une civilisation artificielle et apparente ; les nouvelles institutions sont fragiles, dépourvues de puissance morale, sans vitalité.

La législation doctrinale qui ne tient pas compte du développement historique, du caractère de la nation, n'existe que sur le papier. En France, la codification a produit un bon résultat pour le peuple lui-même.

Elle a été un élément d'unification, la codification amenant l'unité et la fixité de la loi. Chez nous, au contraire, la codification a apporté la variété des solutions juridiques controversées à l'infini. Le peuple n'a aucune confiance dans la loi et dans le juge. L'interprétation est une magie que l'avocat et le magistrat tournent à leur guise.

La nouvelle loi n'étant pas l'expression de la conscience nationale et des besoins, on s'efforce de l'éluder (2).

Tel était récemment l'état de la situation, quand elle s'aggrava encore dans les dernières années.

Par suite de l'accomplissement de l'unité roumaine, la

1. Bogisich-Demelic. *Le droit coutumier des slaves méridionaux*, p. 11 et suiv.

2. Dissesco. *Cours de droit constitutionnel*, Bucarest, 1915.

Transylvanie, la Bucovine, la Bessarabie se trouvant incorporées au Royaume, l'unité politique devait entraîner l'unification législative. Or, avec quelque raison peut-être, les « frères retrouvés » se montrent hostiles à l'idée d'adopter une législation de fort grande noblesse, il est vrai, mais qui a l'étrange désavantage d'être sévèrement critiquée dans son propre pays d'origine et qui, en plus, n'est pas unanimement approuvée dans les pays d'adoption.

D'autre part, la Bessarabie (conformément aux décrets de l'empereur Alexandre I^{er}) a été jusqu'à nos jours soumise à une ancienne codification moldave de Andronaki Donici et quant à la Transylvanie, il est bon d'énoncer dès à présent la surprenante tenacité que le peuple roumain a toujours apportée dans la conservation de ses institutions nationales et de ses coutumes ancestrales, issues du Droit Romain petit à petit incorporées dans les lois que nous allons étudier et qui étaient elles-mêmes extraites des lois impériales, pour comprendre quel serait l'intérêt actuel de l'étude de cette législation qui n'est plus en vigueur, il est vrai, mais qui pourrait être un précieux correctif local au Code actuel qui, dans ses principes fondamentaux, reste un des plus grands monuments de législation.

Le fond de Droit Romain apporté par les courants de romanisation et par les colonistes, conservé par leurs descendants et, par la suite, coloré d'influences étrangères, ayant subi une forte empreinte slave et, ravivé après à la puissante école byzantine — vraie renaissance latine pour les principautés roumaines, — l'étude de la formation d'un droit coutumier personnel et général... voilà le sujet de notre essai.

LES ORIGINES

DU

DROIT PRIVÉ ROUMAIN

INTRODUCTION

Au centre de l'Europe, entre le Danube, le Dniester, des deux côtés des monts Carpathes jusqu'à la Theiss, a vécu, longtemps méconnu de l'Occident, un peuple qui, ayant eu à subir, dès l'époque de sa formation, de formidables influences à la suite des invasions, des pénétrations et des conquêtes, rationnellement voué à la disparition, a quand même gardé, à travers les âges, une vie propre, une étonnante homogénéité, une organisation intime distincte.

Démembré et séparé par différents dominateurs, en éternelle lutte pour son indépendance et sa foi, ce peuple entier, dès le moyen âge jusqu'à nos jours, a aspiré à l'unité qui devait enfin triompher dans la grande guerre qui fit de son droit une vérité impérieuse et nécessaire. L'histoire contient, longtemps à l'avance, des faits prophétiques qui révèlent la destinée des peuples.

Le miracle de cette unité, ébauchée dès la fin du xvr^e siècle, s'évanouit peu après l'assassinat des princes qui l'avaient rêvée, comme un songe trop beau pour être réalisé dès lors, mais l'effort de Jean le Terrible et de Pierre Rarèche, l'épopée de

Michel le Brave développèrent dans l'âme des Roumains la conscience d'une fraternité qui devait les conduire petit à petit, en dépit des obstacles, à la réalité d'aujourd'hui.

L'œuvre de justice qui réunit 14 millions d'âmes n'a fait sombrer que des frontières politiques, inexistantes dans la conscience des Roumains qui, en dépit des oppressions, des violences, des séductions dont ils furent l'objet, ont gardé une langue, des coutumes, des habitudes communes. Asservies depuis mille ans par les Hongrois, habilement détournées par les Habsbourgs, incorporées par la force d'un traité dans l'Empire russe, sujettes tant aux avalanches barbares qu'à la conquête des voisins, de longs siècles dispersées, ensanglantées, ruinées, les différentes contrées de la Roumanie actuelle se trouvent enfin réunies presque dans les anciennes limites de la Dacie-Trajane.

A l'œuvre des armes doit suivre celle de la pensée. L'unité devant être un sentiment et non pas seulement un fait, des cendres du passé il faut faire ressusciter tout ce qui fut commun. La langue est là, vivante, mais les coutumes, les habitudes, le droit? Les temps mauvais ont fait tomber l'oubli sur tout ce qui fut cette ancienne vie. C'est elle que nous tâcherons d'étudier, pour trouver, dans les anciennes institutions communes, le moyen de vaincre les derniers obstacles qui nous séparent.

Nombreuses seront les difficultés dans une matière peu connue et peu étudiée. Nous commencerons par avouer la plus grande : le manque de documents.

En effet, pour faire l'étude d'un droit, il faut le posséder, avoir les données premières ou, au moins, les parchemins devant les yeux, si des recherches plus approfondies n'ont pas

été faites. Disons, tout de suite, que jusqu'au xv^e siècle nous n'avons presque pas de documents et que depuis, quoique nombreux, des recherches scientifiques n'ont pas pu être entreprises, soit à cause des difficultés de linguistique (pour les documents écrits en vieux slave), soit à cause de leur enfouissement, sans être catalogués, dans les bibliothèques de l'Etat, dans les archives particulières ou simplement dans les greniers des mairies de villages.

Le matériel utilisable est donc assez réduit et le champ d'investigation pour l'avenir reste encore immense. C'est pour cela que cette étude tâchera d'être plutôt prudente, un seul document découvert postérieurement pouvant détruire toute une théorie. Quand même, nous n'avons pas pu adopter une méthode trop stricte et de simples conjectures vraisemblables et les reconstitutions logiques des faits ont pu quelquefois nous convaincre, en l'absence de documents. D'ailleurs, l'histoire et le droit, surtout pour les premiers temps, sont tellement liés que le travail du juriste s'est trouvé quelquefois dépendre des décisions de l'historien.

Comment affirmer et prouver la persistance de la législation romaine dans tout ce qui fut notre droit, sans donner un aperçu de la force de la colonisation, de la romanisation des éléments autochtones, de la renaissance du pouvoir des lois impériales par les liens qui nous unissaient à Byzance ? Comment expliquer l'influence slave et son importance, sans montrer les raisons particulières qui la déterminèrent ? Comment comprendre certaines institutions de droit sans remonter jusqu'à l'époque de la formation des Etats roumains ?

Autant de questions pour lesquelles l'histoire nous est indispensable.

Pour ne pas donner un trop grand développement à notre sujet, tâchons d'en limiter l'étendue.

A partir de quand doit-on commencer cette étude? Faut-il s'occuper *spécialement* de la période daco-romaine? On l'a généralement fait, mais nous ne croyons pas devoir le faire.

En effet, il s'agit d'étudier les origines du Droit Roumain. Or, la Dacie, après la conquête, durant tout le temps de la colonisation, comme simple province romaine qu'elle était, a été gouvernée par les règles habituelles du Droit Romain. Parler de l'organisation du pays, de la condition juridique des habitants, colons, citoyens romains, latins ou pérégrins, de l'armée ou des différentes institutions, serait faire du Droit Romain, pas autre chose, et ce n'est pas là la tâche que nous avons entreprise.

Il est donc nécessaire de préciser quel sera le début de nos recherches. La réponse est nette, mais sa précision moins aisée : c'est depuis le moment où l'on peut parler d'un peuple roumain, d'une langue roumaine, d'un droit roumain.

*
* *

Voilà la question à laquelle nous devons répondre en quelques mots.

De tous les idiomes romans (1), le roumain est celui qui a été le moins étudié et le moins connu. Aucun document *écrit en roumain*, ne vient éclairer son passé avant le xvi^e siècle.

La tâche des philologues a été très lourde, d'autant plus qu'une fausse méthode traditionnelle limitait étroitement

1. Densusianu : *Histoire de la littérature roumaine*.

les recherches seulement entre les Carpathes et le Danube.

Cette étude de la langue, comme celle de l'esprit du droit d'ailleurs, devait être faite au delà de ces limites, le roumain nous offrant plus d'un signe trahissant une origine méridionale, ce qui nous renvoie vers les pays situés entre l'Adriatique et le Danube. D'ailleurs, il serait difficile de comprendre les conséquences de la conquête de la Dacie, si nous nous refusions à rappeler les événements qui ont précédé celle-ci et facilité la propagation du latin et de la culture romaine dans toute la péninsule balkanique, les expéditions n'ayant été qu'un épisode de ce long travail de romanisation de l'Europe orientale, qui avait commencé dès le III^e siècle avant Jésus-Christ et qui devait singulièrement changer la physiologie des pays situés entre l'Adriatique et la mer Noire.

En 107, la conquête de la Dacie ne fut que le couronnement de cette œuvre de latinisation, un idiome roman commençant à être parlé de l'Adriatique à la mer Noire et des Carpathes jusqu'au Pinde.

Nous n'avons pas à insister sur ce phénomène ; néanmoins pour prouver les convictions modestes que nous nous sommes faites, nous aurons souvent besoin, dans une matière où les documents sont si rares, de recourir à des moyens de preuves que les juristes des autres pays étrangers peuvent quelquefois négliger — le folklore, la philologie, la littérature même nous seront utiles non seulement pour l'introduction à notre sujet mais aussi quand nous arriverons à parler de notre droit coutumier, que le peuple a fidèlement caché dans ses dictons, dans ses merveilleux contes, dans ses productions poétiques.

Trouver les premières manifestations du roumain dans ce

que nous rapporte le chroniqueur byzantin Theophane (1) ou plus tard Procope (2), il serait difficile de le faire.

Transporté dans la péninsule balkanique le latin y a rencontré le thrace, l'illyrien et le grec. Dans la lutte qui s'engagea, le thrace et l'illyrien perdent la plus grande partie de leur domaine et avec le temps, un roman spécial se forme et se développe jusqu'au vi^e siècle environ. Ce langage devint spécialement roumain, *au moment seulement de l'invasion slave qui creusa la séparation avec le reste de la péninsule balkanique.*

C'est depuis ce moment que nous pouvons parler d'un peuple roumain, distinct de ce mélange de peuples daces, illyro-thraces, romains, dont la cohésion avait été la puissance latine.

1. Theophane, dans sa *Chronographie* de l'an 579 (éd. de Bonn, I, 397), raconte que, dans une expédition contre les Avars, un soldat de l'armée byzantine ayant perdu la charge de son mulet en fut averti par un de ses compagnons qui lui cria : « Torna, torna, fratre » et il observe que ces paroles furent dites dans la langue nationale. Theophilacte (Hist. II, 15 éd. de Bonn; 99) rapporte le même fait. Est-ce le premier indice révélateur de la langue roumaine ? *Grammatici certant.* Nous croyons que l'importance de ces mots a été exagérée « torna » étant un terme de commandement militaire, comme « state », etc. Quant à « fratre » c'était le terme latin habituel.

2. Dans *Procope* aussi on a cru trouver des termes roumains, mais il ne s'agissait ici que de termes du latin vulgaire.

PREMIÈRE PARTIE

Le droit dans la période conjecturale

CHAPITRE PREMIER

LES PEUPLES AUTOCHTONES DE LA DACIE

La source presque unique de ce chapitre est le livre IV d'Hérodote.

Lorsque l'historien grec d'Halicarnasse passa l'Ister et visita la Scythie, pour rassembler des documents pour son histoire de la guerre entre les Grecs et les Perses, il ne prit que peu de notes sur cette contrée, autre étant son but. Pourtant, ces quelques renseignements sont les seuls qui éclairent la vie de nos premiers ancêtres et dissipent un peu les ténèbres qui enveloppent nos connaissances sur ces temps reculés.

Les premiers noms que nous rencontrons sont ceux des Scythes et des Agathyrses. Hérodote nous présente les premiers comme un peuple nomade, les seconds comme un peuple efféminé établi dans les régions aurifères de la Transylvanie, menant une vie sédentaire et s'occupant de l'extraction de l'or et de la culture des abeilles(1).

1. Citons cette exagération probable d'Hérodote : « Au delà de l'Ister la terre est tellement couverte d'abeilles que la circulation en est gênée »

D'après certains indices donnés par Hippocrate, l'on a cru pouvoir dire que les Scythes étaient de race mongole ; mais cette opinion, basée sur une description toute physique a été abandonnée, et on est d'accord aujourd'hui pour dire que ces premiers habitants de la Dacie étaient de race arienne et notamment du rameau iranien de cette race.

Hérodote nous rapporte, en même temps, que les Gètes, avec tous les autres Thraces auraient occupé la péninsule balkanique jusqu'au Danube, et cette affirmation est confirmée par Thucydide, Dion Cassius, Atheneus et l'historien Goth Jornandes (1).

L'empiètement sur la terre des Scythes fut fait par la Scythia minor (actuelle Dobroudja) par où les Gètes pénétrèrent en Valachie. Mais à leur tour eux aussi furent repoussés vers le nord par le développement de l'Etat macédonien et, battus par Alexandre le Grand, ils durent établir le siège de leur puissance au nord du Danube. C'est là qu'ils posèrent les fondations d'un Etat thrace.

Le peuple qui donna un caractère définitif à cet Etat fut celui des Daces. Ceux-ci nous les trouvons, pour la première fois, mentionnés par Strabon, les Gètes habitant la Valachie et le sud de la Moldavie et les Daces les montagnes du Banat et de la Transylvanie (2). Les Gètes et les Daces étaient des peuples très apparentés (3) et les auteurs emploient souvent indistinctement leurs noms parce qu'ils ne constituaient au

1. Hérodote, I, IV ; Thucydide II, 96 ; Dion Cassius I, Atheneus, XIII : Jornandes, c. X.

2. L'indication est contenue dans un passage de Pline. *Historia naturalis*.

3. Strabon affirme qu'ils parlaient la même langue, VII, 2, 13.

fond que deux tribus différentes d'un même peuple. Leur origine aussi a été très discutée. Considérée comme germanique (1), slave (2), celtique de la race arienne (3) ou thrace, nous croyons qu'il faut se décider pour cette dernière, ce qui est aussi en concordance avec les anciens auteurs, Hérodote, Ménandre cité par Strabon, etc.

En ce qui concerne la façon de vivre, leur organisation sociale et politique, disons que les Gètes et les Daces admettaient en grande partie la polygamie, que la société était hiérarchisée et qu'ils avaient des notions sommaires de droit.

Quelle a pu être l'idée de justice et de droit chez ces peuples primitifs, il est très difficile de s'en rendre compte. Il serait pourtant intéressant de connaître les premiers éléments d'un droit dont nous allons suivre le développement. Probablement, comme chez toutes les nations primitives, la conscience de ce droit se réduisait-elle à des formes négatives et à quelques règles indispensables à la vie en commun. Hérodote nous donne même un exemple de droit pour les Scythes en établissant une comparaison entre les Androphages « qui sont cruels et ne connaissent ni le droit ni l'usage des lois », et les Alizons qui sont plus civilisés (Hérodote, IV, 6, 106). Ainsi, « pour prouver qu'ils sont *justes* (4), les Amazones conseillent aux jeunes Scythes de demander à leur père leur part de fortune, et leurs pères, pour paraître *justes* », la leur accordent et les laissent aller de l'autre côté de la Tanais

1. Jacob Grimm. Das alte und neue deutsche Dacia, das ist Beschreibung des Landes Siebenburgen.

2. Opinion repoussée par Miclosich.

3. Jean Majoresco et de Rosny.

4. Hérodote, IV, 6, 114.

pour s'établir et fonder le nouveau peuple sarmate (1).

Si nous essayons de soulever un peu le voile qui couvre la vie intime des Géo-Daces, sur lesquels nous avons tout aussi peu de renseignements, nous devons constater, d'après le même auteur, que l'idée de droit avait dû être assez avancée et que le droit et la justice devaient gouverner tous les actes de la vie sociale des Géo-Daces, Hérodote allant jusqu'à affirmer que les Gètes sont les plus justes d'entre les Thraces.

D'ailleurs, les Scythes avaient déjà eu une idée rudimentaire du droit, en tout cas, d'une façon certaine, cette partie instinctive indispensable à la vie quotidienne, la « *justitia gentis ingeniis culta, non legibus* (2) » peut-être, dont nous parle Justin.

Mais que pouvaient être les institutions juridiques, chez un peuple plutôt nomade ? Propriété réduite à quelques objets, aux bêtes domestiquées, aux véhicules qui les transportaient ; pour ceux qui étaient agriculteurs, une certaine propriété immobilière, probablement acquise par occupation ; au dire d'Hérodote, la vente (3) aussi leur était connue, les donations et, à la mort du chef de famille, la succession. La monogamie était de règle chez les Scythes, mais les Agathirsès spécialement vivaient en une communauté entière de famille dans laquelle toutes les femmes étaient communes, *pour que tous les membres soient frères* (4) *entre eux*.

1. Hérodote, IV, 115, 116.

2. Justini, *Historiæ philippice*, II, 2.

3. Hérodote, IV, 17. « A côté des Alizons habitent les Scythes laboureurs qui cultivent le blé non pas pour l'alimentation, mais pour la vente. »

4. Hérodote, IV, 104.

L'esclavage leur était connu et le moyen de preuve habituelle en cas de litiges était le serment. Voilà à peu près tout ce que l'on sait sur le droit de cette époque reculée.

L'unité de tous ces peuples se fit sous la suprématie des Gètes, pour commencer ; leurs chefs devinrent les premiers rois.

Mais, peu de temps après, les Daces les surplantèrent et prirent la plus grande autorité dans l'État. Boérébiste en fut le grand organisateur et Décébale le héros militaire, resté légendaire dans les guerres qu'il soutint contre les Romains.

Trajan, après trois expéditions, défit le vaillant peuple dace et, transformant le pays en province romaine, commença la colonisation.

CHAPITRE II

LA COLONISATION ET LA ROMANISATION

« Après la conquête de la Dacie, nous dit Eutrope (1), Trajan, pour peupler cette province d'un million de pas de pourtour, amena de toute l'étendue de l'empire (2) des multitudes infinies d'hommes, dans le but de cultiver ses champs et ses villes. »

Voilà une indication qui nous permet de dire que la colonisation de la Dacie fut un cas spécial. Les vainqueurs ne se contentèrent pas de faire venir quelques colons et d'établir un nombre restreint de colonies, comme cela se faisait habituellement quand la romanisation devait se faire petit à petit.

Très riche, offrant la possibilité d'une vie prospère, la Dacie souffrait du manque de population.

Aussi, dans la pensée d'Eutrope, ce grand nombre de colons devait remplir le vide creusé par les guerres et suppléer aux bras qui manquaient pour mettre en valeur un pays très fertile. D'autre part, Trajan espérait qu'après l'avoir romanisée, il pourrait faire de la Dacie un vigoureux rempart à l'Empire. Des colons furent donc amenés en grandes masses et de grandes visées patronnèrent l'établissement des colonies.

1. Eutrope. *Hadrien*, VIII.

2. Eutrope. « Ex toto orbe romano » nous dit-il textuellement.

Ils vinrent, bien entendu de toutes parts : des Grecs (1) de l'Asie Mineure, des militaires étrangers des cohortes de la Comagène, de l'Isturée et des auxiliaires de Palmyre, des Celtes dans les cohortes auxiliaires et que l'on retrouve même dans l'élément civil de la population, enfin d'innombrables peuplades illyro-thraces.

Les inscriptions que nous possédons prouvent donc la vérité de l'assertion d'Eutrope concernant les différentes nationalités des colons amenés *ex toto orbe romano*.

Mais ce qui est important à établir pour notre étude c'est de déterminer autant que possible, le sort de la population

1. Inscriptions contenant des noms patronomiques grecs. Par ex. : Aelia Pergama, Isidora Domoasiæ, Julia Afrodisia, Quintus Januarius Zosimus, Severus Eucharistus. On trouve même des traces des cultes et des divinités grecques, du dieu persan Mithras, d'Isis, etc., provenues par la même influence (*Corpus Inscript. Latinarum*, III, n^{os} 1222, 1366, 976). etc.,

D'ailleurs, les relations des Grecs avec ces contrées dataient depuis longtemps déjà et avaient été une première influence civilisatrice pour les Scythes.

Des Ioniens et des Doriens, d'anciens compagnons des Perses de Darius, colons venus de l'Asie Mineure pour chercher dans ces froides régions septentrionales les peaux, les poissons, les fourrures, les grains, le vin, la laine, le miel, la cire, l'or et l'argent des mines de la Transylvanie et le bois, voisinèrent avec les Scythes qui devinrent des clients, peut-être même des imitateurs des Grecs. De Byzance à la lisière caucasienne, leurs cités républicaines détenaient tout le commerce de la Scythie, abondante en matières premières. Le territoire qui nous occupe vit s'établir sur des emplacements favorables à la navigation des centres, comme *Dionisopolis* (près de Balçic), comme *Kallatis* la dorieenne (près de Mangalia), comme l'ionienne *Tomi* (près de Constantza), comme *Halmyris* (près des grands lacs), comme l'importante cité du Danube, l'*Istria* du delta, comme *Tyras*, la cité du Dniester, sur le « liman », *Axiopolis* (près Cernavoda), etc. (Iorga).

autochtone. Que devint-elle après la conquête et au début de la colonisation ? A-t-elle été exterminée, comme le prétend Eutrope : *dacia viris esset exhausta* (1) ? Rationnellement la chose était impossible. La population mâle du pays avait été décimée, il est vrai, mais restaient les enfants, les femmes, les gens âgés. En plus, nous trouvons des preuves indiscutables de la présence de Daces sous la domination romaine, et la meilleure c'est la formation de corps d'armée composés de soldats daces et envoyés en garnison dans les différentes provinces de l'Empire (2). Cette population subsista donc et nous la rencontrerons sous peu isolée ou mêlée au grand travail de romanisation qui se continuait avec force.

L'on s'est demandé : par quels moyens les Romains parvinrent-ils à changer le pays en si peu de temps, de 105, date de la conquête, à 276, année pendant laquelle Hadrien quitta la Dacie ?

Nous tâcherons de le montrer sans insister sur la grande œuvre de latinisation qui avait commencé bien plus tôt dans toute la péninsule balkanique et qui a été, à notre avis, la base même de la réussite de la romanisation.

1. Eutrope, *Hadrianus*, VIII « Cum Dacia diuturno bello Decebale viris esset exhausta. »

2. Par exemple : cohors « *Ælia Dacorum* » cantonnée en Bretagne ; cohors III *Dacorum*, en Macédoine, cohors II *augusta Dacorum veterana militaria equitata*, etc.

De même à l'époque d'Hadrien des Daces sont mentionnés dans les troupes d'Afrique (Iung, *Fausten der Provinz Dacien*, Innsbruck, 1894).

Dion Cassius (I.XXII, 3) rapporte une déportation de 12.000 Daces qui habitaient probablement (d'après Tomaschek) dans les pays limitrophes de la Transylvanie, du nord en Dacie, preuve qu'ils n'étaient pas si peu nombreux.

La vie avait été plutôt primitive et rude en Dacie. Les guerres continuelles n'avaient point permis l'éclosion d'une vie plus prospère ; la civilisation romaine, que les Daces connaissaient déjà bien pour avoir offert l'asile à tous les fugitifs de l'Empire, une fois installée dans leur propre pays, devait les éblouir. Les Romains apportaient avec eux les bienfaits d'une culture raffinée et un bien-être matériel qui devait attirer les classes aisées et la population des villes. Ce sont des séductions auxquelles on résiste difficilement... d'autant plus que les Romains du II^e siècle après J.-C. n'étaient déjà plus les rudes guerriers qu'ils avaient été quelques siècles auparavant. La « *superba Roma* » voyait déjà gronder au loin la menace indéfinie qui allait lui enlever une à une toutes ces provinces.

Une assimilation, une refonte, dans ces conditions, était beaucoup plus aisée. Ajoutons que la colonisation avait été faite avec un contingent assez fort de troupes, que les fonctionnaires, les soldats licenciés et les marchands s'établissaient souvent ici — à en croire les inscriptions, — qu'une vie prospère florissait et l'on estimera cette romanisation assez puissante pour faire éclore le germe d'un nouveau peuple.

Apprendre le latin du civilisé (1), arriver aux dignités de l'État, voilà le secret de l'assimilation des classes aisées.

Les classes inférieures subirent la romanisation un peu plus lentement, mais peut-être d'une façon plus forte encore. Il fallait ici d'autres éléments que pour les riches, et les Ro-

1. Des précepteurs avaient été engagés pour les jeunes gens et, pour corriger leur accent, on les envoyait à Rome (S. Jérôme. *Epistola*, XLVI, 9. Migne. *Patrol. lat.*, XXII, 489).

maines en avaient un, lent il est vrai, mais progressif et général : l'enrôlement dans l'armée qui faisait apprendre aux indigènes le latin, les familiarisait avec la vie romaine en les déplaçant et leur facilitait des mariages avec les Romaines, ce qui amenait, au bout de quelques générations, une latinisation complète de la famille.

Les esclaves libérés s'établissaient souvent à la campagne, là ils parlaient le latin dont ils avaient pris l'habitude dans la maison du maître ; les propriétaires répandaient cette même influence dans leurs relations avec les paysans.

En plus, les habitants des campagnes étaient attirés dans les villes par la possibilité de trouver une vie plus facile où on les employait aux travaux d'édifications. La population rurale devint de plus en plus faible et par cela même moins propre à résister aux conquérants.

Enfin, il ne faut pas oublier de mentionner la grande aide qu'a dû être le Christianisme (1), voile mystique qui devait

1. L'origine de la conversion en Jésus-Christ est une chose établie aujourd'hui pour les Roumains. Les éléments fondamentaux de leur croyance portent des noms latins qui montrent par leurs formes une ancienneté égale à celle de la langue. Seuls les termes de l'organisation ecclésiastique dénotent l'influence slave.

Les origines du développement du christianisme sont peu connues à cause du manque de sources contemporaines. Le seul humaniste de nos temps, Théodore Mommsen, sur les travaux duquel repose toute l'antiquité romaine et de qui doivent partir tous ceux qui s'occupent d'elle, n'a laissé que simplement ébauchée l'histoire intérieure des provinces, comme d'ailleurs aussi l'histoire de l'esprit public romain dans l'ancien monde et en général la civilisation créatrice.

Pour la Dacie, à part quelques renseignements de nature archéologique et épigraphique pour les iv^e, v^e, vi^e siècles nous n'avons donc d'autres informations que celles qui sont données par la *Vie des*

entretenir une atmosphère de conciliation et de paix sur l'œuvre de la romanisation.

Etant généralement prêché en latin, cette langue s'imposait par cette raison même à ceux qui se laissaient convertir au nom du Seigneur. Comme la nouvelle foi s'adressait en premier lieu aux humbles, elle aida de cette façon à la diffusion du latin dans les basses classes, dans lesquelles se réfugiaient généralement les traditions intactes des vaincus.

A part ceux qui s'assimilaient, il restait quand même des rebelles qui émigrèrent dès le début de la colonisation et qui reçurent ensuite probablement les mécontents et les fuyards. L'exode (1) se fit vers les montagnes et dans la région de

Saints et des Martyrs ou bien par les actes des conciles — leur caractère documentaire n'est malheureusement pas important. Aux conciles ne prenaient pas part tous les évêques, et les autres sources sont pleines de légendes et de contes tendancieux.

Des inscriptions, intéressantes pour ceux qui voudraient faire cette étude, ont été trouvées notamment à Salonæ, à Tragurium, etc. Certaines, fort curieuses, mélange de christianisme et de paganisme. Je m'excuse d'en citer : *In nom(ine) d(om)ini Jeso Chri(s)ti denotio tibi immondissime spirete tartaruce, quem angelus Gabriel de catenis igneis religa (vit)...* suit la définition du Diable et l'imprecatio. Et celle de Larisse « *dis manibus sacrum signis Christi* » (*Ephemeris*, épigr. II, n° 1047).

Il est certain que le christianisme a fait de rapides progrès en Orient. A en croire Tertullien la religion chrétienne était répandue en Dacie à la fin du II^e siècle (*Adversus Judæos*, VII, « *inaccessa Romanis loca, Christo vero subdita et Sarmantarum, et Dacorum et Germanorum et Scytarum...* in quibus omnibus locis Christi nomen, qui jam venit, regnat. » Migne. *Patrologia latina*, II, 650).

1. Les bas-reliefs de la colonne de Trajan nous montrent les Daces émigrant devant les Romains (C. Cichorius, *Die Reliefs der Trajanssäule*, Berlin, 1896).

l'est de l'Olt, où ils pouvaient trouver, parmi les rochers, un endroit sûr pour y abriter leur farouche indépendance, et des auteurs latins nous parlent souvent de *Daci rebellantes*, tant sous le règne d'Antonin le Pieux, que sous celui de Commode (1).

Par contre, nous voyons des Daces occuper de hautes fonctions dans les provinces de l'Empire et tenter d'arriver même au trône (2). Si des réfractaires s'étaient sauvés dans les montagnes, voulant défendre leur nationalité et leur vie intime contre l'immixtion du conquérant, il faut avouer la force et le succès complet de la romanisation qui, commencée bien avant la conquête, comme nous l'avons dit, puissamment exercée de 105 jusqu'à 276, époque à laquelle les troupes quittèrent la Dacie, a été continuée même après cette date par les relations de l'Empire avec la province abandonnée (3).

1. *Scriptores historiæ augustæ*, Antoninus Pius, V, Commodus, XIII.

2. C'est le cas de Reglien, général de l'époque de Gallien, qui prétendait aussi être descendant de Décébale.

3. En effet, du temps de Constantin le Grand, on fit un pont en pierre sur le Danube, à l'endroit où se trouve actuellement la ville de Tournou-Magurele et qui servit à chasser les Goths de la Dacie. De plus, en 374, Valentinien passe en Dacie, triomphe des Barbares et y rétablit la puissance romaine. C'est après les invasions des Huns, des Avars et des Tartares que les relations politiques ont dû cesser, mais les relations commerciales ne furent que suspendues, elles reprenaient à toutes les accalmies.

Les relations religieuses, par contre, se suivirent plus longtemps encore. Les habitants de la Dacie ont fait partie du diocèse du pontificat de Rome jusqu'en 864, époque du passage au christianisme des Bulgares. Des relations ont existé jusqu'au moment où les Bulgares ont commencé à osciller entre le pontificat de Rome et celui de Constantinople.

CHAPITRE III

LES INVASIONS

La Dacie, trop difficile à défendre contre les barbares, Aurélien se décide à l'abandonner. Les invasions grondent aux confins de l'Etat et la décadence approchante oblige l'Empire à se replier sur lui-même. L'officialité et les troupes quittent la Dacie. La province est laissée en proie aux envahisseurs. Qu'arriva-t-il ?

Nous voici avec cette question au seuil du grand problème de la continuité de l'élément romain, durant toute cette période critique, problème si important au point de vue national, cultural et juridique (1).

1. Disons, dès le commencement, combien cette question a été, durant près d'un siècle, exploitée et envenimée par ceux qui furent, jusqu'à hier encore, les ennemis naturels des Roumains. On présentait le problème sous un jour doublement faux. D'abord, les savants hongrois tâchaient de dénaturer les faits pour prouver que toute la population daco-romaine avait fui devant l'envahisseur et s'était retirée au sud du Danube, d'où elle n'était revenue que vers le ^{xii}^e siècle, quand le pays avait déjà été occupé par les Hongrois ; ensuite, se basant sur le droit du premier occupant, ils considéraient les Roumains comme des intrus et des importuns qui dès lors n'avaient plus aucun droit à la liberté et à l'indépendance. C'était encore bien généreux, de la part de ceux qui avaient le *droit historique* de tolérer les Roumains qui n'étaient plus maîtres chez eux ! Comme si le *droit historique* pouvait justifier l'asservissement et l'oppression de tout un peuple, comme ce fut le cas pour la Transylvanie.

L'espace restreint ne nous permet pas de donner trop de développement à la discussion d'autant plus qu'une grande difficulté y est mêlée : le manque de documents. Il est vrai qu'on y suppléa grandement, d'un côté par la mauvaise foi et le chauvinisme (1), de l'autre, par quelques exagérations... Jugeant aujourd'hui cette question, qui n'a heureusement plus d'autre intérêt que celui de pure science, il faut se rappeler la force avec laquelle se fit la romanisation des éléments illyro-thraces, abstraction faite du temps, qu'il ne faut pas étroitement limiter entre 105 et 276 après J.-C. et considérer les raisons particulières de la réussite de cette entreprise tout en se rendant compte de la vie intense qui s'y était établie. Des inscriptions prouvent à quel point le pays était devenu latin et combien les institutions romaines se développèrent en Dacie. Trop excentrique à l'Empire, Aurélien la quitta. Les historiens nous l'affirment en termes catégoriques : *Desesperans eam posse retineri, abductosque Romanos ex urbibus et agris Daciæ, in mediam Mæsiam collocavit*, nous dit Eutrope, et Flavius Vopiscus répète textuellement presque les mêmes paroles, d'où il ressortirait qu'en effet la Dacie a été totalement vidée de sa population.

Cela est une chose qui nous paraît impossible. Peut-on, rationnellement, s'imaginer cette fuite en masse, générale,

1. Il serait hors de question de résumer ici les théories de Roesler, du juge Sulzer, de Jung, etc. Aussi nous nous contentons de dire que même des documents s'opposent à certaines conclusions, notamment la chronique hongroise et russe l'*Anonimus Bellæ régis notarius*, le chroniqueur Nestor, etc., documents que les intéressés se contentaient de déclarer suspects. Ce n'est pas de nos jours seulement que des savants connus ont donné l'appui de leur science aux revendications injustes de leurs pays.

l'abandon de tout, et l'émigration de tout un peuple dans un autre pays ? Non. Comment expliquer alors les paroles très nettes des historiens ? Très simplement : tous ne font que copier une relation officielle.

L'empereur, ne voulant pas montrer la perte que souffrait l'Etat et par cela même avouer sa faiblesse, tâchait de rendre la réalité moins dure. L'officialité a bien quitté la Dacie, les riches, les classes aisées aussi, mais la majeure partie de la population y est restée (1). Qu'il nous soit permis de faire des analogies.

Jusqu'il y a deux siècles les Roumains eurent à subir les invasions tartares (2). Que faisaient-ils chaque fois ? Ils se réfugiaient dans les montagnes, et c'est là qu'ils s'abritaient durant la tempête, descendant dans les plaines dès que l'orage avait cessé.

Mais de nos temps encore, combien ont pu échapper et fuir devant l'envahisseur, abandonnant foyer, enfants, vieillard, ayant devant les yeux le spectre de l'inconnu ?

Devant l'avalanche des Goths, des Huns, des Gépides, des Avars, des Slaves, des Pécénèges et des Tartares, qui, tour à tour brûlèrent les plaines et dévastèrent le pays, la population ayant abandonné les colonies et les municipes s'était

1. Gaston Paris (*Romania*, 1878, p. 618) dit que ce ne serait que la *lie* de ce peuple qui serait restée adhérente au sol de la Dacie, « belle succession à revendiquer », ajoutait l'illustre savant. Peut-être aurait-on pu distinguer entre *lie* et *paysans* : ce sont pourtant deux choses différentes.

2. Voir *Rogarii Hungarii miserabile carmen* dans les *Scriptores rerum hungaricarum* de Schwandtner, p. 320 et *Miron Costin* chroniqueur du XVIII^e siècle qui tirait déjà cette raison par analogie. Voir Nicolas Mustea et Jean Cantea.

retirée dans les régions montagneuses qui leur offraient d'admirables citadelles (1) naturelles capables de les défendre. Voilà ce qui arriva.

Le passage des barbares ne laissa nulle trace importante dans nos pays. Avec les Slaves seuls des relations purent s'établir. Les premiers envahisseurs Goths, Huns, incurseurs passagers en route vers l'Occident (2), furent des peuples féroces et cruels poussés, par le désir du pillage, aux crimes et à la dévastation. Les Slaves, au contraire, avaient été des envahisseurs lents au commencement, pénétrant dans le pays au fur et à mesure de leur descente du Nord, torrent impétueux au ^{vi}^e siècle, envahisseurs obstinés et résolus alors de se créer une nouvelle patrie.

Leurs pillages remplissent pendant des siècles l'histoire de l'Empire byzantin. Leur arrivée avait été un événement longtemps préparé. Descendus du Nord dans la région des Carpathes — peu de temps, probablement, après l'abandon de la Dacie par les troupes d'Aurélien, — ils avancèrent peu à peu vers les rives du Danube. Vers la fin du ^{iv}^e siècle ils s'établirent en Moesie et en Thrace, augmentant leur afflux vers le Sud.

1. Presque sur chaque montagne, en Roumanie, on trouve de ces citadelles naturelles, que les paysans appellent encore de nos jours du nom d'origine latine *cetătuia*.

2. Il faut établir une différence entre l'invasion de nos pays et celles des peuples d'origine arienne dans le nord-est de l'Europe qui ont donné naissance là-bas aux peuples qui existent aujourd'hui. Attirés par ces contrées, les envahisseurs ne firent que passer par la région des Carpathes et ne laissèrent comme souvenir de leur passage que quelques mots dans la langue. Un trésor composant la parure des rois Goths a été en outre découvert à Piétroasa.

A cette étape ils n'étaient encore que peu nombreux : quelques colonies isolées au milieu de la population romaine. La vraie invasion ne commença qu'au v^e siècle lorsque les Ostrogoths quittèrent les pays danubiens pour l'Italie et laissèrent le terrain libre aux Slaves. C'est alors que ceux-ci se précipitèrent sur l'Empire byzantin et arrivèrent jusqu'au Péloponèse.

Les troupes impériales résistent en vain. Maîtres de la Moesie, de la Thrace et de la Macédoine, les Slaves se dirigent vers l'Illyrie et la Dalmatie (1) qu'ils ravagent. Au vi^e siècle la péninsule balkanique est entièrement occupée par eux (2).

C'est un événement tout aussi grave pour nous que la conquête romaine. Un abîme est dorénavant creusé entre nous et le reste du monde latin.

La Dalmatie est occupée et dévastée, la Thrace et la Moesie ont le même sort et la population romaine dispersée perd toute cohésion. *L'élément romain de l'Orient, scindé pour toujours de l'Occident, allait suivre dorénavant un développement à part* et former la mosaïque des peuples qui constituent aujourd'hui les différents Etats de la péninsule balkanique.

C'est à partir de ce moment que le roman, parlé des Car-

1. Voir spécialement, pour la Dalmatie : Constantin Porphyrogénète. *De adm. imperio*, chap. XXIX et suiv.

2. Le chroniqueur syrien Jean d'Ephèse du vi^e siècle nous rapporte que «... le peuple maudit des Slaves dévasta l'Hellade et les provinces thraces et thessaliques, s'empara de plusieurs villes et forteresses, incendia et pillà tout sans s'inquiéter de personne (I. Schönfelder. *Die Kirchengeschichte des Johannes von Ephesus*, Munich, 1862, chap. VI, 25, p. 225).

pathes jusqu'au Pinde et de la mer Noire à l'Adriatique, allait se laisser petit à petit transformer.

Jusqu'alors la langue parlée n'avait été qu'un dialecte latin. C'est le contact avec les Slaves qui transforma sa physionomie et lui donna une conformation à part. C'est probablement de la même façon que les institutions juridiques d'origine romaine se transformèrent au contact avec le droit slave. Comme les premiers éléments linguistiques avaient pénétré dans notre idiome aux v^e, vi^e et vii^e siècles, l'influence slave qui s'exerça sur notre vie juridique commença à la même époque.

Des renseignements qui pourraient nous prouver cette évolution manquent totalement.

Jusqu'au règne de Mircea I^{er} (1386-1418) nous n'avons aucun document qui puisse éclairer pour nous le mystère de la vie des Roumains au moyen âge. Probablement, réfugiée dans les montagnes ayant abandonné l'organisation compliquée des villes et de la justice, la population daco-romaine perdit-elle aussi les *nuances* du droit romain. Un processus de retour aux anciennes mœurs patriarcales a dû commencer, la vie étant devenue très simple, l'avoir de chacun bien réduit et les occupations limitées à la configuration rocheuse du sol. Une justice sommaire continua sûrement à être nécessaire et les réfugiés transformèrent en coutumes les règles du droit romain auxquelles ils avaient été soumis et qui a toujours laissé une si forte marque partout où il a passé. Le souvenir de l'ancienne justice ne fut pas oublié, mais réduit tout simplement aux nécessités quotidiennes d'une chétive existence.

Petit à petit, le torrent des hordes barbares commença à s'apaiser, à devenir moins impétueux, moins cruel. Les réf-

giés qui envoyaient de temps en temps des émissaires pour voir ce qui arrivait dans les plaines abandonnées recevaient de bonnes nouvelles. Ils commencèrent alors à descendre petit à petit de leurs montagnes, dans les régions immédiatement proches des Carpathes et s'établirent par petits groupes dans les anciennes villes dévastées et pillées, prêts à se sauver de nouveau à une nouvelle alerte. C'est là qu'ils fondèrent ce que nous appellerons la *vie par cités* indépendantes l'une de l'autre, cultivant librement les champs qui s'offraient à leurs yeux, avec une notion très sommaire de la propriété et gardant, comme souvenir de la vie dans les montagnes, la famille pour organisation, les vieux chefs pour juges. Là, unissant leurs efforts, seulement quand un danger les menaçait, ils se soumettaient pour la circonstance au plus vaillant d'entre eux. C'est dans ce fait qu'il faut chercher le secret de la fondation des premiers rudiments d'Etat, et dans l'existence commune avec les Slaves les transformations souvent apparentes du droit romain hérité.

En effet, les Slaves avaient pénétré petit à petit dans nos pays et avaient fondé eux aussi de petits groupements, à côté de ceux des Roumains en y apportant leurs coutumes, leurs habitudes, leur droit et leur langue. Peuple agricole, chrétien, *ayant les mêmes occupations que les Roumains*, aux intentions très pacifiques et au tempérament doux, désirant avant tout se créer une nouvelle patrie, la vie commune put facilement s'établir et, Roumains et Slaves, mêlant leurs existences s'influencèrent réciproquement jusqu'à une refonte totale.

Absorbés dans la masse autochtone, les Slaves la colorèrent d'une façon différente tant au point de vue du sang que de la langue et des institutions juridiques.

Ainsi, les premières organisations roumaines qui n'ont rien de slave dans leurs origines, adoptèrent en grande majorité une nomenclature slave. On appela le groupe *knezat* et leurs réunions des *voevodats* (1), terme qui allait rester dans la titulature des futurs princes moldo-valaques. La langue se teinta d'expressions slaves, le droit greffa (2) sur le fonds romain des institutions nouvelles empruntées aux voisins pour les besoins nouveaux de la vie.

Les refuges furent définitivement quittés, lorsque la domination bulgare eut remplacé en Transylvanie celle des Avars (678). C'est sous la suzeraineté du royaume bulgare — appelé aussi roumain-bulgare, — qui allait prendre une grande extension des deux côtés du Danube (678-1018) que se constituèrent les premiers rudiments d'Etat ; mais ce commencement de vie politique dut souffrir un nouvel arrêt

1. Nom venant du vieux slave *Boiboda* et qui trouve son équivalent en russe *Boeboda*, en polonais *woiewoda*, en tchèque *vévoda* etc., et a pour signification originaire *chef d'armée*. C'est à ce titre qu'il entra dans d'autres langues, notamment en roumain *voevod*, en hongrois *vajvoda*, en grec moderne *βοεβόδος*. Pourtant l'institution en elle-même est d'origine franque. Les *voevods* ne sont que les *duces* francs, dont la puissance s'étendait jusqu'en Pannonie.

Quant au mot *kneaz* que les Roumains reçurent par l'intermédiaire des Slaves, il est d'origine germanique et se rattacherait à celui de « *konunge* » ou de « *könige* » des migrations gothiques.

Voda, de *voevoda*, devint synonyme de *prince*, alors que *kneaz*, qui en russe a le même sens, en arriva comme son correspondant roumain *jude* ou *judec* à désigner seulement le paysan libre, comme nous le verrons.

2. Pourtant, même au point de vue de la nomenclature, les mots essentiels concernant le droit sont restés ceux d'origine romaine. Ainsi *jude* (juge) *judecata* (jugement), *dreptate* (droit), etc.

à la suite de l'invasion hongroise (898) qui devint de plus en plus lourde pour la Transylvanie à partir de la conquête de ce pays par saint Etienne. *Le développement d'un Etat unitaire roumain fut arrêté par celui du peuple magyar*, qui, devenant catholique, se trouva en antagonisme avec les Roumains restés orthodoxes.

Persécutés, opprimés, des groupes de Roumains seraient descendus de l'autre côté des Carpathes vers les plaines du Danube et de la mer Noire pour y fonder, avec les tout petits Etats existant déjà (1), premièrement la Valachie et peu après la Moldavie.

La question historique de la fondation des Etats roumains (2) ne nous intéresse pas directement, d'autant plus que, pour la Valachie, nous n'avons pas la certitude d'une conclusion documentée jusqu'à présent. La vérité, perdue dans les légendes, l'historien a eu à lutter contre la beauté

1. Ces petits Etats, les *voevodats* et le *knezats* étaient, comme nous l'avons vu, les uns d'origine slave, les autres d'origine roumaine. Parmi les premiers se trouvaient la principauté de Berlad et celle de Iassy ; parmi les seconds celle de l'Olténie, sous le ban Bassaraba et celle de la Valachie sous Seneslav (comme nous le rapporte un document du roi Bella IV de 1247). En outre, une bulle papale de l'année 1232 parle d'un troisième Etat situé dans le district actuel de Poutna, la Vrancea, dont la population aurait eu des évêques de rite grec. D'autres petits Etats se rencontraient encore dans les régions montagneuses de la Moldavie, dans les districts actuels de Bacaou, de Neamtz et de Câmpou-Loung, dans la Bucovine et même plus haut sur les confins de la Galicie, sous le nom de Brodnici et Bolochoveni. C'est au sein de cette population slave et roumaine que vint s'implanter la colonisation transylvaine. Elle unifia définitivement ces Etats séparés et, étendant davantage l'élément latin de la montagne vers la plaine, arriva à décider l'absorption des Slaves.

2. Negrou Voda est le personnage légendaire auquel la tradition

des contes symbolisant certainement des faits réels mais poétiquement déformés, pendant des siècles et des siècles, par la verve fantaisiste du peuple.

Pour la Moldavie, nous avons des données précises : c'est l'invasion des Tartares qui en a déterminé la fondation. Dragoche passa les Carpathes de Transylvanie en Moldavie pour exterminer les Tartares. Il y fonda la Moldavie sous la suzeraineté de la couronne hongroise. Son descendant, Bogdan, secouant le joug magyar est le fondateur de l'indépendance du pays qui allait être souvent appelé, d'après son nom la Bogdanie.

prête la fondation de l'Etat de la Valachie ; quant aux historiens, ils sont loin de se mettre d'accord.

Xenopol soutient la légende de l'homme providentiel, Radou-Negrou, prince de Fagarache.

Tocilescu croit que Negrou Voda est le symbole des premiers temps inconnus. Ces deux historiens identifient Negrou-Voda avec Radou-Negrou et Tugomir Bassarab des documents magyars, mais le premier affirme son origine transylvaine, tandis que le second le suppose Valaque.

Hasdeu soutient que la fondation de la Valachie a été l'œuvre de plusieurs Bassarabes, originaires de l'Olténie.

M. Onciul enfin propose, aussi une théorie qui nous semble la plus vraisemblable : les fondateurs de la Valachie sont les Assanides fondateurs de l'empire roumain-bulgare de 1186. Des populations roumaines existaient en Valachie, mais elles n'étaient pas organisées en Etat. Les Roumains avaient échappé à la domination des Coumans, avec l'aide de Manuel Comnène, l'empereur byzantin qui battit les Hongrois avec leur concours en 1166. Vingt ans après, les Roumains s'unissent aux Bulgares, union qui dura jusqu'à l'invasion tartare de 1241.

DEUXIÈME PARTIE

Le droit dans la période historique des États roumains

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT NON ÉCRIT

SECTION I

Le jus valachicum.

La coutume des temps anciens, à part les simples conjectures que nous avons faites, nous est inconnue.

Seul, Démètre Cantémir nous en donne quelques renseignements dans son ouvrage : *Scrisoarea Moldovei* au chapitre XI.

« Quelles ont été les lois de la Dacie, dit-il, nous sommes empêchés de le savoir par le silence des historiens ; toutefois, considérant ce qui arriva à d'autres peuples barbares, on peut supposer que c'est la volonté des chefs et le droit naturel qui eurent force de loi.

« Mais quand Décébale fut soumis par l'empereur Ulpus Trajan et après que les Daces eurent été détruits, la Dacie, transformée en province romaine, futensemencée avec de la graine romaine et reçut des colonistes les lois romaines. Celles-ci restèrent en vigueur dans cette province tant qu'elle obéit aux ordres des empereurs romains et constantinopoli-

tains, mais, après son abandon, les lois romaines ont commencé se corrompre à tel point que, lorsque la Moldavie fut fondée par la bravoure du bienheureux Dragoche, les juges comprenaient à peine ce qu'ils devaient juger. »

Ces indications données par le prince historien, peuvent être complétées aujourd'hui.

Les peuples illyro-thraces, dont les Daces faisaient partie, ont été gouvernés, nous est-il dit, par la coutume formée petit à petit par la volonté des chefs et par impulsions du droit naturel.

Mais, après la conquête romaine, il dut certainement y avoir concours entre les coutumes autochtones, celles des colonistes, les règles du droit romain nouvellement apportées et les coutumes qui se formèrent ultérieurement sous différentes influences.

Ce qui reste au juste de ce droit romain, après l'abandon de la province trajane, il est difficile de s'en rendre compte. En tout cas une étude sincère et sans parti pris ne peut pas négliger ce premier fond de notre passé juridique, duquel dépendront nos conclusions, quand il faudra établir l'origine de notre droit coutumier. Il est donc capital d'établir quel a été l'élément dominant dans ces coutumes.

Les colonistes avant d'être amenés en Dacie avaient, pendant quelques siècles au moins, vécu sous l'impulsion des règles juridiques romaines. Etablis en Dacie ils furent nécessairement soumis deux siècles encore à ce même droit et probablement plus longtemps encore, les relations avec l'Empire ayant continué même après 274 de notre ère. Les résultats de la colonisation, telle que nous l'avons envisagée, nous les connaissons. D'autre part, nous avons dit qu'à notre

avis la colonisation n'a pas été la première couche latine qui s'étendait sur le sol de toute cette population illyro-thrace. La romanisation avait commencé bien avant, provoquée par l'émigration des habitants de l'Italie, chassés par la formation des *latifundia* et par la concurrence que leur faisait le travail des esclaves, captifs de guerre.

Ces gens-là avaient apporté leurs coutumes, leurs habitudes, l'usage de leur droit.

Une mentalité juridique romaine a certainement dû se former et, fortement enracinée, a dû se perpétuer ensuite de génération en génération. Cet atavisme juridique est difficilement effaçable. Ce sont des richesses juridiques thésaurisées (1), des traditions (2) devenues habitudes, laissant des traces qui influent avec plus ou moins d'intensité sur les nouvelles manifestations qui se produisent en vertu de la force évolutive du droit, qui est à ce point de vue *bi-frons* : les résidus du passé (3), les puissances de l'avenir.

Comme l'élément latin triompha dans la langue, le droit dut avoir le même succès.

D'ailleurs, cette double victoire était une habitude ancienne pour Rome. Même au début, dans la lutte qui s'engagea entre l'élément latin, sabin et étrusque, ce fut l'élément latin qui eut la suprématie.

1. Edmond Picard, *Les Constantes du Droit*. Paris, 1921.

2. Tarde. *La logique sociale*, p. 110-112. Reprod. J. des Trib., 1895, p. 606 ; Ed. Picard. *Syllabus du Cours d'Evolution du Droit civil français* : « Les composantes originaires ».

3. « L'humanité traîne avec elle un tronçon de son cordon ombilical. » « Le présent est chargé d'une odeur cadavérique du passé ». « Nous avons aux bottes les boues du passé » nous dit, dans un langage peut-être trop expressif, Le Bon.

Nous croyons donc fermement à la formation d'une coutume juridique à base romaine, l'infériorité du droit des peuples autochtones étant une chose certaine pour nous.

Cette coutume eut à souffrir une puissante influence slave. A-t-elle été écrasante comme on l'a souvent prétendu ? Nous ne le croyons pas. Nier son importance serait méconnaître les faits, mais dire que notre ancienne coutume a été un emprunt fait aux Slaves, tout simplement, serait ignorer non seulement l'histoire, mais l'évolution du droit aussi. Ce qui paraît curieux, au premier abord, c'est que ces formes apparentes sont généralement d'origine slave, la plus grande partie des documents jusqu'au xvii^e siècle étant écrits en langue slavone ; on rencontre rarement des documents latins ou roumains. Le droit coutumier lui-même s'appelait d'un nom d'origine slave « obicei », « obiceiul pământului », *zakon podlug zemskago prava* (1), dans les documents slaves. C'est le *jus valachicum* mentionné dans les documents hongrois et polonais pour les premiers temps de la formation des petits États roumains, qui était en vigueur dans les Principautés et de l'autre côté des Carpathes et qui déterminait la situation des Roumains en leur qualité de gens libres.

Ce *jus valachicum* ne portait pas seulement sur la condition des personnes mais aussi sur la réglementation de la propriété foncière et surtout, ce qui est caractéristique, sur les organisations des *Knezats* dont nous avons déjà donné quelques notions sommaires.

1. Des difficultés d'impression nous obligent à supprimer les citations slavones. Nous ne les reproduirons donc qu'en traduction pour éviter de les écrire à l'aide de l'alphabet latin.

Le *jus valachicum* qui était le droit d'une population agricole, traitant généralement des questions relatives à l'exploitation de la terre et qui établissait les conditions des paysans, se rencontre non seulement dans les documents hongrois mais aussi comme un complexe *sui generis* en Pologne jusqu'à une époque assez récente.

Des recherches spéciales n'ont pas encore été entreprises pour que l'on puisse arriver à étudier les documents les plus intéressants.

Pour la Pologne notamment nous savons qu'à cause du manque de cultivateurs les rois polonais favorisaient l'installation de Roumains sur leurs territoires voisins de la Bucovine en leur accordant le *jus valachicum* qui consistait premièrement en une organisation à part, à la tête de laquelle se trouvait un chef appelé *jude* (kneaz) et en un système spécial de perception des impôts. Nous rencontrons ainsi, autant en Transylvanie qu'en Moldavie et en Valachie, que chez les Roumains de la péninsule balkanique, le *pogonarit* (l'impôt sur la terre) et sur le foin (*ierbarit*) : l'impôt en espèces, qui semble avoir été différent suivant les époques, l'impôt sur le vin, sur les cheminées, etc. En fait de corvées il y a à citer : la moisson et la fenaison des domaines princiers, les transports du foin, la coupe des arbres, le travail dans les vignes et dans les moulins princiers, les amendes (*gloaba*). Enfin, il faut mentionner aussi la *decima*, dont il est difficile d'établir l'origine, que l'on pourrait faire remonter jusqu'aux lois de Moïse (Levit., XXVIII. 30, 27. Nom., XVIII, 21-29) d'où elle fut probablement prise par l'Eglise ; mais, sous forme d'impôt laïque, nous la rencontrons pour la première fois dans la législation des Empereurs isauriens et notamment dans

les νομοὶ γερμανοὶ (I, 20 et plus loin I). De là, à en croire certains auteurs, la δεξατερη mentionnée dans la περὶ (XXVII, 2) passa dans la loi attribuée à Justinien, d'où elle fut prise en Russie par la loi agraire du prince Jaroslav et serait parvenue à nous par l'intermédiaire des Slaves. De même, la *groshchina*, impôt sur les brebis, qui paraît avoir une origine byzantine — la ῥεῖρη, peut-être, etc.

Une étude d'ensemble n'a pas encore été faite sur ce *jus valachicum ab antiquo*.

Pourtant ces institutions ont vécu dans l'âme du peuple roumain jusqu'à il y a peu de temps encore. En Transylvanie surtout, dans les régions des montagnes, l'on rencontre parfois encore, vivante, l'image de nos ancêtres que nous cherchons dans les documents. Très intéressants sont les statuts concernant l'élection du *jude* de *Salishte*, qui prouve à quel point cette organisation des *judetze* (knezat) nous est commune avec celle de tous les latins et nous pourrions citer quelques cas : ceux de la Sardaigne, de Venise et de Rome.

Le peuple sarde vit encore aujourd'hui d'une vie archaïque empreinte d'un esprit conservateur des plus instructifs, et c'est là que l'on pourrait faire une intéressante étude des judicatures (par exemple judicature d'Arborea) qui avaient à leur tête pour chef un juge (*giudici*).

La même organisation a existé à Venise qui a été elle aussi une terre romaine abandonnée.

Et à Rome même l'on a vu dans les moments critiques renaître des organisations analogues.

Le document le plus ancien qui nous parle des knezats (baptisés du nom slave) est celui du roi Bella. Il y est question des *keneziatus loannis* et *Forkasii* et de *keneziatus Lytrioy*

woiwode (1) et ce même caractère de knezats souverains a été conservé dans certains documents postérieurs ; mais à mesure que nous descendons en date, on peut se rendre compte que l'institution des knézats ainsi comprise tombe en décadence.

Un document du prince Mircea, de 1387, met le mot de kneaz à côté de celui de boyard et d'autres documents portent à croire que cette dénomination se rapporte tout simplement à des gens libres.

En Hongrie et en Galicie les knèzes se sont perdus dans la petite noblesse, et en Roumanie ils sont devenus quelquefois même de simples paysans libres, soumis à la corvée, après avoir vendu leur héritage.

Nous en trouvons un exemple frappant dans un document de Radou-Voda, datant de 1532.

Sept frères vendent, de leur propre volonté, leur knezat pour 40.000 piastres. Un cas identique est rapporté pour l'année 1589 : un ancien kneaz vend son héritage et sa liberté pour 1.200 piastres.

Pour la Moldavie nous trouvons aussi des documents qui nous parlent des *knezi* en les appelant de leur nom roumain *judetz* (juges).

Nous trouvons ces appellations dans un acte de donation du monastère de Homora, daté de 1427 (2), dans un autre

1. Fejér, IV, 1, 447, 1247 : « Totam terram de Zewrino cum alpi-bus ad eam pertinentibus et alliis attinentis omnibus, pariter cum Keneziatibus Ioannis et Forkasii usque ad flumen Olte excepta terra Kenezatus Lytrioy woiwode, quam olachis relinquimus prouti idem hactenus tenuerunt. »

2. L'original se trouve dans les archives de la direction des biens de l'église de Czernowitz.

acte de 1438 (1), dans un troisième de 1471, qui parle de deux *knezi*, figurant dans un acte de donation de 1479 (2). Quant aux documents dans lesquels le mot *kneaz* est remplacé par celui de *judetz*, nous en trouvons jusqu'en 1586.

Il en est ainsi dans le document concernant l'acte de donation faite au monastère de Moldavitz, datant de 1446 et dans celui de 1586 où figure comme témoin un *kneaz* ou *judetz*.

Ces documents, ainsi que beaucoup d'autres, que nous ne pouvons pas reproduire, prouvent l'existence des *knezi* ou *judetzi* autant en Valachie qu'en Moldavie, au sujet de laquelle il faut dire que nous possédons plus de renseignements.

Nous voyons donc qu'en dépit des apparences cette institution a eu une formation originale chez nous très ressemblante de celles des autres latins ; que seulement différents termes ont été empruntés aux slaves et que cette organisation a été une conséquence naturelle de l'établissement des Roumains dans les plaines après les invasions, conséquence de leur vie par cités.

Au commencement chaque village avait eu à sa tête un *jude* ou *kneaz*, ou *vataman* (3) mais plus tard nous rencontrons des exemples quand il y en a deux dans le même village, ou, ce qui était moins fréquent, un *kneaz* pour deux villages — cas qui s'expliquent par la dévolution de la succession. Le *knézat* n'était pourtant pas toujours héréditaire. Il s'agit souvent dans les documents de gens qui « ont été

1. Wickenhauser. *Geschichte der Stadt Czernowitz*, Wien, 1874, p. 65.

2. Melchisedec. *Chronica Românilor*, I, 143, 134.

3. Mot d'origine tartare ou coumane, probablement.

knezi » ou bien du fait qu'un village a été donné à un autre *kneaz*, ou enfin d'héritiers à qui le village a été personnellement donné, ce qui nous permet de conclure que la nomination ou la confirmation d'un *kneaz* n'était même pas pour la vie durant, mais souvent *usque ad beneplacitum nostrum*, — car il y a des documents dans lesquels le *Voevod* donne tel ou tel village, non pas « où un tel a été *kneaz* », mais où il y en a encore un, au moment de la donation.

C'est une forme ancienne, peut-être la deuxième dans l'évolution des *knézats* — la première ayant été l'état d'indépendance — forme que nous n'avons pas surprise, par exemple en Pologne, où cette organisation a aussi existé, et pour laquelle nous ne connaissons comme premier état que le *knezat* « *advital* ».

L'évolution a commencé chez nous probablement vers le xvi^e siècle, quand — d'après les documents de Roman-Voda — les donations de *Knézats* se faisaient « pour toujours, pour tous les héritiers et toute la postérité ». Il est vrai que ces bénéfices avaient besoin en pratique d'être confirmés à chaque changement de prince ou de possesseur (par vente ou succession), mais l'évolution avait commencé et beaucoup de ces *knèzes* devenus petit à petit boyards à la suite du développement du féodalisme, constituèrent la noblesse du pays, comme en Hongrie. D'autres, gardant leur partie d'héritage restèrent de simples paysans libres (*razesi* ou *mosneni*).

En outre, en fondant la Moldavie, Dragoche ne put amener beaucoup de nobles avec lui, car il nous est dit que même ses propres parents ne voulurent pas quitter le Maramourèche pour chercher fortune dans le nouveau pays qu'il avait débarrassé des Tartares.

Il est donc assez probable que celui-ci rechercha l'amitié des knèzes Bolochovènes et Brodnici de l'évêché Coumane et de la Vrancea. Ceux-ci durent former la classe noble la plus importante, celle qui allait probablement donner le nom de « jupan » à ses membres.

Pour la Valachie nous avons moins de renseignements sur cette question ; mais, du moment que des knézats ont existé en 1247, d'après le document du roi Bella, que nous avons déjà cité, il nous est permis de leur supposer la même évolution que pour la Moldavie. Les knézats *advitali* ou *ad beneplacitum* ont dû faire place à une organisation unitaire d'Etat et peu après, les donations de knézats ont dû être perpétuelles — cela à partir de 1271, du temps de Lythen-Voda et de Barbat, jusqu'aux premiers documents valaques du temps de Vladislav Bassarab (1364-1373), quand la période primitive des knézats a dû prendre fin.

Toutefois nous avons des actes assez intéressants (1) concernant les donations faites non pas à titre perpétuel, mais

1. a) Le document de 1399 (*Arch. Ist.*, t. I, p. 17) dans lequel le prince confirme la donation du village de Puleouti, faite par le jupan Galea au monastère Strugalea, confirmation faite pour « ses jours et ceux de son fils Michel Voevod », le jupan n'ayant lui-même pas la possession du village pour plus longtemps.

b) Doc. de 1494. Le prince confirme encore des donations faites aux monastères pour le temps de son règne et celui de ses fils Radou et Mircea.

c) Doc. de 1437. Vlad-Voda confirme à un boyard la possession d'un domaine « durant sa vie et celle de ses fils Mircea et Vlad », mais le même prince avait confirmé dix jours auparavant, à d'autres boyards, la possession d'autres domaines « durant sa vie à lui, celle de ses fils, petit-fils et arrière-petit-fils ».

simplement pour le temps du règne du prince et quelquefois de ses fils.

Cette phase constituerait une période intermédiaire à intercaler dans l'histoire de l'évolution des knézats inconnue en Moldavie, d'après les documents que nous possédons.

SECTION II

La condition juridique des personnes.

Les knèzes, avons-nous dit, ont dû être un des éléments qui composèrent la noblesse du pays, les boyards qui sont appelés dans nos anciens documents « jupan » (1) ou « pan » et qui, sous l'influence de la Pologne, pour la Moldavie, et de la Hongrie, pour la Valachie, adoptèrent — du moins pour les relations extérieures des principautés roumaines — les titres nobiliaires étrangers qui, au fond, n'ont jamais été réellement utilisés dans le pays.

L'on a soutenu pourtant l'existence dans nos pays des titres nobiliaires étrangers, en se basant sur différents actes qui nous sont parvenus.

Ainsi, dans un document de 1389, nous trouvons cités deux boyards de Mircea avec le titre de « comites » ; dans un autre de Musat, nous rencontrons l'appellation de « marschalcus » ;

1. Les « jupani » sont toujours cités en tête de documents, avant tous les autres boyards. Le respect qu'on leur portait était très grand. Un évêque devait s'adresser à eux dans ces termes : « Noble, éclairé et très brave jupan X..., au nom de Jésus-Christ très cher fils de notre sainteté... » Pour un grand boyard la formule était plus simple : « Noble, loué, sage et digne de toute sagesse X..., doux et très désiré fils de notre sainteté ».

dans un troisième de 1402, le boyard Costa est désigné « valachus nobilis » et, chose intéressante, il prête serment de fidélité à la Pologne en son nom propre, « même si le Voévode de Moldavie abandonnait sa foi ». La coutume exigeait en général que les boyards présents à un acte y fussent cités et que leurs sceaux (1) fussent apposés à côté de celui du prince, suspendus à des fils de différentes couleurs. Dans certains autres documents, les boyards sont appelés « procères ». Dans de nombreux documents il est encore question de boyards qui prêtent serment et jurent de garder leur fidélité, même si le prince s'en abattait, comme d'ailleurs dans un autre acte aussi de 1444. Ces documents seraient très intéressants pour l'étude du féodalisme roumain, disparu très vite et ils pourraient servir de preuve à ceux qui soutiennent l'existence de la noblesse héréditaire et son importance, l'emploi du blason, etc.

En cet ordre d'idées, le document de vassalité d'Etienne le Grand et de ses boyards est capital pour démontrer que ceux-ci étaient une sorte de chevaliers ou d'écuyers. De même encore un document étranger relatif aux questions de vassalité entre la Moldavie et la Pologne, classifie les gens libres en « conciliari, officiales, domini, nobiles et milites ».

Pour la Valachie, nous avons aussi des documents relatifs à cette question. Tel celui de 1307 concernant un traité de Radou-Voda avec les Saxons et qui nous prouve que la cou-

1. Un très intéressant essai de sigilographie roumaine a été fait par J. Bogdan dans son ouvrage *Relatiile Tareî româneşti cu Brasovul se cu Tara Ungureasca* dans son introduction. De même dans *Documenti si Regeste*.

tume exigeait l'apposition des sceaux des boyards (1). En outre, le chroniqueur Miron Costin (2) nous dit que « tous les Roumains étaient *arcasi* (archers) ou *calarasi* (cavaliers); les plus pauvres travaillaient tout seuls la terre et les riches se servaient des *tzigânes* (bohémiens) serfs ».

Pour prouver l'existence de la noblesse dans les Principautés, citons encore Démètre Cantémir qui nous rapporte que « le nombre des boyards étant devenu trop grand, les princes se décidèrent à les diviser en trois classes... », et cette classification est attestée par d'autres renseignements encore : un document valaque de 1418, rédigé en latin (*Arch. Ist.*, t. I, 1, 119), qui contient un passage dans lequel le prince appelle les boyards « *Barones* »; de même Wawrin (1442) les nomme aussi barons et, en parlant de la Moldavie, nous dit que les gouverneurs du lieu (d'Akkerman) sont des *jupani* et des *seniori*.

Neagoe-Voda (1512-1521), dans les très intéressants conseils qu'il laissa à son fils, parle des grands boyards, de ceux de second rang et des plus petits (3), etc.

Miron Barnowsky, dans la chrysobule donnée après l'assemblée du pays, en 1628, cite trois classes de boyards, et Cantémir, dans son chapitre VIII sur les cérémonies de la cour, réglemente minutieusement leur place (4).

1. Engels. *Geschichte der Moldau und Walachie*.

2. Miron Costin. *Despre Poporul Moldovei si al tarei muntenesti*, 1684, *Arch. Ist.*, t. I, 1, 167.

3. *Arch. Ist.*, t. I, 2, 113.

4. Le costume faisait aussi l'objet d'une réglementation, les fourrures et jusqu'au bâton que chaque boyard avait le droit de porter. Cantémir, Miron Costin, Iargachi et d'autres chroniqueurs ne manquent pas de détails à ce sujet.

Quant au droit au blason des boyards, nous croyons que l'héraldique proprement dite n'a pas existé dans nos pays. En étudiant les sceaux qui pendent tout autour des documents, nous sommes amenés à constater que les cachets ne représentent que de simples camées d'occasion. Par ci, par là quelques couronnes ne prouvent qu'une petite imitation de ce que nos boyards avaient vu à l'étranger.

La puissance des boyards tenait autant de leur pouvoir électif (le trône ayant toujours été électif-héréditaire, jusqu'en 1866) que de leur fortune et de leur condition de militaires, devant leur aide au prince en cas de guerre. Ils n'étaient pas redevables de l'impôt personnel et les autres contributions se calculaient autrement que pour les gens de classes inférieures.

Quelles sont les origines de ces droits spéciaux appartenant aux boyards, droit inhérents à leurs titres et à leurs terres, il est difficile de le préciser.

La formation de la noblesse a été une institution originale jusqu'à un certain point, croyons-nous ; quant à la hiérarchie de titres *qui n'ont jamais été employés dans le pays avec la nomenclature étrangère que nous avons rencontrée dans certains documents*, le cérémonial et le protocole de la cour, il est très probable qu'ils étaient dus à l'influence polonaise et hongroise (1).

De là il serait inexact de conclure que la noblesse dans les Principautés n'a été qu'une conséquence des fonctions. Les boyards ont été une classe à part d'où l'on recrutait générale-

1. Il est vrai que plusieurs de nos princes ont fait des séjours dans des pays occidentaux autres que la Hongrie et la Pologne. Le prince Pierre, dit Boucle d'Oreille, a passé quelque temps à la cour d'Henri III, et Vladislav-Voda a été en Allemagne à Nuremberg.

ment les grands fonctionnaires de l'Etat qui devenaient, à leur tour, nobles par la fonction qu'ils remplissaient.

Telle était la noblesse, la classe dirigeante, mais quel était l'état du reste de la population ?

Au point de vue de la liberté des gens, en dépit de certaines critiques que cette opinion a soulevées, posons le principe : la liberté a été conditionnée par la possession de la terre. Il y avait deux principales classes de gens : les propriétaires et les serfs.

L'on a longtemps admis que le servage (rumânia) a été décrété par la chrysobulle de Michel le Brave et cette affirmation a été faite, en premier lieu, par l'historien Nicolas Balcesco qui se basait sur un document de 1613. Comprise ainsi, la question serait étrangère à notre chapitre concernant la coutume. Néanmoins, nous tâcherons de démontrer que le servage a existé en Roumanie, bien avant cette chrysobulle et que c'était une ancienne coutume du pays, cet « obi-ceiul pamântului » dont nous avons parlé (1).

En effet, les conclusions de Nicolas Balcesco, qui furent admises sans de trop grandes discussions (2) se fondaient sur le document de 1613, postérieur à la chrysobulle de Michel le Brave par lequel « Radou Mihnea Voda confirmait aux frères Parvou et Radou leur droit sur deux serfs de Babeni au sujet desquels il y avait eu procès, en vertu de la chrysobulle de Michel le Brave » qui décrétait que « chacun devait rester pour toujours serf, là où il se trouvait. »

1. C. Giuresco. *Vechimea rumâniei* (Publ. de l'Académie Roumaine).

2. Une discussion ayant eu lieu à l'Académie, l'on décida une enquête qui devait procéder à la vérification des documents, mais les recherches n'ont pas été poursuivies.

Ce document, considéré isolément, justifierait peut-être la conclusion de Balcesco. Mais d'après d'autres actes étudiés dans leur ensemble, nous devons constater que l'origine du servage dans les Principautés est le résultat d'une coutume immémoriale, et non pas une création tardive de Michel le Brave au ^{xvii}^e siècle. Cette constatation, nous la trouvons mentionnée même dans les documents provenant des successeurs immédiats de Michel le Brave — dont certains avaient été ses contemporains — ce qui serait déjà suffisant pour dire que Michel le Brave n'avait fait que confirmer un état de fait déjà existant. Mais, de plus, dans les procès qui s'élevaient entre les propriétaires et les paysans qui n'iaient leur état de serfs, nous voyons que les propriétaires prouvent leur droit avec des documents du ^{xv}^e et du ^{xvi}^e siècle.

Ainsi les frères Chesar et Stanciu produisent un document de Vlad le Diable de 1437, et Constantin Serban confirme au monastère de Cotmeana la possession de ses serfs et de ses villages en se basant sur deux chrysobulles provenant du même prince, Vlad le Diable, de 1440 et de 1448.

La liberté des paysans roumains, dont on a souvent parlé, n'a été qu'une illusion. Jusqu'au ^{xvi}^e siècle il n'y avait en Valachie que trois catégories de gens : propriétaires, vilains et serfs. Une population rurale de gens libres n'existait pas. *La liberté était conditionnée par la possession de la terre, elle se perdait et s'acquerrait par elle.* Tout propriétaire qui aliénait sa terre devenait « rumân », serf de celui qui l'avait achetée. Tous les gens qui, venant d'ailleurs, s'étant enfuis de chez leurs anciens maîtres, ou étrangers, par leur simple installation sur le domaine du boyard ou du monastère, étaient

considérés comme s'y être soumis. De nombreux documents que nous ne pouvons citer, le prouvent.

L'asservissement des propriétaires qui avaient perdu leur terre et celui des fugitifs et des étrangers établis sur une propriété, était en étroite relation avec l'organisation fiscale d'antan.

La caisse des finances (*visteria*) elle-même n'a pas connu jusqu'au xvii^e siècle plus de deux catégories de gens : propriétaires et serfs. L'impôt dû par le propriétaire étant garanti par sa terre, et celui du serf par son maître, le boyard.

Cette forme de servage existait sûrement dès le xiv^e siècle et probablement bien avant, nous le verrons.

Le nombre des serfs a été petit à petit augmenté par les anciens propriétaires qui avaient vendu leurs terres. Les lourds impôts dus aux guerres continuelles que nos princes furent obligés de faire, tant aux voisins, qui voulaient englober les deux petits pays, qu'aux Turcs et aux Tartares, ruinèrent les propriétaires qui n'avaient pas de charges à la Cour et les obligèrent ainsi à vendre leurs domaines. Cela arriva surtout au xvi^e siècle tant pour les anciens riches que pour les petits propriétaires de terres cultivables, ce qui fit croire à beaucoup que le servage n'a existé que depuis Michel le Brave, ou peu avant lui et qu'il n'avait eu pour cause que la perte de leurs terres par les anciens propriétaires.

Le processus contraire existait aussi. L'émancipation du servage se faisait par la possession de la terre. Obtenir simplement sa liberté n'était rien, du moment que, n'importe où on allait s'établir, on retombait dans le servage.

Le plus ancien cas connu d'émancipation date du xv^e siècle. Il est rapporté dans un document de 1604. Mais ce n'est

qu'un exemple de cas isolés et l'émancipation des serfs ne se fait sur une grande échelle qu'au xvi^e siècle et alors par achats de terres.

L'état de « rumân » est très caractéristique, ressemblant au début à une sorte de vassalité, le serf se trouvant dans la dépendance perpétuelle de son maître avec toute sa descendance mâle ; néanmoins, le droit du maître sur les serfs était le même que celui qu'il avait sur la terre, et ceux-ci sont cités dans les actes à côté de la forêt, du moulin, de la vigne, etc. En cas d'indivision de la propriété, ils sont désignés par leur nombre et quelquefois quand il y en a peu, par leurs noms mêmes. Liés à la terre les serfs suivent toutes les mutations de celle-ci.

Le propriétaire les vend, les donne, les constitue en dot avec la propriété.

Mais le lien du serf avec la terre constitue aussi un droit pour lui, résultat de l'usage prolongé qu'il a fait de la même parcelle de terre.

La maison qu'il a bâtie, la vigne qu'il a plantée, son verger lui appartiennent. En payant régulièrement ses redevances au propriétaire, il peut les vendre comme tout objet lui appartenant. Quand, exceptionnellement, les serfs n'étaient pas attachés à la terre par de semblables liens, le propriétaire pouvait les concentrer sur une même terre, s'il vendait les autres, ou garder la terre et vendre seulement les serfs (1).

En quoi consistait donc la chrysobulle de Michel le Brave ? Innovait-elle en quoi que ce soit ? Le document qui nous ren-

1. Il existe des exemples de villages fondés avec des serfs achetés autre part.

seigne le mieux là-dessus est un acte du prince Radou-Mihnea. La nouvelle mesure ne modifiait en rien la situation de ceux qui étaient déjà serfs et qui, au moment du décret, se trouvaient sur les propriétés de leurs maîtres, mais elle créait une seconde catégorie de serfs, les *adscripti glebe*, les serfs de la glèbe. Dorénavant, il fallait donc compter deux sortes de « rumâni » : ceux qui l'étaient depuis des temps immémoriaux sur la même propriété, et ceux qui furent alors attachés à la terre. Voyons ce qu'était cette deuxième catégorie. Avaient-ils été libres auparavant ? Non ; et en voici l'explication : le poids des impôts, les invasions turques et tartares, les guerres avaient transformé les fugitifs en une population flottante qui avait fini par ne plus se fixer longtemps nulle part. Cette habitude d'errer d'un maître à un autre était facilitée par les vicissitudes des temps. Les villages dévastés et pillés par les ennemis étaient souvent complètement détruits ou brûlés. Les troupes étrangères occupaient longtemps le pays (1). La tempête passée, les malheureux fugitifs restaient là où ils se trouvaient, pour s'en aller ensuite, si les charges devenaient trop lourdes.

Dans cette situation, l'on comprend que toute organisation fiscale était impossible. La règle nouvelle liait donc le contribuable au groupe fiscal dans le rayon duquel il s'était établi et qu'il n'avait plus la permission de quitter — mesure qui allait couper court à des procès interminables entre les propriétaires au sujet de ces fuyards, — ceux qui les perdaient étant garants pour leurs impôts, ceux qui les recevaient ayant

1. Au temps de la fameuse expédition de Sinan-Pacha le pays fut occupé pendant deux mois et demi par une des plus considérables armées qu'on ait connues dans ce temps-là.

tout intérêt à les garder pour augmenter le nombre des serfs de leurs domaines.

Cette chrysobulle de Michel le Brave n'alla pas sans soulever des protestations et un document de Negoul le logothète de Farcasesti, daté de 1665, nous rapporte que sous le prince Radou Léon, on avait essayé de faire un autre décret concernant les serfs. Malheureusement, nous ne possédons pas d'autres renseignements là-dessus et il est probable que la question resta en suspens.

Quel sens faut-il au juste donner à cette institution de *rumânie* ? Comment l'expliquer dans nos pays ? Faut-il adopter l'opinion assez répandue que la condition juridique des *rumâni* est le résultat de la fondation des Etats roumains (1) par les émigrés politiques qui, ayant quitté les petits Etats féodaux de la Transylvanie, sont venus s'établir de l'autre côté des Carpathes et qu'il s'est passé ce qui est arrivé en Gaule ? les Roumains, maîtres autrefois, sont-ils devenus tributaires et colons et les envahisseurs propriétaires ? — (avec cette seule différence que nos envahisseurs n'étaient pas des barbares ennemis, mais des amis du même sang). Nous ne le croyons pas. Cette institution du colonat a dû exister depuis plus longtemps. Elle a dû naître, comme dans d'autres pays, par la nature même des choses (2).

Dans les temps primitifs, chaque propriétaire cultivait tout seul sa terre. Plus tard, les grands propriétaires, commençant à posséder trop de terrains, afferment leur domaine. Ces fermiers s'appelaient des colons. Leur condition avait com-

1. Xenopol t. II, p. 54.

2. Dissesco.

mencé par être bonne ; mais sous l'Empire les charges devenant de plus en plus lourdes, surtout au temps de Constantin, les colons quittèrent les campagnes et s'établirent dans les villes. Les terres ayant été désertées, les Empereurs avaient commencé à les donner même aux barbares pour qu'ils les cultivent et perçoivent les impôts. C'est alors que les cultivateurs commencèrent à être liés à la terre. Ils ne purent plus s'en aller, ni changer de condition, les propriétaires étant responsables des impôts qu'ils devaient payer. Ainsi, avec le temps, le cultivateur et la terre ne firent qu'un. « Les colons sont les membres de la terre », nous dit Justinien dans une de ses constitutions, et cette idée est plus tard reproduite sous une autre forme par Michel le Brave. D'autre part, beaucoup de petits fermiers n'arrivant pas à payer leur fermage, tombaient à la merci du propriétaire et devenaient colons *adscripti glebe*. Différentes constitutions impériales ont réglementé la condition des colons et de cette façon le *jus colonatus* s'est introduit dans les différentes provinces, comme en Moesie et en Dacie. Par la force même des choses, Byzance exerçait son influence.

Les colons étaient libres et esclaves en même temps : libres par rapport aux tiers, pouvant contracter, se marier, acquérir ; et esclaves de la terre qu'ils cultivaient, pouvant être réclamés en cas de fuite de leur part.

Le colon possédait la terre à perpétuité, ayant seulement à payer quelque chose au possesseur, en nature ou en argent. Au point de vue économique, la perpétuité était un bien, car elle incitait le colon à une culture soignée.

Si le colon avait une terre à lui, il payait personnellement l'impôt.

Si le propriétaire vendait sa terre, il était obligé de ne pas la séparer de ses colons.

Si quelqu'un avait deux fonds, il pouvait faire déménager les colons sans les séparer du chef de famille. L'on pouvait devenir colon par la naissance, le mariage ou la prescription.

L'esprit du droit byzantin par lequel nous avons été si influencés, était tellement favorable au colonat, qu'il suffisait d'une déclaration pour devenir colon.

Une curieuse similitude de noms rapproche les anciens colons de la Valachie de ceux de la France.

La loi salique ne mentionne pas le mot *colonus*, mais parle du *Romanus tributarius*, le romain non propriétaire, le colon qui habite la campagne. *Romanus* simplement veut dire, d'après la loi salique, *homo possessor* ; par contre, dans une loi visigothe, *tributarius* veut dire colon (1). Donc les colons qui s'appelaient anciennement chez nous *rumâni*, en Gaule, après l'invasion franque, s'appelaient *romani*.

Si celle-ci est l'évolution du colonat, pourquoi supposer qu'il n'a pas existé chez nous avant le ^{xiii}^e siècle ? Il y a même des documents antérieurs à cette date qui le prouveraient, d'ailleurs.

Nous avons vu combien l'origine de la formation des Etats roumains, notamment celle de la Valachie, est controversée. Nous avons adopté l'opinion qui considère comme tout à fait légendaire la fondation de la Valachie, en 1290, par Radou-Negrou.

Notre Etat était plus ancien. Il était une fraction de l'ancien empire roumano-bulgare fondé par les Assanides, sur

1. Viollet. *Histoire du droit français*, p. 305.

l'autre rive du Danube. Il serait donc très naturel que des institutions qui ont existé là-bas fussent retrouvées en Valachie. Dans un acte de donation, (vers 1348), de l'empereur serbe Etienne Dusan (publié par Hasdeu) nous voyons qu'il était d'usage de donner aux églises des *rumâni* (1) et cette coutume, nous la trouvons à Byzance aussi. Alexandre I^{er} Comnène, par exemple, donna douze colons au monastère de Saint-Jean le Théologien.

Si nous trouvons cette coutume répandue tout autour de nous avant 1290 si une similitude existe entre les institutions, pourquoi ne pas leur attribuer l'origine que nous leur avons donnée ?

En Moldavie, les colons s'appelaient « vecini ». Ce mot veut dire « habitant de la campagne », de *vicus*, village, et il est très plausible que ce mot a existé bien avant l'émigration des Roumains de Maramourèche.

SECTION III

L'organisation coutumière de la propriété, le droit de protimisis et les successions.

Depuis la fondation des Etats jusqu'en 1827 en Moldavie et, en Valachie jusqu'à la loi de Caragea, le prince se disait maître absolu de tout le pays, dont il gardait comme une sorte de *dominium eminens* et nombreux sont les documents

1. Textuellement : « Et mon impériale majesté » donne (à la même Eglise) les *rumâni* de Balteti, nommés Blaislav primikir avec ses frères et ses fils Constantin... Raian... Vlad... Bogdan... tous avec leurs rères et leurs fils. *Arch. Ist.*, III, p. 104.

par lesquels les princes font des donations immobilières ou domaniales ; mais, en plus, ils se considéraient comme propriétaires des terres n'appartenant à personne et des emplacements sur lesquels les villes étaient bâties (1). Certaines d'entre elles ont même eu à souffrir de ce pouvoir seigneurial du Voévode — notamment les villes de Cîmpulung (en Bucovine) et de Dorna (2) qui furent l'objet d'une donation célèbre du prince Calimaque à une de ses cousines.

Cette prérogative n'a cessé que depuis peu de temps, et la situation se voit très clairement dans le Rapport de 1827, ainsi que dans toutes les tentatives faites par les lois de Caragea, le Règlement Organique et les deux lois de 1831. Seul le prince Conza arriva à couper court tant au droit du prince sur le sol du pays, qu'à celui des boyards sur les terres cultivées par les paysans, en introduisant les grandes réformes démocratiques, attachées à son nom, et qui déclaraient les paysans propriétaires des terres qu'ils travaillent, d'un côté, et, d'un autre les boyards maîtres absolus du reste de leurs domaines.

L'organisation de l'ancienne propriété privée roumaine dénote les restes d'une communauté qui commence aux membres de la famille et finit aux plus proches voisins. Ces vestiges engendraient certains droits d'usage et de préférence dont le plus important est le *protimisis*.

Le *protimisis* est le droit appartenant à une personne d'être préférée à n'importe quel autre acheteur à l'occasion de la

1. Cette chose est clairement dite dans le Rapport de 1817.

2. La ville de Vrancea eut aussi à souffrir de cette prérogative du Hospodar.

vente d'un immeuble et de pouvoir reprendre cet immeuble quand la vente a eu lieu sans son consentement.

Quelle peut être son origine dans notre ancien droit ? Faut-il établir une relation entre la communauté slave et ce droit, ou bien devons-nous croire à une formation originale de cette institution — formation occasionnée et influencée par le Droit byzantin ? c'est ce que nous croyons.

Officiellement, le droit de *protimisis* n'a été introduit à Byzance qu'au II^e siècle après Jésus-Christ par une *novelle* de Romain Lécapène, mais les traces d'un droit de préemption se rencontrent même dans le droit romain différent du *protimisis*, il est vrai, mais assez caractéristique pour prouver l'existence de cette idée dans son patrimoine juridique.

Ce droit qui apparaît un siècle après les Basiliques, nous le rencontrons chez tous les Slaves : Serbes, Russes, Bulgares (quoique leur droit de préemption semble avoir été une institution issue de leur communauté de famille, influencée seulement par le droit byzantin), nous le rencontrons avec quelques nuances slaves chez les Roumains et même dans les *Consuetudines Feudorum* (1) des Allemands.

A l'état rudimentaire le droit de préemption se retrouve déjà dans la procédure de la *venditio bonorum*. Le créancier qui possédait la plus grande créance passait avant les autres et ceux-ci avant les *cognats*, qui, à leur tour étaient préférés aux *extranei*.

Bien entendu ce droit ne pouvait se présenter en matière de vente particulière qu'à titre purement volontaire, établi

1. Frédéric Barbe-Rousse, successeur des Empereurs romains, reproduit les *néreales* de Romain Lécapène et de Constantin Porphyrogénète. *Consuetudines Feudorum*, lib. V, tit. XIII.

par la stipulation des parties (généralement en cas de vente (1) ou de partage (2) et alors l'inobservation de la promesse se réduisait à la clause pénale stipulée.

Il se pouvait encore que ce fût un testateur qui ordonnât que le legs qu'il faisait ne sortit pas de la famille.

En ce cas, si cette prescription n'était pas observée, l'*agnat* le plus proche pouvait reprendre à l'acquéreur étranger l'objet du legs, tout en ayant soin, bien entendu, de respecter les droits des créanciers du défunt (3).

Nous sommes encore assez loin du protimisis, mais les exemples se continuent plus caractéristiques : les empereurs Valentinien, Théodose et Arcade dans la constitution de 391 après Jésus-Christ parlent d'un ancien droit de préemption, accordé à certaines personnes, par une loi antérieure, qu'ils suppriment, considérant comme injuste de forcer les gens à employer leurs biens contre leur volonté. (C. 4. 38. 14 : « *Dudum proximis consortibus concessum erat, ut extraneos ab emptione removerent.* ») De même, les empereurs Léon et Anthémius interdisent aux habitants d'une *metrocomia* d'aliéner leur fonds aux étrangers.

Ces exemples nous prouvent que, si l'institution proprement dite est tardive, l'idée en est ancienne et que nous trouvons dans les dispositions des empereurs byzantins les mêmes causes qui justifieront le droit de protimisis. Notamment, la conservation de la fortune immobilière comme devant former la partie la plus importante du patrimoine, le désir de ne pas trop morceler les fonds de terre, la possibilité de racheter un

1. D. 18. 1. 75; D. 19. 1. 21. § 5.

2. D. 45. 1. 122. § 3.

3. D. 30. 114. § 14.

fonds vendu à la hâte, peut-être à cause d'un pressant besoin.

D'après Zahariæ (1), l'origine du *protimisis* devrait être cherchée plutôt dans une raison d'ordre fiscal, concernant la perception des impôts et l'institution du colonat, mais nous avons vu que le germe existait déjà depuis longtemps et qu'il correspondait à une idée plus élevée (2).

Pour nous rendre très sommairement compte de ce qu'était le *protimisis* à Byzance, il faudrait étudier les *novelles* de Romain Lécapène et des Césars Manuel et Nichifore Focas (textes que l'on trouve dans le manuel de Harmenpoulos), mais notre sujet ne nous promettant pas cette digression nous nous bornerons à en extraire quelques principes.

Une distinction était établie entre les personnes à qui ce droit appartenait.

En premier lieu, venaient les personnes qui possédaient en commun le fonds, *pro diviso* ou *pro indiviso*, à cause de leur parenté avec le vendeur.

Elles étaient préférées à celles qui n'étaient qu'en simple communauté avec le vendeur sur le fonds vendu, ayant la parenté comme un lien de plus. Les cohéritiers venaient toujours au premier rang même si *partes certæ*, leur avaient été attribuées par le partage, la *novelle* de Romain Lécapène ne faisant pas de différence entre les cohéritiers en indivision ou non — ils venaient donc toujours au premier rang.

Les personnes qui possédaient le fonds en commun par achat ou par un autre mode d'acquisition venaient au deuxième

1. Zahariæv. Lingenthal. *Geschichte des Griechisch römischen Rechts*, p 236.

2. Dionisius Gothofredus allait jusqu'à s'exclamer que : « Iuris protimiseos quidam originem ad jus divinum referunt... »

rang, mais nous ne savons pas si le partage ne leur enlevait pas ce droit (1).

Les enclavés venaient au troisième rang et enfin, les voisins du fonds aliéné qui se divisaient à leur tour en ceux qui étaient inscrits sur la liste du même censeur et ceux qui ne l'étaient pas. Pour ces deux dernières classes, il est probable que la raison fiscale en fut le point de départ.

Ce droit n'était jamais donné que pour les immeubles, jamais pour les meubles, indifféremment du cens, ce qui prouve bien que la raison du *protimisis* ne doit pas être cherchée parmi des questions d'ordre fiscal.

En certains cas (*dol*, donation *propter nuptias*, donations simples ou *mortis causa*) le fonds pouvait être aliéné, sans donner lieu à l'exercice du droit de *protimisis* et en ce cas les contestations se tranchaient par le serment. Dans d'autres cas, le droit de préférence s'étendait à l'emphytéose, à la location prolongée et Manuel Comnène l'accorda même en cas d'antichrèse.

L'ancienne propriété roumaine est pénétrée de ces principes.

L'aliénation d'un fonds à n'importe qui n'était pas permise au propriétaire. Celui-ci devait commencer par la proposer à ses parents les plus proches et, s'ils refusaient, aux propriétaires voisins. Seulement si ceux-ci refusaient à leur tour, il était libre de vendre sa propriété à un étranger.

Ce droit était facilement explicable quand il s'agissait de la petite propriété, car le chef de famille laissait sa propriété à ses héritiers par indivis. Un partage sommaire ne se faisait

1. Zahariæ, v. Lingenthal, *op. cit.*, p. 240, paraît incliner pour l'affirmative.

que pour la culture et sans en marquer les divisions sur le terrain. Les enfants gardaient une partie proportionnelle dans les champs, dans les bois, dans les prairies ou dans les fenaisons et quand, par la rotation que l'on faisait dans la culture, les prairies devenaient terrains arables, ou *vice versa*, les parties attribuées à chacun changeaient de nouveau. L'on comprend aisément qu'une telle propriété commune jusqu'à un certain point ne pouvait pas laisser exister le droit d'aliénation sans limites et sans restrictions. Le propriétaire ne pouvait pas disposer de son droit sur la portion indivise de la propriété commune pour ne pas troubler la paix générale par l'introduction d'un étranger dans la communauté. Aussi aucune vente n'était-elle possible sans en avoir au préalable, averti les parents.

Avec le temps ce droit de préférence prit un développement plus grand, et à la raison qui l'avait fait naître vinrent s'en ajouter d'autres approchant de celles qui avaient causé la réglementation de l'institution du *protimisis* par les lois byzantines. L'on ne se contenta plus de demander l'assentiment des parents, celui des voisins même devint nécessaire. Un document de 1627 nous parle d'une certaine femme, Dobra, fille de Barbou de Voinesti (en Valachie) qui vend au logothète Hrizea toute sa part de propriété du village de Voinesti « au su de tous les voisins du haut, du bas, et de tout autour de la propriété ». Un autre document de 1638 mentionne une vente faite « au su des frères du vendeur et de ses voisins de partout ». Un troisième de 1616, de même.

D'ailleurs, l'esprit du peuple voyait de très mauvais œil toutes les aliénations faites à des étrangers : « Je n'ai pas péché, s'excuse un vendeur, je leur ai proposé la vente... »

Devons-nous établir une relation entre l'origine de cette institution et la propriété commune slave dénommée *mir* ? Nous ne le croyons pas.

Tous les peuples ont connu cette phase de la propriété primitive (1) empreinte d'une certaine communauté et spécialement pour les Roumains, elle doit être reliée plutôt à la propriété romaine qu'aux institutions slaves.

En effet si l'influence slave avait été l'origine de cette forme de propriété, elle aurait sans doute pris un caractère communiste (2) beaucoup plus accentué et plus ressemblant à celui qu'a gardé jusqu'à présent la propriété chez les Slaves. Mais, en plus, le terme par lequel était désigné l'héritage est celui de *bătrân*, mot venant du latin *veteranus* et qui rappelle l'ancien lot de terre que l'on assignait aux soldats romains.

De nombreux documents parlent du partage des propriétés des *rasêches* en *batrâni* (3). Cette désignation purement latine nous fait croire que cette forme de propriété a été connue par les Roumains bien avant l'invasion slave, qu'elle s'est peu à peu développée sous l'influence du droit byzantin et pro-

1. E. de Lavelleye. *De la propriété et de ses formes primitives*, Paris, 1882, p. 164.

2. On trouve dans les anciennes institutions slaves plus d'un point qui pourrait éclairer bien des phases de l'actuelle révolution russe.

3. Par exemple : Par un acte de 1662 Thomas l'Archimandrite vend sa « juste propriété » le village de Sendreni « quatre batrâni ce qui fait quatre *parties* de ce village et encore deux batrâni du village de Dânceni ce qui fait deux parties » à Rustea le commerçant, parties que l'archimandrite avait lui-même achetées aux *rasêches* de droit *mosnènes* du village de Sendreni (*Œuvres complètes de Miron Costin*, par V.-A. Ureche, I, p. 91). De même, un autre document de 1609 (*idem*, p. 115).

blement après aussi sous celle des institutions slaves.

En effet, non seulement la petite propriété était sujette au droit de *protimisis*, mais — comme à Byzance — des documents nous prouvent que même la vente des grandes propriétés et de maisons devaient faire l'objet d'une offre préalable aux parents et aux voisins. Un acte de 1693 rapporte que le portier Radou et le prêtre Radou ayant vendu en secret leur propriété Stupnicenii du district de Dâmbovitza, à Maican et Cirstea Iane, le boyard Cirstea qui était voisin et *mosnean* (propriétaire par indivis) avec le vendeur, rendant l'argent à Maican, prit la propriété à son compte, après avoir plaidé devant le prince Brancovan.

Un deuxième cas relatif à un immeuble urbain est mentionné dans un acte de 1697. Un certain Etienne Iuz, capitaine, de Bucarest, en mourant, laissa comme héritiers, sa femme Smeada et son fils Istrate. Smeada ayant vendu la maison, Istrati la reprend avec des dommages-intérêts.

Plus important encore est un document de 1693 dans lequel le prince Brancovan relate qu'étant encore *grand-spartar* il avait acheté à une certaine Stanca et à son fils Mathieu le Postelnic le village de Hurezii, expliquant que d'autres ne pouvaient l'acheter car il avait lui des villages « en haut et en bas ».

Le droit de *protimisis* a eu une grande importance dans notre ancien droit et jusqu'au siècle dernier il a fait l'objet de vives discussions.

Sous le règne des princes phanariotes, dont nous nous occuperons plus loin, et qui représentent l'influence dominante de l'élément grec en Valachie et en Moldavie, le *protimisis* commençait à devenir encombrant pour les Grecs qui voulaient devenir propriétaires du sol.

Le code de Ypsilanti avait réglémenté cette question en donnant un droit de préférence aux voisins, indifféremment de toute parenté. Les Grecs qui arrivaient à devenir propriétaires d'un lopin de terre quelconque, se hâtaient d'invoquer leur droit de préemption chaque fois qu'il y avait une propriété à vendre.

Les boyards, mécontents de cette interprétation, demandèrent au prince Caragea, l'initiateur du futur code qui allait porter son nom, de remédier à cet état de choses ; ce qu'il fit en chargeant un des plus grands juristes de son temps, le logothète Nestor Craïovesco, de faire un projet sur cette matière.

Dans son ouvrage, Nestor tâche de sauvegarder le plus possible l'intérêt des Roumains, aussi donne-t-il la préférence en premier lieu aux parents jusqu'au degré auquel ils venaient à la succession, et aux collatéraux jusqu'au 4^e degré.

L'on préférerait toujours, dans ce projet, le parent le plus rapproché même quand un autre parent plus éloigné était en même temps voisin ou copropriétaire, ceci pour garder le plus possible les biens dans les familles roumaines.

Le prince Caragea, Grec lui-même, n'approuva qu'en partie le projet de Nestor, tout en disposant que l'on devait préférer le parent qui était en même temps voisin ou copropriétaire à celui qui n'était que parent, mais à un degré plus proche que le premier. Le motif sur lequel se basait le prince était que la loi d'Ypsilanti donne le droit de protimisias en premier lieu aux parents qui étaient aussi voisins ou copropriétaires, et deuxièmement aux parents les plus proches. Exception était faite seulement pour le père qui prenait la place de son fils, et pour le fils qui prenait la place de son père.

Cette interprétation convenait beaucoup mieux aux étrangers parce qu'ils pouvaient devenir parents de quelqu'un par le mariage. Un lopin de terre appartenant à la femme suffisait pour introduire l'époux dans la copropriété des *mosneni*. Ayant ces deux qualités de parent et de copropriétaire, l'étranger pouvait passer avant le père même du vendeur si celui-ci n'était pas voisin ou copropriétaire à son tour.

L'interprétation de Nestor, quoique conforme à l'esprit du droit de *protimisis*, défendait trop les intérêts des Roumains, aussi Caragea ne l'approuva pas entièrement, mais, il est vrai, il ne garda pas non plus l'ancienne interprétation qui était encore plus dangereuse pour les Roumains.

*
* *

Après avoir donné quelques notions sur l'organisation de l'ancienne propriété entre vifs, disons quelques mots sur les successions.

L'empreinte romaine est ici plus sensible et la différence avec le droit germain et slave plus marquée.

Le droit roumain ne faisait pas de différence de sexe entre les héritiers (1). Tous venaient également (2) au partage de la masse successorale, même quand il y avait des immeubles.

Les documents que nous possédons sur la succession *ab intestat* sont concluants. Le prince Ilias (fils de Pierre Ravech) confirme par un acte de 1549, un partage fait entre cinq souches d'héritiers du boyard Vasco Epuré. Parmi elles il y

1. Pour le droit slave, voir : Evers, *Das aelteste Recht der Russen*.

2. *Nov. de Justinien*, n° 118 : « nulla introducenda differentia sive feminae sint... »

a aussi des femmes qui recoivent des parties égales à celles des hommes dans les propriétés du défunt. De même Bogdan (fils d'Etienne le Grand) confirme la possession de deux villages au maire de Hotin, Dincovici, sa part dans un partage qui avait eu lieu entre sa tante et ses filles, ses neveux et lui. Par un troisième acte de 1657, on partage en parties égales les propriétés laissées par le défunt Grégoire Tautul, entre ses cinq enfants, dont deux fils et trois filles.

Enfin, citons un autre document de 1747 qui est l'acte de partage de la succession de Gabriel Miclesco, ancien grand logothète, entre Constantin Miclesco, grand échanson, Marie et Annette, chacune de ses héritières prenant plusieurs propriétés.

Quant à la succession testamentaire, les enfants avaient certainement droit à une partie de la succession des parents, conformément encore aux règles du droit romain. A l'appui de cette affirmation, citons : un document de 1568 par lequel Alexandre-Voevod confirme une donation de Grégoire à Jean en motivant que celui-ci « n'avait pas d'enfants de son sang » ; un autre document de 1646 par lequel il est fait une donation avec malédiction aux frères ou sœurs du donateur qui oseraient l'attaquer, l'acte ayant été fait à leur escient, et « le donateur n'ayant pas d'enfants » ; enfin, un troisième document concernant une affaire célèbre : le legs fait par Elie Enache, au monastère de Rachitoasa, de toutes ses propriétés, en excluant de la succession son fils et sa femme qu'il confiait « à la bonté du prince », legs qui fut annulé.

Ce n'est que vers la fin du xvii^e siècle que nous commençons à constater une exception à l'ancienne règle. Les filles qui avaient été dotées ne pouvaient plus réclamer leur part

de succession par une modification de coutume qui passa ensuite dans les codes des princes Ypsilante, Caragea et Calimaque.

En ce qui concerne les droits des créanciers, il y a de nouveau concordance entre la coutume et les préceptes du droit romain. Leurs droits étaient toujours respectés et les héritiers ne pouvaient acquérir les biens du défunt, même s'ils étaient ses propres enfants, qu'en payant les dettes de la succession. Quand celle-ci leur paraissait trop onéreuse, ils avaient la faculté d'y renoncer.

Un document, datant de 1656, nous parle de la succession d'un certain Hrizea le Vistiernic, qui était tellement obérée que ses fils Radou et Georges « se débarrassèrent » devant les juges des dettes de leur père en abandonnant aux créanciers les biens du défunt.

Les dispositions protectrices de la dot n'étaient pas connues dans l'ancien droit roumain, du moins nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent de documents qui en parlent. Nous rencontrons même, ce qui nous fait supposer le manque de dispositions protectrices, des actes de vente de la dot immobilière faite par le mari, tout en mentionnant, il est vrai, le consentement de la femme, comme tempérament.

Les règles du droit romain s'appliquaient aussi quand il s'agissait de questions relatives aux cours d'eau. Notamment, nous en avons un exemple dans le cas du changement du lit d'un fleuve. La propriété des riverains restait telle qu'elle était auparavant.

A cet égard, nous possédons une chrysobulle de Basile Loupou, concernant le cours du Cracaou, dont les conclusions sont tout à fait conformes au droit romain, moins la distinc-

tion entre les cours d'eau publics et privés, distinction qui, rationnellement, ne pouvait pas être prévue par des coutumes plutôt simples.

Le droit de propriété était généralement l'unique objet des obligations, dans notre ancien droit. De rares cas d'échange font application de la règle que, si l'un des objets avait été échangé par un *non dominus*, l'opération était nulle (1). Quant au gage, il fallait une décision de justice pour que l'objet qui avait été hypothéqué devînt la propriété du créancier non payé.

*
* *

Pour terminer les quelques renseignements que nous avons donnés sur l'organisation de la propriété et les successions, citons encore deux coutumes qui, probablement, sont d'origine non pas romaine mais slave.

Celles des « frères en Jésus-Christ » et des « frères inséparables », institutions rapprochées, mais qu'il ne faut pas confondre.

Ceux qui se liaient comme « frères » se faisaient réciproquement des donations et quand l'une des parties n'avait pas de fortune, c'est généralement son protecteur, un patron qui les faisait en ses lieu et place. Ces sortes de donations précédaient le mystère de la « fraternité » qui avait lieu ainsi : l'on jetait dans un vase quelconque une petite croix,

1. Doc. de 1718 dans l'*Uricarul*, V, p. 365. Au Digeste Loi I 1 §3 de rerum permutatione XIX, 4 : « Ideoque Pedius ait alienam rem dautem nullam contrahere permutationem. »

du pain et du sel, puis les deux parties prononçaient les paroles suivantes : « Nous jurons sur la croix, sur le pain et sur le sel de demeurer toujours frères et de nous aider l'un l'autre dans tous nos besoins. »

Souvent les donations étaient importantes et consistaient en propriétés. Alors on allait à l'église et là, devant les prêtres et le peuple assemblés, l'on déclarait les donations faites et la « fraternité » qui avait été jurée. Après cette cérémonie, un repas d'honneur avait lieu au cours duquel on produisait quelquefois la chrysobulle princière constatant la confirmation des donations.

Lorsque deux ou plusieurs individus se constituaient *frères inséparables*, ils devenaient héritiers l'un de l'autre, si le défunt ne laissait pas d'enfants. Ainsi, par un document de 1450, du temps de Vlad le Moine, prince de Valachie, le boyard Latzcou donne à ses neveux André et Loupou plusieurs villages à condition d'être « frères inséparables », et stipule que, dans le cas où l'un d'eux mourrait, sa part passerait à l'autre.

Plusieurs autres documents nous montrent des cas similaires. Tels sont les actes de 1483, de 1679, de 1600, etc.

SECTION IV

Les moyens de preuve.

Les moyens de preuve qu'admettait la coutume étaient de plusieurs sortes. En premier lieu, venaient les actes ; mais, chose curieuse, plus l'acte était ancien, plus il avait de valeur, contrairement à nos règles actuelles conformément

auxquelles les actes postérieurs infirment généralement ceux qui leur sont antérieurs (1).

Nous n'avons pas trop de renseignements sur ce mode de preuve, toutefois nous possédons un exemple intéressant : un procès fut gagné sur l'invocation d'une inscription qui se trouvait dans une église (2). Cette inscription, placée par Mathieu Bassarab dans l'église de Radou-Negrou, à Câmpouloung, nouvellement restaurée par lui, libérait les habitants de cette ville du paiement d'une taxe sur la vente de leurs produits. Plus tard, un autre prince octroie la perception de cette taxe à un monastère, mais les habitants de Câmpouloung prouvent par l'inscription qu'au moment de la donation cette taxe n'existait plus du moment qu'elle avait été abolie (3) en leur faveur par Mathieu Bassarab.

Lorsque les documents étaient insuffisants pour trancher le litige, on recourait à la preuve universellement admise, à cette époque, celle des témoins. Nous rencontrons leur présence tant dans les plus graves occasions que dans les actes les plus insignifiants. Ils confirment les décisions du *divan*; tout comme celles des *parcalabes* (4), des *shollouzes* (5) et des *pârgari* (6). C'est au moyen de témoins que l'on fixe les

1. Voir les documents qui proclament ce principe : 1676, *Uricarul*, VII, p. 13 ; 1804, *Idem*, VIII, p. 28.

2. Voir *Xenopol*.

3. Doc. de 1672 dans le *Mag. Ist.*, V, p. 353 ; d'autres documents contenant des jugements d'après des actes écrits sont : 1577, Wickenhauser. *Moldavitza*, p. 87 ; 1580, *Arch. ist.*, III, p. 198 ; 1589, Melchisedec. *Chron. Husilor*, p. 25 ; un document sans date de Radou Mihnea (1611-1616). *Mag. ist.*, II, p. 227.

4. *Parcalab*, de Burgraf.

5. *Scholtuze*, de Schultheios.

6. *Pârgar*, de Bürger.

limites d'une terre ou d'un emplacement. Aussi les procès territoriaux étaient-ils tranchés au moyen d'enquêtes locales et d'interrogatoires de témoins, et ce devait être un spectacle assez pittoresque que de voir les délégués du prince, les boyards, les évêques et même le métropolitain, rassembler « les bonnes et honnêtes gens » de l'endroit, les questionner et, sur leurs indications, trancher le litige (1-2).

Ces jugements, rendus sur la foi de témoignages, ne doivent pas être confondus avec d'autres qui s'appuyaient sur le serment de *cojurateurs* qui sont une institution toute différente, dont nous possédons beaucoup d'exemples.

Dans un procès entre les moines du monastère de Secou et les *razèches* de Balochehti, un *vornic* (juge), envoyé par le prince pour examiner sur place, à laquelle des deux parties appartenait la terre en litige, rassemble des témoins et, après leur attestation sous serment, rapporte au prince le résultat de son enquête qui donnait raison aux moines (3). Le prince au lieu de trancher le litige en leur faveur, comme on devait s'y attendre, procède à une nouvelle enquête et demande aux *razèches* de faire jurer par douze hommes que ce terrain leur appartenait, afin de débouter ainsi les moines de leur réclamation. Mais, les *razèches* de Balochehti n'ayant pu trouver

1. Documents contenant des enquêtes avec témoins : 1582, Wichenhauser. *Moldavitza*, p. 39 ; 1630, Melchisedeck, *Chron. Husilor*, p. 111 ; 1637, *Arch. ist.*, III, p. 227 ; 1650, *Melchisedeck*, p. 126 ; 1655, *Arch. ist.*, III, p. 230 ; 1757, *Melchisedeck*, p. 248.

2. Lorsqu'on délimitait une terre on fustigeait des enfants devant les bornes pour qu'ils s'en rappellent ! Doc. de 1742, facs. XXVI, lettre 4, fonds religieux de *Czernowitz* (inédit).

3. Doc. de la fin du *xvii^e* siècle dans l'*Archive Historique*, I, 1, p. 47. Le Rapport du juge, au même endroit, p. 35.

les douze cojurateurs, force fut alors au prince de donner raison aux moines.

De même Michel le Brave, avant d'arriver au trône, persécuté par Alexandre III parce que le bruit courait qu'il était fils de prince, jure avec 12 boyards qu'il était inexact qu'il se fût vanté de l'être.

Les cojurateurs se retrouvent non seulement en Moldavie et en Valachie mais jusqu'en Transylvanie. Un chroniqueur saxon relate qu'un pope roumain, accusé d'avoir des relations avec une femme, pour prouver son innocence, l'évêque lui demanda de jurer avec six autres prêtres qu'il n'était pas coupable (1).

Quelle est l'origine de cette institution? Les opinions sont très partagées.

Hasdeu et Tocilescu croient à l'origine romaine des cojurateurs et affirment que les Serbes ont pris cette institution des Roumains et les Slaves Vinodoliens des Italiens.

Xenopol commence par établir la différence qu'il faut faire entre les témoins, mode de preuve d'origine romaine, qui attestaient sous serment *les faits* et faisaient connaître la vérité d'une manière objective, et les *cojurateurs* (cojuratores) qui soutenaient par leur droiture les assertions de la partie qu'ils voulaient faire triompher.

Ceux-ci soutenaient le droit d'une manière subjective et l'institution ainsi comprise serait d'origine germane. Il est vrai que les Slaves ont eu la même institution, mais ils durent la prendre des Germains. Quant aux Roumains, nous dit

1. Chron. d'Andréas Hegyes, anno 1615, dans l'*Arch.ist.*, III, p. 149, comp. avec *Sachenspiegel*, III, 3, pour la similitude.

Xenopol, les cojurateurs comme beaucoup d'institutions de droit, formaient un système issu de sources différentes, traditions du droit romain, mélangées aux institutions slaves ou germano-slaves, toutes combinées ensemble et donnant naissance à des formations juridiques aussi nouvelles qu'intéressantes, qui mettent en lumière la puissance créatrice du génie roumain sur le terrain du droit, terrain où leurs ancêtres, les Romains, étaient passés maîtres (1).

M. Dissesco, combattant cette affirmation, fait remarquer que, si l'institution des cojurateurs est d'origine germanique, et qu'adoptée par les Slaves elle s'est infiltrée dans la coutume roumaine, des recherches même de Xenopol il résulte que les cojurateurs n'étaient admis chez les Germains qu'en matière pénale, tandis que chez les Slaves et les Roumains ils l'étaient même en matière civile et ecclésiastique. C'est un point important qui change l'aspect de l'institution et indiquerait plutôt une origine slave, car, chez les Serbes, les Croates, les Polonais, les Bohêmes qui entouraient les Roumains, il existait un système analogue à celui que nous trouvons dans les documents roumains. Hasdeu a publié dans l'*Archive historique* (2) un document du czar serbe Etienne Dusan de 1348 où il nous est parlé des cojurateurs et suivant lequel on pourrait faire de grands rapprochements entre la façon de comprendre cette coutume chez les Slaves et chez les Roumains « vingt-quatre jurateurs pour un grand litige, douze pour une petite affaire » (3). Ces jurateurs n'ont pas le droit de réconci-

1. Xenopol. *Histoire des Roumains*.

2. *Arch. ist.*, III, p. 85-196.

3. Pour les Roumains : pour six et douze cojurateurs, voir les doc. déjà cités, pour le nombre de 24, le doc. de 1655, *Arch. ist.*, III,

lier, mais seulement de juger. Tout serment doit se faire dans l'Église. Les grands boyards doivent avoir de grands jurateurs ; les gens de la classe moyenne, ceux de leur état et les autres de même.» Les cojurateurs affirmaient donc solennellement leur croyance au fondement du droit prétendu par l'une des parties et rien d'autre. Comme preuves, nous avons les différents documents très nombreux que nous possédons sur cette matière.

Bon nombre de boyards, de prêtres ou de femmes sont astreints à faire jurer leurs semblables dans des procès civils, pénaux ou ecclésiastiques.

Ainsi, les chrysobulles de 1490, du temps de Vlad Voda, de 1514 du temps de Néagoé Bassarabe, celui du serment de Michel le Brave et les documents de 1560 (Pierre le Boiteux) ; de 1591 (Etienne le Sourd), etc., par lesquels le voévode imposait ou autorisait le serment collectif pour confirmer une affirmation. Enfin, en dernier lieu, citons la célèbre chrysobulle de Mathieu Bassarab, de 1633, du 10 janvier, par laquelle il permit à Marie, fille du *Vornic* Ivasco Golesco, calomniée par son mari Basile *le Spatar*, de demander à douze femmes nobles « le serment de leur âme sur l'évangile » comme quoi la « *jupaneasa Maria* » était innocente, cas que nous retrouvons avec beaucoup de détails près en Pologne à l'occasion du jugement de la reine Sophie, épouse de Vladislav Jagello, accusée d'adultère.

L'origine première des cojurateurs semble donc être ro-

p. 230 ; pour 48 deux documents des archives de l'Etat cités par Tocilescu dans son étude, *Juriul la Români*, inséré dans la *Revue de Bucarest* : Foaia Societatii Românismul, 1870, p. 467.

maine plutôt que germaine. Des modifications furent apportées à l'institution et une évolution s'en suivit.

La première modification qui eut lieu fut l'introduction des cojurateurs dans les affaires civiles. Ainsi, tandis que dans les causes pénales il ne pouvait être question que de l'acquittement ou de la condamnation du coupable, dans les affaires civiles il s'agissait du gain de l'une des parties. Il y avait là deux intérêts en jeu, dont l'un s'efforçait de détruire l'autre. La preuve devait donc absolument prendre une forme positive et ne pouvait plus se contenter de l'institution telle qu'elle avait été empruntée et qui ne pouvait servir qu'à repousser une imputation.

Aussi les Roumains lui adjoignirent-ils une innovation : la permission pour la partie contre laquelle la preuve par cojurateurs avait été fournie, de pouvoir amener devant la justice un nombre double de jurateurs pour annihiler la preuve établie (1). Ainsi, lorsqu'une partie avait prouvé son droit par un nombre de douze cojurateurs son adversaire était admis à prouver le contraire par celui de vingt-quatre. Cette innovation en attira une autre dans l'exigence de l'égalité sociale des cojurateurs, avec les parties. Pour que vingt-quatre cojurateurs eussent plus de valeur que douze, il fallait nécessairement que ce fussent des gens de la même condition. Supposons qu'un boyard ait eu un procès avec des paysans : il était admis à jurer avec douze de ses pairs que son droit était bon. Aurait-il été effectivement admissible que les paysans pussent détruire par le serment de vingt-quatre des leurs

1. Voici les documents : 1490. *Arch. hist.*, I, 1 p. 66 ; 1630, collection Venelui citée dans Hasdeu. *Arch. ist.*, III, 1 p. 147 ; 1559, Tocilescu. *Juriul la Români*, 1870, p. 47, n. 3 et p. 469.

celui de douze boyards ? L'esprit du temps s'y opposait sûrement. Aussi trouvons-nous dans un document qui rapporte un procès entre les moines d'un monastère et un village de paysans, qu'au lieu de laisser chacune des parties présenter comme cojurateurs des hommes de sa condition, le prince impose à toutes deux l'obligation de prendre pour cojurateurs des boyards. Les moines auraient juré avec douze de ceux-ci, le village de Raguli dut en faire jurer vingt-quatre (1).

Une autre modification que les cojurateurs durent subir, contrairement à l'institution même, est que la preuve fut toujours imposée au réclamaant. Ce n'est que lorsque la preuve était fournie que les intimés, courant le risque de perdre le procès, devenant à leur tour réclamaants, étaient admis à fournir la preuve du contraire par un nombre double de cojurateurs. A ce propos, nous citerons un document très intéressant de l'année 1506 qui parle du procès qui eut lieu entre les moines du monastère de Viersul et celui de Vlaïcou pour la possession de certains moulins. Les moines jurant avec 12 cojurateurs prouvent leur droit, Vlaïcou demande au prince d'en amener 24. Le prince rejette sa demande et accorde les 24 cojurateurs toujours aux moines qui gagnent définitivement le procès. Le document indique la raison pour laquelle Vlaïcou fut empêché de faire la contre-preuve. Il n'avait pas voulu abandonner la possession des moulins, après la preuve fournie par les moines et ne pouvait dès lors prendre la position de réclamaant. Il ne pouvait donc invoquer la preuve qui n'était accordée qu'à celui qui réclamaait.

1. Tocilesco, *ibid.*

L'autorité judiciaire devait absolument donner gain de cause à l'une ou l'autre des parties, conformément au serment des cojurateurs. Le prince ne faisait pour ainsi dire qu'enregistrer la sentence prononcée par eux. Il était donc assez naturel de les considérer non seulement comme témoins à l'appui, mais bien comme juges. Aussi, trouvons-nous des documents dans lesquels le prince charge un nombre de 12 ou de 24 personnes, spécialement désignées par lui, de juger les différends entre deux parties. C'était un moyen pratique d'abrégier les débats, car, au lieu de l'enquête judiciaire et du jugement du *divan*, sur le rapport de celui qui en était chargé, l'autorité déléguait un nombre de personnes qui connaissaient le différend dont il s'agissait avec le droit de se prononcer ainsi qu'elles le jugeraient convenable.

Dans le cas où la première commission donnait raison à l'une des parties, celle qui avait perdu avait la faculté d'en demander une autre en nombre double. Cette dernière disposition n'est que la suite de l'évolution de l'institution des cojurateurs, tendant à établir chez les Roumains un tribunal populaire, analogue au jury de l'Angleterre. Avec un développement historique moins orageux, les Roumains auraient pu fonder des institutions juridiques dignes d'être imitées — mais, tout devait sombrer dans la triste destinée qui fut la part des pays roumains et dont nous nous occuperons plus loin.

*
* *

Pour clore l'étude des différentes conceptions juridiques étrangères qui modifièrent ou furent l'origine de certaines de

nos institutions du droit coutumier, il nous reste à dire quelques mots sur l'influence turque, polonaise et magyare.

L'influence turque est due aux relations de vassalité qui unirent les principautés roumaines à l'empire ottoman durant plus de quatre siècles, depuis Mircea l'Ancien, en Valachie, et Etienne le Grand, en Moldavie. Ces rapports de suzeraineté et de vassalité, qui furent des plus légers jusqu'au règne des princes phanariotes, nous devons l'avouer, ont été le moyen par lequel les deux principautés purent se soustraire à la conquête des voisins, peuples chrétiens, qui n'attendaient que le moment favorable pour les engloutir ou les partager.

La langue roumaine, au cours de quatre siècles, a adopté quantité de mots turcs, mais l'empreinte sur le droit fut peu sensible. Les seules traces que nous observions sont localisées, généralement dans les milieux commerciaux et se rapportent surtout aux termes usuels.

L'influence sur le droit pénal a été peut-être plus accentuée. Certains crimes et certains délits portent des noms turcs et peut-être faut-il chercher dans ce droit leurs origines mêmes. Enfin, l'ancienne institution moldave dénommée : *fierie* paraît être d'origine turque et tartare. *Firagh* en cette langue veut dire « rétrocéder un droit » et *firagh etmek* veut dire abandonner une affaire entreprise.

L'institution de la *fierie* n'était pas autre chose qu'un palliatif contre l'inexistence de la règle de chose jugée dans notre ancien droit. La partie gagnante déposait dans les caisses de l'Etat une certaine somme, habituellement douze pièces d'or ou un multiple de ce chiffre en monnaie courante et le prince ordonnait qu'elle ne devait plus désormais être troublée dans son droit.

Cette institution est très obscure et on n'en comprend pas trop l'efficacité pour empêcher le renouvellement des procès. Dans tous les cas, elle semble n'avoir garanti le gagnant que pendant la durée du règne sous lequel il avait eu gain de cause. Voilà pourquoi cette institution ne tarda pas à disparaître, car on n'en retrouve les traces que jusqu'à la fin du xviii^e siècle (1).

Le droit de la Pologne, le pays cultivé du Nord, avec lequel la Moldavie eut d'intimes relations politiques, a certainement dû influencer les Roumains. Nous avons vu que l'organisation de la noblesse, les titres étrangers, le cérémonial ont dû être empruntés aux Polonais ; mais, en dehors de ces quelques exceptions nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent d'autre trace de leur influence sur notre droit. Le droit polonais lui-même n'était pas unifié, car la Pologne, même en ses temps de grandeur, n'a pas réussi à former un Etat vraiment unitaire. Dans les provinces de la Pologne on employait cinq droits : celui de la grande et de la petite Pologne, le droit de la Mazovie, celui de la Silésie, et celui de la Poméranie, auxquels il faut ajouter le droit lithuanien.

Il faudrait étudier toutes ces branches du droit polonais pour tâcher de découvrir certaines similitudes avec nos coutumes, tâche trop grande pour cet essai.

L'influence magyare est certainement plus intéressante pour

1. Voir *Hist. Românilor* et les documents suivants : 1461, *Arch. îst.*, III, p. 148 ; 1574, *Uricarul*, XIV, p. 152 ; 1581, *Arch. îst.*, III, p. 198 ; 1589, Melhisedek. *Chronca Husilor*, p. 126 ; 1629, *Uricarul*, X, p. 93 ; 1658, *Archiva de Jassy*, 1890, p. 627 ; 1667 ; 1663, *Operile lui Miron Costin*, éd. V.-A. Ureche, I, p. 95.

nous, surtout depuis l'union de la Transylvanie avec le Royaume.

Le *jus valachicum* coutume spécifique roumaine, dont nous avons déjà parlé et qui se rencontre, même en dehors des frontières roumaines, a été longtemps usité en Transylvanie où il trouvait encore de récentes applications. Mais, avec le temps, le droit magyar a dû s'infiltrer entre les coutumes roumaines au contact quotidien avec la législation hongroise.

Aucune recherche n'a jusqu'à présent été faite sur la question. Nous nous bornons donc à la citer en attendant le moment de pouvoir faire cette étude en Transylvanie.

Mais ces influences ne marquèrent qu'une faible empreinte sur notre coutume. Ce furent toujours les institutions d'origine romaine qui, modifiées par des institutions slaves similaires, déterminèrent la formation de la plus grande partie du droit coutumier roumain.

Les règles du droit romain simplifiées et réduites à l'état de coutumes, conservées par les descendants des émigrés et des colonistes de Trajan, renforcées et éclairées par l'influence de Byzance, voici l'origine de la plus grande partie de notre coutume dont les ressemblances avec les institutions slaves s'expliquent tant par la similitude des occupations et le même genre de vie, que par l'influence que le droit byzantin a eue sur tous les peuples qui l'approchait.

CHAPITRE II

LE DROIT ÉCRIT

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La renaissance du droit romain dans les principautés fut faite par Byzance, dont l'influence pénétrante s'étendait dans tout l'Orient. Rayonnante de lumière la capitale du Soleil-Levant unissait à la superbe gloire romaine la richesse et le faste asiatique. Byzance, métropole du moyen âge, représentant le point culminant d'une civilisation prospère, le centre de la culture orientale, dans laquelle s'embrasaient les passions et les cupidités de tout ce qui était génie et beauté. Vers Byzance tendaient les désirs des Barbares, vers sa splendeur leurs ambitions furieuses. Athanaric, le roi goth, s'exclamait devant elle, émerveillé : « Deus est sine dubio, terrenus imperator » et la renommée de la Ville allait en grandissant à travers les pays jusqu'en Occident. En France (1) la poésie épique chante, par la voix des trouvères, le luxe, la richesse, la culture de la nouvelle Rome, et la cité merveilleuse remplit le monde de son éblouissante renommée (2).

1. Gautier. *Les épopées françaises*, v. III, ch. XIII.

2. Les études avaient languì en Orient depuis que Justinien avait fermé les écoles d'Athènes et supprimé l'enseignement du droit sauf à Constantinople et à Beyrouth. Mais une renaissance se produisit

Les petites principautés roumaines avaient été élevées dans les dogmes de Byzance. L'Empire leur avait donné, comme aux Russes, aux Serbes et aux Bulgares, un modèle d'organisation politique, administrative et religieuse, un idéal d'art,

vite. Le César Bardas, frère de l'impératrice Théodora, réorganisa l'école du palais de Magnauré et bien qu'adversaire des iconoclastes, mit à sa tête Léon, l'ancien archevêque de Salonique. Les plus savants professeurs étaient choisis et les sujets de mérite étaient sûrs de la faveur impériale. On créa des dignités pour eux et l'on parle du *prince des rhéteurs* et du consul des *philosophes*. L'université de Constantinople se relève sous Constantin Monomague, grâce au plus savant maître de l'Empire, Michel Psellos. Sa renommée est si grande qu'elle alarme l'Empereur et l'Eglise. Basile I^{er}, soldat de fortune, remet en honneur les lois de Justinien et publie le *Porchiron* et l'*Epanogogée*. Léon VI fait paraître les *Basiliques*. Porphirogénète dirige le mouvement littéraire, Syméon Metaphraste, Photius et une foule de chroniqueurs composent leurs écrits. L'art est à son apogée. L'architecture développe tout son luxe inouï de voûtes savantes et de coupoles élégantes, de peintures et de mosaïques. Des essais d'inspiration antique commencent et nous les retrouvons dans les manuscrits miniatures (p. ex. le Psautier de la Bibl. Nat.), les diptyques, etc. L'orfèverie crée des merveilles (p. ex. la Pala d'oro de Saint-Marc de Venise) les tissus grecs n'ont pas de pareils (p. ex. la dalmatique conservée à Saint-Pierre de Rome). L'art byzantin est jusqu'au XI^e siècle le seul art *chrétien original* et son influence s'exerce au loin. Les Russes s'en inspirent. Kiew veut ressembler à Constantinople, l'art de la Géorgie et de l'Arménie en est influencé. En Sicile, à Venise, à Rome on rencontre de ses traces et jusqu'en France où l'architecture romane a des similitudes avec l'architecture byzantine. Tout un groupe d'églises du Périgord, de l'Angoumois, de la Saintonge rappellent le type des coupoles orientales. En Valachie, l'on construit l'un des plus beaux monuments d'architecture orientale, le monastère de Curtea de Argèche, qui prouve à quel point l'influence byzantine y était répandue et combien nous sommes ignorants d'un passé historique que l'on n'a pas traité selon sa juste valeur. Byzance brillait au moyen âge et jusqu'aux temps modernes, comme Athènes

de culture et de législation. Aussi, nos Voévodes, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, expriment-ils leur admiration pour Byzance et ces « merveilleuses lois impériales » qui « éclairent comme des flambeaux, qui expliquent tout à ceux qui sont dans l'obscurité, la simplicité et l'ignorance, qui font reconnaître toutes les iniquités et qui font juger selon la justice » (préface du livre roumain des *Préceptes* de Basile Loupou).

A en croire les affirmations de nos chroniqueurs, le besoin de doter les principautés de lois écrites avait été depuis longtemps senti par nos Princes. La chronique anonyme de la Valachie attribue déjà à Radou IV (1495-1508) un recueil de lois concernant « l'organisation de l'Eglise et du service divin, celle des « boyaries », des monastères et de bien d'autres choses » (*mag. ist. p. Dacia*, IV, page 231). De même le prince Cantémir, dans sa *Description de la Moldavie* dit qu'Alexandre le Bon (1401-1433) avait reçu de l'Empereur Jean Paléologue, avec le diadème royal, un corps de lois extraites des *Basiliques* qui constituait le droit en vigueur. Disons-le, dès le début, aucune autre preuve ne vient renforcer ces indications sommaires ; mais ce qu'il faut remarquer indépendamment de toute idée de codification, c'est que les « lois impériales » ont toujours eu subsidiairement force de loi écrite dans les principautés, chaque fois que les besoins de la justice le réclamaient (1).

et Rome dans l'antiquité et Paris de nos jours. Nous avons si peu de documents pour rétablir la vie culturelle des premiers temps des principautés, qu'il est vraiment difficile d'oser formuler des conclusions définitives. De récentes découvertes faites à Curtea de Argeche ont encore changé les idées que l'on s'était faites.

1. Voir la chrysobulle d'introduction du Code Calimaque.

En effet, tout le temps, jusqu'à la législation actuelle, les Basiliques, les *novelles* de Justinien, celles de Léon VI, le synopsis, la paraphrase des Institutes de Justinien faites par l'antécessor Théophilus, le *jus greco-romanum* et le *Manuale legum* de Harmenopoulos, ont pu servir de bases à tous jugements rendus tant en Moldavie qu'en Valachie.

De tous ces recueils celui qui a été le plus utilisé fut l'*Hexabilos* composé par le « très vénéré défenseur des lois et juge de Thessalonique, le sieur Constantin Harmenopoulos », manuel introduit dans les pays dès le début de l'influence grecque et surtout après la chute de Constantinople, quand les moines émigrés et autres envahirent les pays roumains.

Le *Manuale legum* contenait, sous l'aspect d'un code moderne, du droit civil, du droit pénal et de la procédure.

Les six livres dont il se composait traitaient :

- 1° Des lois et de l'organisation judiciaire, des libertés et des restitutions ;
- 2° Des différentes causes et des nouvelles œuvres ;
- 3° De l'aliénation, du prêt et de la société ;
- 4° Des fiançailles et du mariage ;
- 5° Du testament et des fondations ;
- 6° Des crimes et des peines.

En tout, 86 titres et plus de 2.200 paragraphes étaient contenus dans cet ouvrage, plus que complet pour les besoins restreints de la vie trouble et opprimée qui allait commencer pour les Principautés, lors de son application.

Le contenu des premières lois roumaines dont nous parlent la « Chronique anonyme » et l'ouvrage de Cantémir, nous est inconnu.

Si vraiment Alexandre le Bon a adopté les lois de Byzance comprises dans les Basiliques et a extrait de ces livres le droit de la Moldavie, nous tâcherons de le voir plus loin ; quant à la codification de Radou IV, prince de Valachie, il semble vraisemblable que, lorsqu'il convoqua une assemblée en 1496, peut-être sous l'impulsion de Nifon, ancien patriarche de Constantinople, qui s'était réfugié dans le pays et y remplissait les fonctions de métropolitain, ce fut surtout en vue de régler des questions d'ordre ecclésiastique, d'établir le cérémonial de la Cour et la hiérarchie des dignités.

*
* *

Les premiers monuments de droit écrit *que nous possédons* sont des manuscrits contenant du droit canonique, rédigés en slave.

Les peuples de l'Orient étaient au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle trop préoccupés de pensées religieuses, passant du mysticisme le plus ardent aux plus ridicules superstitions, pour sentir le besoin d'autres lois que de dispositions concernant les commandements de l'Église. Ainsi, les Slaves sub-danubiens qui ne possédaient pas de compilations de lois civiles ou pénales avaient des recueils complets de lois canoniques. La plus ancienne de ces codifications était celle qui avait été traduite d'après le nomocanon de Jean le Scolastique, contemporain de l'Empereur Justinien, après la conversion des Bulgares au Christianisme.

D'autres recueils le suivirent, et un vrai droit écrit canonique prit naissance chez les Slaves du sud, droit qui conte-

nait entre les dispositions ecclésiastiques certaines questions d'ordre civil (1).

Ladislav Pic (2) trouve qu'il serait très naturel d'admettre que les Roumains, qui étaient en contact avec les Slaves du sud et employaient leur idiome comme langue sacerdotale et comme langue écrite, aient introduit ces lois canoniques dans leurs propres pays ; seulement, il paraît plus naturel encore que ces lois aient été directement empruntées aux Byzantins par l'intermédiaire des ministres du culte orthodoxe et traduites de différents manuels de droit byzantin.

En dehors (3) du nomocanon de Nicon Cernogoretz qui se trouvait au monastère de Neamtzu (actuellement conservé à l'Académie), traduit en plus grande partie d'après le nomocanon L. Titulorum, le plus ancien monument de droit byzantin, la plus ancienne loi slavone traduite du grec, qui se trouve dans le pays, est le manuscrit de Neamtzu, traduit par Gervasie l' « Iéromonaque » en 1473 (manusc. slav. n° 54), d'après le Sintagme de Mathieu Blastares de 1335. Viennent ensuite la « pravila » de 1578 donnée à l'église épiscopale de Roman par Eustrate, évêque de ce diocèse, d'où elle passa au monastère de Poutna en Bucovine ; celle du métropolitain Théophane, de 1618, écrite pour l'église de Suceava, et qui, après avoir été conservée quelque temps à Bistritza (en Moldavie) se trouve maintenant au musée de Bucarest ; enfin, celle due au moine Mathæus, de 1636, qui appartenait au

1. Hube. *le Droit romain et greco-byzantin chez les peuples slaves*, Paris, 1880.

2. Ladislav Pic. *Die rumænischen Gesetze und ihr nexus mit dem byzantinischen und slavischen Recht*, Prag., 1886.

3. I. Peretz. *Curs de istoria dreptului român*, Buc., 1915.

monastère valaque de Bistritza. A défaut de sources nécessaires — comme le dit Pic, qui s'est spécialement occupé de ces lois — il est difficile de déterminer si elles représentent un travail indépendant d'après l'original grec ou bien si elles s'appuient sur une traduction slave. La question ne nous intéresse que très peu, ces lois ne contenant que des dispositions ecclésiastiques étrangères à notre sujet. Aussi n'en donnons-nous que ces renseignements.

SECTION I

Les Monuments de droit laïque. Moldaves. Généralités.

On ne connaît aujourd'hui que six sources d'où l'on puisse tirer des renseignements sur les anciennes lois laïques en vigueur dans toute la Moldavie y compris la Bucovine et la Bessarabie. Dans l'ordre d'ancienneté, ces sources sont les suivantes (1) :

a) Paul Giovio (1483-1553) dans l'*Historia sui temporis ab annos 1483 ad annum 1547*, imprimée à Paris en 1553, nous dit : « *Apud Valachos enim, nom romanæ modo disciplinæ certi mores et leges vigent, sed ipsa quoque latinæ linguæ vocabula servantur* ».

b) Leonhardus Goreccius dans la *Descriptio belli Ivonix palatini Valachix, quod is anno 1574 cum Selymo II Turcarum imperator gessit*, que l'on trouve dans *Polonix historix corpus*, vol. III, p. 75, imprimé à Basileæ en l'année 1582, nous dit la même chose, à peu près dans les mêmes termes :

1. S. G. Longinesco. *Anciennes lois roumaines*, Bucarest, 1912.

« *Apud Valachos enim non modo Romanæ disciplinæ mores certi legesque vigent, sed ipsa quoque latinæ lingua vocabula permulta servantur.* »

Il résulte de ce que rapportent ces deux écrivains que, dès le xvi^e siècle, on avait reconnu que les lois romaines étaient en vigueur chez tous les Roumains. Bien plus même, à leur manière de s'exprimer on voit que ce qui leur paraissait le plus frappant, ce n'était pas le fait que les Roumains étaient régis par les lois romaines et qu'ils avaient conservé certaines coutumes romaines, c'était qu'ils avaient dans leur langue une très grande quantité de termes latins. Il leur semblait plus naturel que les descendants des colons amenés en Dacie eussent pu conserver, au milieu des nombreux barbares qui avaient envahi leur pays, les lois ainsi que certaines coutumes romaines plutôt que des termes latins.

Les recherches des savants ont pleinement prouvé que ces deux écrivains avaient raison en ce qui concerne la langue roumaine et certaines coutumes des Roumains. Mais, comme la source initiale du droit d'un peuple est la coutume et qu'il est avéré que certaines coutumes roumaines sont romaines, il faut nous attendre à ce qu'ils aient aussi raison quand ils nous assurent que les lois romaines étaient en vigueur chez les Roumains et qu'une partie des règles de droit des Roumains, sinon toutes, sont d'origine romaine.

c) Basile Loupou, prince de Moldavie (1634-1653) a doté le pays d'un « livre roumain de *Préceptes* » extraits des lois impériales et d'autres ordonnances, comme il le dit dans la préface de son ouvrage.

d) Le prince de Moldavie Démètre Cantémir, dans la *Descriptio antiqui et hodierni status Moldaviæ*, caput XI, de le-

gibus Moldaviæ provincialibus, vers le commencement du XVIII^e siècle, nous dit : Quæ antiquitus Daciæ leges fuerint, scire probet historicorum iis de rebus silentium : voluntatem tamen principium, naturæ que jura legis scriptæ vim et auctoritatem habuisse conjicere licet, e simili reliquarum gentium barbararum consuetudine. Postea quam vero ab Ulpio Trajano Imp. victo Decebalo et extirpata Dacorum gente in Romanæ provinciæ formam redacta, Romanoque semine consita fuit Dacia, Romanas quoque leges a novis recepit colonis. Viguerunt eæ in illa provincia, quamdiu ea Romanorum et Constantinopolitanorum Imperatorum jussis paruit : at postea quam barbararum gentium irruptiones eam incolis privaverant et Constantinopoleos dominos cœgerant, deserere provinciam et de suis cogitare parietibus, Romana quoque jura inter Daciæ incolas adeo depravari mutarique cœperunt ut, cum felici Dragoszi ausu instaurata fuisset Moldavia, judices quid pronuntiare deberent, vix discernere possent. Commotus his incommodis, Alexander primus Moldaviæ despota, quem insignes propter virtutes Bonum nostri dixerunt, cum regium diadema a Constantinopolitano imperatore acciperet, leges quoque græcorum, que τῶν βασιλικῶν libris comprehendebantur, suscepit, atque e vastis illis voluminibus, excerptum id, quo nunc Moldavia utitur, jus proposuit.

Neque tamen in ea gente aboliri potuerunt diversæ, quas in suis erroribus exilio susceperant, vicinarum gentium consuetudines, quales in successione, testaments hæreditatis distributione, fundorum limitibus et servitutibus, cunctæ fere per orbem nationes habent singulares. Itaque inde duplex inter Moldavos jus ortum fuit, scriptum unum, quod Romanorum Græcorum que imperatorum edictis et conciliarum decretis

niteretur : non scriptum alterum quod consuetudinem gentis recte diceret, si quidem vernaculo etiam sermone, slavonica voce obycaï, quod morem aut consuetudinem designat, inter Moldavos appellatur. At cum illæ consuetudines, quod nulla scriptura niterentur, per corruptos iudices sæpè a vero sensu suo ditorquerentur, et ad injustitiam traherentur, Basilii Albanus, Moldaviæ princeps, antecedenti seculo per bonos legumque patriarum peritos viros, cunctos et scriptos et non scriptos canones in unum colligi jussit et ex iis singularem codicem confecit, qui hodiernum iudicibus Moldaviæ recte pronunciandi norma est.

e) La chrysobulle du 1^{er} juillet 1817 du prince de Moldavie Alexandre-Scarlat Calimache dit (1) : *Le prince Alexandre I^{er} (qui pour ses nombreux mérites et pour ses bienfaits a obtenu le surnom de Bon) voyant, aussitôt qu'il fut monté sur le trône de la principauté (1401), le besoin de lois dont souffrait le pays, demanda les Basiliques aux empereurs Paléologues et il les reçut. Ayant choisi parmi ces lois celles qui se trouvaient nécessaires et appropriées à cette époque et les ayant fait traduire dans la langue nationale, Alexandre forma un livre de lois, comme le rapporte Cantémir. Deux siècles plus tard, le voévode Basile, surnommé l'Albanais, puisant toujours aux Basiliques, comme à des sources, comme on le voit par le titre de son livre et ajoutant aux lois du voévode Alexandre, fit imprimer en 1646 son livre de lois par un certain Eustrate, qui était alors grand logothète. Depuis lors, le Code d'Alexandre le Bon a complètement disparu, n'ayant pu être imprimé, tandis que la loi du voévode Basile est restée*

1. V. *Uricarul*, vol IV, p. 300 et suiv.

en vigueur et c'est d'après cette loi que les juges tranchaient les procès jusqu'au commencement du siècle dernier, comme le rapporte encore *Caulémir*, qui vivait à cette époque.

f) Le Rapport de novembre 1819, qui indique les lois régissant autrefois la terre de Moldavie, se prononce à peu près de la même façon (1). Le voévode *Alexandre* (qui a gagné le surnom de *Bon*, par les améliorations qu'il a introduites dans le pays et par ses nombreux bienfaits et qui régnait en l'année 1401), comprenant le besoin de lois à appliquer, demanda les lois impériales aux souverains *Paléologues* qui lui envoyèrent la *Basilique* et, ayant choisi parmi ces lois celles qu'il estimait nécessaires et appropriées à son époque et les ayant fait traduire dans la langue nationale, il forma un livre de lois, comme le rapporte le voévode *Démètre Cantémir* ; mais plus tard, au bout de deux siècles, le bienheureux *Basile* surnommé l'*Albanais*, faisant un choix dans les *Basiliques*, comme on le voit au titre de son livre, ET AJOUTANT aux lois du voévode *Alexandre* imprima en 1646... On ne trouve pas le code du voévode *Alexandre*, attendu qu'il n'a pas été imprimé ; mais celui du voévode *Basile* était suivi par les juges dans les procès éventuels jusqu'au commencement du siècle dernier, comme le rapporte encore *Caulémir*.

Le contenu de ces deux derniers documents se base sur les travaux de *Démètre Cantémir* ; ils nous donnent cependant des renseignements qui ne se trouvent pas dans cet auteur, ou ne s'y trouvent pas si clairement (2) Ils ont donc une valeur par eux-mêmes. N'est-il pas évident que ces deux documents

1. V. *Uricarul*, vol. IV, p. 207 et suiv.

2. G. Longinescu. *Legi vechi românești*. Buc., 1912.

α) Alexandre le Bon, faisant un extrait des Basiliques, a composé une loi. Cantémir ne dit pas cela. Il dit seulement qu'Alexandre le Bon a ordonné que la loi du pays fût un extrait des Basiliques, mais sans indiquer qui a fait cet extrait.

β) L'extrait fait par Alexandre le Bon a été traduit en langue roumaine. Cantémir ne parle pas d'une pareille traduction. Nous ne savons pas encore aujourd'hui si la loi d'Alexandre le Bon a été écrite en roumain ou traduite plus tard.

γ) A la Loi d'Alexandre le Bon a été ajouté l'extrait fait par Basile Loupou. Cantémir ne le dit pas si clairement. Mais, à la façon dont il s'exprime, nous avons pu tirer la conclusion que la loi d'Alexandre le Bon doit se trouver incorporée dans le livre de *Préceptes* de Basile Loupou.

δ) On ne retrouve plus la loi d'Alexandre le Bon, car elle n'a pu être imprimée. Cantémir ne le dit pas; mais, comme ce renseignement se trouve dans les deux documents quelques lignes seulement plus loin que l'autre renseignement, savoir qu'à la loi d'Alexandre le Bon a été ajouté l'extrait de Basile Loupou, et comme le livre de *Préceptes*, sorti de cette réunion a été imprimé en 1646, il n'est pas croyable que nous ayons affaire à une contradiction. Le sens du renseignement contenu dans les dernières lignes ne peut être que celui-ci: la loi d'Alexandre le Bon n'a pas été imprimée séparément et c'est pourquoi on ne la trouve plus indépendante, comme auparavant.

Telles sont les conclusions que tire M. Longinesco, professeur à la Faculté de droit de Bucarest, de ces documents. Il en résulterait que, si nous voulons trouver la loi d'Alexandre le Bon, nous devons la chercher dans le Livre de *Préceptes*.

Bien plus même : en tenant compte de ce fait que les deux documents disent qu'à la loi d'Alexandre le Bon a été ajouté l'extrait de Basile Loupou et non pas qu'à l'extrait de Basile Loupou a été ajoutée la loi d'Alexandre le Bon, nous devons nous attendre à trouver dans le Livre de *Préceptes* d'abord la loi d'Alexandre le Bon et ensuite celle de Basile Loupou. Cette opinion est rendue vraisemblable par le fait que dans le Livre de *Préceptes*, nous sommes amenés à distinguer deux parties :

a) Le Livre de *Préceptes* est divisé en plusieurs chapitres, mais 16 d'entre eux sont nommés *pricini*, tandis que 78 sont nommés *glave*.

Si ce livre avait été une seule loi, pourquoi eût-on donné des noms différents à ces chapitres qui marquent deux parties distinctes dans l'œuvre législative de Basile Loupou ?

b) Dans le Livre de *Préceptes* les paragraphes ne sont pas numérotés d'une même manière. Dans les 16 chapitres du début le numérotage des paragraphes est fait d'une façon continue depuis 1 jusqu'à 252 ; mais dans chacun des chapitres suivants le numérotage recommence toujours au nombre *un* et ne va d'une façon continue que jusqu'à la fin du chapitre. Un pareil numérotage des paragraphes ne peut être naturel que si nous avons affaire à deux lois différentes fondues ensemble.

c) Dans la table des matières du Livre de *Préceptes* les renvois pour les 252 premiers paragraphes sont faits par l'indication du numéro du paragraphe et du feuillet, tandis que pour les suivants on n'indique que le chapitre et le feuillet. De pareils renvois n'auraient pas été justifiés si nous n'avions eu affaire qu'à une seule loi.

d) Cette table des matières a deux titres : l'un au commencement pour les paragraphes 1-252, et l'autre pour les dispositions suivantes. Le premier titre est ainsi conçu : « Lois impériales, extraites de la collection de l'Empereur Justinien, pour *beaucoup* de sortes de procès, etc. » tandis que le second : « *Autre genre* de lois impériales, pour toutes sortes de procès, etc. ».

Il faut avouer que l'argumentation de M. Longinesco est très tentante et que les preuves qui nous sont données pourraient nous faire croire à l'existence de la loi d'Alexandre le Bon. Il y a en tout cas d'étranges coïncidences dans les faits que nous avons cités, les savants sont loin d'être d'accord sur la question, et une grande discussion s'est depuis longtemps engagée.

D'après Al. Hasden, G. Misail, D. Alexandresco, Paul Negulesco, Grégoire Alexandresco, Pergament (professeur à Saint-Pétersbourg) Heimbach et M. Longinesco une telle loi aurait existé ; d'après Xenopol, Condouraton, M. Dissesco et Kasso (professeur à Moscou), elle n'a point existé. Et l'argumentation de ces derniers est la suivante :

a) En premier lieu, avant de faire des suppositions, il faut constater que cette loi n'est pas arrivée jusqu'à nous et, chose curieuse, aucun document, à part l'ouvrage de Cantémir et de ceux qui s'y sont inspirés, ne parle de cette loi ; pas un seul chroniqueur contemporain ou postérieur ne cite cet événement qui, s'il a existé, a dû être assez important pour la Moldavie (Xenopol). Les affirmations de Cantémir ne sont pas toujours rigoureusement exactes ; cet écrivain ayant souvent fait de graves erreurs, qui ont d'ailleurs été prouvées et très sévèrement jugées par l'historien Giuresco.

c) En plus, a-t-on dit, les βασιλικά, ouvrage géant de Léon le Philosophe, dont les Byzantins eux-mêmes ne pouvaient se servir au xv^e siècle (1), n'avaient pu être utiles en Moldavie, pays presque sauvage (!?) alors (2). Jusqu'à Basile Loupou la justice était distribuée en se servant de la coutume et des chrysobulles princières, tout simplement (Kasso).

Ces arguments n'ont pas convaincu ceux qui croient à l'existence de la loi d'Alexandre le Bon et à ces observations l'on a tâché de répondre ainsi :

a) Le silence des sources ne peut justifier l'opinion qui croit à l'inexistence. La loi d'Alexandre le Bon a été peut-être quelque chose de si connu, de si banal, d'un usage si quotidien que les chroniqueurs n'ont pas senti le besoin d'en faire mention.

b) Démètre Cantémir a commis parfois de grossières erreurs, mais les fautes qu'il fait sont dues, généralement, aux mauvaises sources qu'il a eues à sa disposition et se rapportent, en général, à des faits étrangers au pays.

Cantémir, comme tous les princes roumains, était le juge suprême du pays. Il était pour ce motif dans les meilleures conditions pour connaître par lui-même au moins les lois d'après lesquelles il jugeait les procès et les poursuites qui

1. Les Basiliques n'étaient, il est vrai, plus en vigueur à Byzance depuis le xiv^e siècle. On employait le *Manuale legum* de Harmenopoulos. Zahariae a trouvé à Constantinople un palimpseste où les βασιλικά avaient été grattées et on avait écrit par-dessus l'ouvrage de Harmenopoulos.

2. La Moldavie était si peu sauvage que Grégoire Fzambiac, qui avait été simple professeur en Moldo-Valachie, fut jugé digne d'être élu métropolitain de Kiew, et qu'au xv^e siècle la fille d'Etienne le Grand épousait le Tzarévitch.

naissaient entre ses sujets, car il nous dit que cette loi était encore en vigueur de son temps. Ce que dit Cantémir ne serait au fond que la confirmation des deux citations de Giovio et de Goreccius, que nous avons faites.

c) Le terme βασιλικά, ne signifie ici que « lois impériales » en général et non pas l'ouvrage de Léon VI en entier. Cantémir n'a pas dit que les *Basilicorum libri sexaginta*, de l'empereur Léon VI le Philosophe avaient été employées en Moldavie, mais seulement qu'un extrait des βασιλικά, des lois impériales, était devenu la loi de Moldavie. Un extrait n'est pas un ouvrage géant, et si l'on accepte la supposition que les 94 premiers paragraphes (1) du Livre de *Préceptes* de Basile Loupou formaient la loi d'Alexandre le Bon, elle serait réduite, on le voit, à très peu.

Bien d'autres arguments ont été cités, d'un côté et d'un autre. Nous n'insisterons pas davantage : en l'état actuel des sources, il est difficile de trancher la question sans parti pris. Ce qui nous paraît étrange c'est le fait que depuis Alexandre le Bon (1401-1433) jusqu'à Basile Loupou (1634-1653) aucun autre recueil de lois ne soit venu s'ajouter à la prétendue loi d'Alexandre le Bon à laquelle aucun document judiciaire ne fait allusion. Il y eut dans cet intervalle de plus de deux siècles le règne du plus célèbre prince de Moldavie,

1. M. Longinesco qui soutient encore l'existence de la loi d'Alexandre le Bon, ayant ultérieurement découvert la source des paragraphes compris entre 94 et 252 dans l'ouvrage de *Farinaccius*, « *Praxis et theoricæ criminalis* », qui n'existait pas du temps d'Alexandre le Bon, la loi en question se trouverait donc réduite aux 94 paragraphes ce qui ébranle quelque peu les arguments tirés de la division de l'ouvrage en deux parties distinctes de 1 à 252 et puis le reste en chapitres.

celui d'Etienne le Grand (1) (1457-1504) qui dura quarante-sept ans. Comment se fait-il que pendant un demi-siècle, ce prince glorieux que l'on connaît dans l'histoire comme ayant été un grand ambitieux, n'ai pas suivi l'exemple de son ancêtre en dotant, à son tour, le pays de lois qui allaient compléter celles d'Alexandre le Bon ?

Mais, laissant de côté les arguments donnés, avouons que, tout en faisant des réserves sur l'état sauvage de la Moldavie dont nous parle Kasso, une codification suppose une organisation d'Etat bien déterminée, la complication d'une vie sociale qu'il faut réglementer, un Etat de civilisation avancé, une certaine indépendance et une liberté des gens que nous ne pouvons pas imaginer pour la Moldavie autocrate, en 1400. Le pays n'avait été fondé que depuis quelques dizaines d'années, la vie devait être plutôt primitive et patriarcale. Autres devaient être les préoccupations d'Alexandre le Bon. Quant à l'affirmation de Cantémir qui nous dit que ce prince avait reçu des empereurs byzantins avec le titre de *despote*, le diadème royal, il est possible que ce soit une courtoisie adressée à l'époux de *Doamna Marina*, apparentée à la Cour de Byzance, mais c'est tout.

En l'état actuel des documents, nous croyons donc qu'il ne nous est pas permis de séparer en deux le *Livre de Pré-*

1. Etienne le Grand, prince de Moldavie, fut le premier général qui remporta une victoire décisive sur les Turcs. Le Pape Sixte IV l'appelle « sauveur de la Chrétienté et athlète du Christ ». Les historiens fêtent les Moldaves « gens bello præstantissima » (Leonicus Chalcocondylas. *Historiæ*, Bonn, 1843) et les chroniqueurs polonais le trouvent désigné pour conduire une nouvelle croisade contre les *Musulmans*.

ceptes de Basile Loupou et d'en attribuer la première partie à Alexandre le Bon. Les monuments de droit écrit laïque que nous possédons et que nous étudierons seront donc :

1° Le *Livre de Préceptes de Basile Loupou*.

2° La *Chysobulle de 1775 d'Alexandre Maurocordato*.

3° L'*Essai de Thomas Carra de 1804*.

4° Le *Code d'Andronaki Donici*.

5° Le *Code Calimaque et sa Chysobulle de promulgation de 1804*.

6° Le *Rapport de 1819* ;

7° Le *Règlement organique*.

1° Le *Livre de Préceptes de Basile Loupou*.

Le premier monument de droit laïque est l'œuvre de gens savants qui nous le présentent en ces termes :

« De même que personne ne peut vivre en ce monde sans eau, personne ne peut non plus rester sans instruction, car « la discorde envahit les ignorants (1) », dit le prophète Isaïe. Voilà pourquoi notre Voevode, S. M. Jean Basile, prince souverain de Moldavie, très illustre dans la chrétienté et très orthodoxe dans sa foi, suivant la trace de bons et sages princes, considérant l'impuissance et la faiblesse de ce pays et la rareté des sources des Saintes Ecritures et autres sciences, connaissant l'extrême affaiblissement qui se ferait sentir aux futurs habitants du pays de Moldavie, qui, sans instruction, seraient toujours assoiffés et dénués comme s'ils étaient dans un pays désert sans eau, et surtout voyant les injustices et les vexations faites aux malheureux par les gou-

1. Cf. Isaïas, 48, 22 et 57, 21 : « Non est pax impiis... »

verneurs et par les juges ignorants et non judicieux de tous les chefs-lieux de la Moldavie, s'est empressé et s'est donné a peine de faire des recherches dans bien des pays jusqu'à ce qu'avec l'aide de Dieu, il ait trouvé de grands maîtres et de grands philosophes, qui ont extrait de livres helléniques et latins toutes les bonnes ordonnances et tous les arrêts des bons chrétiens et saints empereurs, ordonnances et arrêts qui éclairent comme des flambeaux, qui expliquent tout à ceux qui sont dans l'obscurité, la simplicité et l'ignorance, qui leur font reconnaître toutes les iniquités, qui leur font juger selon la justice et qui s'appellent maintenant les lois impériales. Ces sages enseignements, il nous les a donnés et laissés à nous tous Roumains « afin qu'ils soient à jamais pour nous une source de vie, éternellement inépuisable et infinie (1) ».

Telle est la fin de la préface du *Livre de Préceptes* de Basile Loupou. Elle nous renseigne sur la cause et les origines de cet ouvrage par la voie d'Eustrate, ancien logothète qui, conformément « aux dispositions expresses de Sa Majesté » et sur son ordre « a traduit ces lois du grec en roumain, pour que tous puissent les comprendre ». Les sources initiales de la loi ont donc été les livres helléniques et latins, les bonnes ordonnances et les arrêts des Empereurs, extraits par de grands maîtres et de grands philosophes que Basile Voévode s'empressa de chercher.

Les 1.254 paragraphes du *Livre roumain de Préceptes* se composent de deux parties distinctes. Les 94 paragraphes du

1. Traduction de M. A. Patrogné, professeur au gymnase Etienne le Grand, à Iassy, d'après S. G. Longinesco. *Anciennes lois roumaines*.

commencement ont pour source l'extrait fait en langue hellénique vers le viii^e ou xi^e siècle et connu sous le nom de Νόμοι Γεωργικοί, nom qui a été traduit en latin par *leges colonariæ*, *leges agrariæ*, *leges rusticæ*. Si l'on compare cette partie de la loi roumaine aux *Leges colonariæ*, que l'on trouve imprimées ou bien par Leunclavius ou bien par Heimbach (1), on voit qu'il manque en roumain 11 paragraphes, savoir : 6 constituant *præfatio*, le paragraphe 3 du titre V de *danmo*, le paragraphe 4 du titre VI de *cædibus quadrupedum*, le paragraphe 6 du titre VIII de *incendis* et les paragraphes 10 et 11 du titre X de *novis operibus* (2). Mais on trouve certains manuscrits grecs où il manque également certains paragraphes : c'est ainsi que les 6 paragraphes constituant *præfatio* manquent dans le *Constantinopolitanus Hexabibli codex* et dans le *Hænelianus Hexabibli codex* et les paragraphes 3, 6, 10 et 11 manquent dans le manuscrit le plus ancien (3). Aussi est-il possible que le législateur moldave ait eu un manuscrit où manquaient les 11 paragraphes ci-dessus et que par conséquent il ne les a pas laissés de côté, exprès, d'autant plus que rien ne l'eût justifié.

A leur tour, les *Leges coloniæ* ont 77 paragraphes basés sur les livres de Justinien, 12 paragraphes (16, 17, 22, 40, 43, 44, 47, 49, 58, 59, 60 et 68) basés sur les dispositions de la

1. Iohannes Leunclavius. *Jus græco Romanum*, Frankofurti, 1596, p. 256-265. *Leges colonariæ*, « de libris divæ memoriæ ; Justiniani excerptæ ». G.-E. Heimbach. *Const. Harmenopuli manuale legum sive Hexabiblos*. Lipsiæ, 1851, p. 828-851. *Lege agrariæ*, « ex libris Justiniani piæ memoriæ imperatoris selectæ ».

2. Dans Le unclavius les §§ 10 et 11 sont les §§ 1 et 2 du titre de *vi*.

3. V. Zachariæ v. Lingenthal, *op. cit.*, p. 249, n^o 817 (d'après Longinesco).

Bible et 6 autres (16, 19, 30, 45, 46 et 63) qui ressemblent aux paragraphes de l'*Ecloga*, extrait composé par les empereurs isauriens Léon et Constantin. Les *Leges colonariæ* ont donc pour source les lois des empereurs romains, des dispositions de la Bible et les lois des empereurs byzantins. Mais nous nous empressons de dire qu'en dehors de trois paragraphes (16, 45, 60) au plus, tous les autres ne sont pas étrangers aux dispositions qui se trouvent dans les livres de Justinien, de sorte qu'on peut dire qu'en général les *Leges colonariæ* ont leur source dans les livres de Justinien. C'est aussi de cette manière que doit avoir pensé celui qui a fait cet extrait, attendu qu'il lui a donné le nom de *Justiniani imperatoris leges*, ou bien celui de *Leges colonariæ exlibris Justiniani piæ memoriæ imperatoris selectæ*. C'est toujours pour ce motif que dans l'*Ecloga ad Prochiron mutata* le titre XXV, extrait presque entièrement des *Leges colonariæ* et comprenant 29 paragraphes dit : *de coloni Justiniani imperatoris*.

Cette première partie constituerait ce que l'on a appelé la Loi d'Alexandre Le Bon, loi qui n'a probablement jamais existé.

La deuxième partie, contenant 1.160 paragraphes, a pour source l'ouvrage *Praxis et Theoricæ criminalis* de Prosper Farinaccius (1), romaniste italien. M. Longinesco, par son bel ouvrage (2) publié sur quatre colonnes, — les sources, la

1. Prosper Farinaccius (1544-1614) a été un juriste très connu. Jusqu'au XVIII^e siècle ses ouvrages ont eu une grande influence en Europe. Ainsi le code moldave de 1646 n'est pas seulement une des premières codifications mais aussi un ouvrage savant à la hauteur de toutes les législations de l'Occident.

2. S. G. Longinesco. *Anciennes lois roumaines*, vol. I, Bucarest, Göbl, 1912.

loi moldave, sa variante valaque (le *Guide de la loi* de Mathieu Bassarab dont nous parlerons plus loin), accompagnées d'une traduction française, nous éclaire complètement sur les origines et les dispositions du *Livre de Préceptes*. A cet égard ses recherches sont décisives, *et les renseignements que nous en avons donnés lui appartiennent entièrement*.

Pour pouvoir nous rendre compte des matières qui y sont traitées nous allons suivre la division de la table des matières.

Cette première partie a pour titre : « *Lois impériales extraites de la collection de l'empereur Justinien, pour beaucoup de sortes de procès, avec toutes leurs solutions arrangées en 252 paragraphes.* » Elle comprend les *Leges colonariæ* et un extrait de « lois impériales » dont la plus grande partie s'occupe du vol.

Cette partie n'a pas été faite, d'après ce qui nous est dit, que pour régir certains procès ; aussi n'y trouverons-nous que des questions relatives aux laboureurs et des dispositions pénales. Toutefois, une classification plus scientifique de la matière pourrait être faite.

Les sources employées ont été tant la Loi *pravila* (§§ 56, 206), que la coutume (§§ 57, 163, 166). Le droit objectif est divisé en *jus humanum* (§ 56) et en *jus divinum* (§ 96). La loi nous parle de différentes sortes de droit, des *jura generalia*, *jura singularia* (§ 169), *jura præsentia*, *jura futura* (§ 185) ; des modes d'acquisition des droits (§§ 61, 130, etc.) ; de la façon dont ils se perdent (§§ 50, 51, 52) ; des personnes et de leur condition ; de la religion (§ 114) ; du sexe (§§ 181-182) ; de l'âge, de la parenté (§ 128) ; de l'affinité (§ 128) ; de la profession (§§ 151, 202, 161, 245) ; du domicile volontaire,

nécessaire ; du forum, etc. (§§ 18 et 114, etc.) ; des personnes juridiques (§§ 14, 18, 102, etc.) ; du patrimoine (§§ 102, 212, etc.) ; des choses en général, puis du dol (§§ 18, 44) ; des actes juridiques (§§ 11, 4, 208, 225, etc.) ; de la possession (§ 14) ; de la propriété individuelle, mobilière et immobilière (§§ 14, 18, 56, 69, 86, 88, etc.) ; de la copropriété (§ 69) ; de l'emphytéose et du colonat (§§ 15, 22) ; de l'usufruit (§§ 213, 214, 215) ; du pignus et de l'hypothèque (§§ 203, 248, 16) ; des obligations et de leurs sources ; convention (§§ 5, 6, 11, etc.) ; faits de l'homme (§§ 27, 39) ; faits des tiers (§§ 81, 83, 85), etc. ; des contrats : a) *mutuum* (§§ 137, 143, 203, 248) ; b) *commodat* (§§ 19, 138, 186) ; dépôt (§§ 139, 140) ; dépôt irrégulier (§ 144) ; d) *permutatio* (§§ 4, 5, 6) ; e) contrat verbal (§ 211) ; f) contrat littéral (§ 209) ; g) *emptio venditio* (§§ 147, 204, 239, 242, etc.) ; h) *locatio-conductio* (§§ 20, 158, 192 et 22, 23, 24, 26) ; i) mandat (§§ 141, 143, etc.) ; j) société (§ 147) ; et donation (§ 244) ; du *damnum injuria datum*, a) *damnum aquilianum* (§§ 41, 42, 45, 46, etc.) ; b) *injuria* ; c) actions noxales (§ 63) ; d) pauperies ; e) *interdictum de arboribus cædentis* (§ 70) ; du mariage (§ 181) ; de la dot (§ 181) ; de la dissolution du mariage ; de l'esclavage (§§ 116, 220) ; de la succession testamentaire et *ab intestat* (liberté de tester comme dans la loi des XII Tables) ; de l'acquisition des successions et de la simple expectative (§ 185) ; des legs (§§ 208, 216, 217, etc.) ; de la révocation des testaments. En dehors de ces questions qui sont simplement effleurées, il faut le dire, on réglemente la mise en valeur des droits : ainsi il est interdit de se faire justice soi-même sous peine d'application du *decretum divi Marci* (§§ 7, 189, 191, 197), *Constitutio 7 C. nudevi 8, 4* de Valentinien III (§§ 188,

190, 195, etc.), et les exceptions à la règle (§§ 71, 173, 177, etc.), enfin on réglemente le droit de rétention en certains cas (§§ 249, 250, 251), etc.

La seconde partie de la division que nous avons faite est intitulée, dans la table des matières : » *Autres lois impériales pour toutes sortes de peines, indiquées l'une après l'autre, chaque chapitre avec son titre, selon les fautes de chacun, pour que ceux qui chercheront puissent trouver rapidement à quel feuillet se trouve chaque chapitre.* »

Cette seconde partie est en entier inspirée de l'ouvrage de Farinaccius : *Praxis et Theoricæ criminalis*, qui trouve ses sources toujours dans le droit romain. On parle de la *loi des Romains* dans beaucoup de paragraphes (chap. 30, § 2), de lois impériales (chap. 32, § 9 ; chap. 15, § 11 ; chap. 34, § 5 ; chap. 36, §§ 10, 11, 19 ; chap. 39, § 7 ; chap. 58, § 2) ; mais l'origine de certaines dispositions de cette loi doit être cherchée aussi dans des *lois plus nouvelles*, chose qui nous est d'ailleurs dite (chap. 10, § 4 ; chap. 30, § 2 ; chapitre 36, § 10) ; de même nous rencontrons les mentions de *toutes les lois* (chap. 49, § 1), de *toutes les lois ensemble* (chap. 33, § 14), de *certaines lois* (chap. 36, § 8), d'un *certain genre de loi* (chap. 39, § 9), d'*autres lois impériales* (chap. 36, § 11), enfin de Justinien lui-même au chapitre 15, § 12, dans ces termes : « Celui qui fut autocrate, le grand empereur Justinien, enseigne... »

En s'inspirant des lois, le législateur roumain a tâché de ne pas négliger la doctrine non plus. Il en parle en employant différentes expressions comme les suivantes : « de la façon dont enseignent tous les maîtres se mettant tous d'accord » chap. 3, § 1), ou bien « comment enseignent tous les maîtres se mettant tous d'accord » (chap. 66, § 8) ; « mais la majorité

des maîtres et les plus dignes de foi disent » (chap. 41, § 3) ; « comme disent beaucoup de maîtres » (chap. 50, § 2) , « quoique certains maîtres disent » (chap. 32, § 20 ; chap. 42, § 13 ; chap. 75, § 5) ; « comment enseignent d'autres maîtres » (chap. 33, § 10, etc.) ; enfin en un cas on a donné même le nom du juriste qui a inspiré toute cette œuvre de législation, *Prosper Farinaccius* (chap. 66, § 8).

Enfin, la loi ne néglige pas non plus la coutume tant générale que locale (1) (chap. 56 ; chap. 6, § 18 ; chap. 51, § 9 ; chap. 8, § 28 ; chap. 10, § 15 ; chap. 26, § 4 ; chap. 27, § 1 ; chap. 51, § 11 ; chap. 8, § 28 ; chap. 10, § 15 ; chap. 26, § 4 ; chap. 27, § 1 ; chap. 51, § 11), ainsi que « ce qui se faisait anciennement » (chap. 8, § 17 ; chap. 10, § 4), les mœurs d'antan (chap. 51, § 11), etc.

Devant ces preuves, tant au sujet de l'origine que du contenu de la loi, l'opinion de ceux qui voyaient dans le *Livre de Préceptes* un simple extrait d'Harmenopoulos — comme Xenopol, par exemple — doit être écartée. Ne pouvant pas faire une étude détaillée des dispositions du *Livre de Préceptes* à cause de l'espace restreint dont nous disposons et des bornes que nous impose le titre même de notre ouvrage, nous nous contenterons d'en indiquer les caractères généraux.

Avant tout, il y a à remarquer l'inégalité des gens devant la loi. L'on tient compte de l'état social des personnes, de

1. L'état d'ivresse et la passion ont été introduits comme circonstances atténuantes pour les délits et les crimes, que nous n'avons pas étudiés, ces cas faisant partie du droit pénal. Basile Loupou n'a certainement pas été étranger à l'incorporation de ces coutumes dans la loi... (voir pour des détails Cantémir, *Descriptio Moldaviæ*, chap. XVII et Paul de Alep, dans *l'Archive historique*, t. 2, p. 74.

l'*existimatio*, de la religion (la bonne et droite croyance, « des hérétiques », de ceux d'autres croyances), l'on tient compte du sexe et de la profession. Il y a pourtant des exceptions à cette règle. Les boyards sont assimilés aux petites gens, « aux bêtes » et « aux pauvres » dans certains cas, comme par exemple pour les peines pécuniaires, pour les cas de lèse-majesté, d'hérésie, quand la loi prévoit une peine fixe qui n'est pas laissée à l'appréciation du juge, etc. La loi du talion reste un principe que l'on applique surtout dans les questions pénales, dont nous ne nous occuperons pas spécialement : ainsi mort pour mort, la peine se compense par « le pardon et la paix », etc. La prescription des actions pénales y est introduite. Une sorte de solidarité est établie entre les parents, les amis et les voisins (chap. 9, §§ 33, 34, 51, 52 ; chap. 12, §§ 2, 14 ; chap. 75, § 12).

Enfin, en dernier lieu, signalons la disposition contenue au chapitre 52, § 2, qui affirme que les lois impériales, par lesquelles l'on entendit *les lois des empereurs romains et byzantins, pouvaient avoir subsidiairement force de loi en Moldavie*. Le Droit Romain et le Droit Byzantin complétaient donc les lacunes du Droit Roumain.

*
* *

Passons maintenant à l'étude de la question de l'application de cette loi pour laquelle nous sommes obligés de citer des exemples du droit pénal.

En général, les peines prévues par le Livre de *Préceptes* sont très sévères. On coupe les têtes, les mains, le nez des gens avec une facilité qui n'a d'égal que la cruauté des punitions.

Une telle loi aurait dû laisser un souvenir beaucoup plus profond que les quelques documents épars qui attestent son application.

L'inceste, le rapt, le viol, la sodomie sont punis de mort et les corps des délinquants brûlés. Si un fils s'unit à la maîtresse de son père il est tué. Si un homme s'unit charnellement à la fille de sa femme il subit la même peine. Les voleurs ont les mains coupées, de simples délits envoient leurs auteurs aux mines, etc.

Une preuve de l'application de cette loi se trouve peut-être dans le cas suivant, relaté par Nicolas Costin, le chroniqueur pour l'année 1704, du temps de Constantin Douca-voévod. On coupa la tête à *Goia le capitaine du district de Covurlui, en vertu de la Loi (pravila) parce qu'il avait enlevé une jeune fille, fiancée à une autre, et sa fortune fut donnée à sa victime*. La loi dont parle le chroniqueur devait sûrement être celle de Basile Loupou qui ordonne au chapitre 32, § 2, que la peine du rapt devait être la mort du coupable, en ajoutant, dans le paragraphe suivant, que les biens du séducteur devaient être donnés à sa victime.

Nous possédons encore d'autres preuves du même genre jusqu'à vers 1761 ; seulement, nous croyons devoir avouer notre conviction : cette loi n'a vraiment pas été ni *nécessaire* pour la Moldavie ni *appliquée* après, de la façon générale dont il faut comprendre ce mot.

En effet, nous croyons que c'est à l'histoire que nous devons recourir pour éclaircir des problèmes juridiques qui ne trouvent pas de solution évidente par les documents. Si l'on se limite seulement dans le cadre étroit du droit, on n'aura jamais une vue juste et vraisemblable des événements.

Quelques détails historiques nous renseigneront peut-être mieux sur la genèse et l'application du *Livre de Préceptes*, que des exemples disparates.

Le prince de Moldavie Basile Loupou, avant d'être élu Voévode ne s'appelait de son petit nom que Loupou (Loup). Une fois monté sur le trône, il prit le nom de Basile, rappelant Basile I^{er} le Macédonien, Basile II le Tueur de Bulgares, empereurs d'Orient, symbole de ses ambitions hyperboliques.

En 1646, Constantinople était tombée depuis près de deux siècles sous le joug des sultans ; d'autre part, les Russes n'étaient pas encore arrivés à être une puissance avec laquelle on devait compter en Europe... Le rêve de Pierre le Grand, *Empereur de Constantinople*, n'était pas encore là pour entretenir la foi et l'espérance des peuples de la péninsule balkanique, qui ne pouvaient pas trouver un idéal en la personne du sultan.

L'on avait quelquefois pensé aux princes moldo-valaques, et Basile avait souvent caressé un projet qui ne devait pas se réaliser. Or, pour ressembler à l'illustre empereur dont il prenait le nom, son premier souci fut de faire comme Lui, une œuvre législative.

D'ailleurs, la préface du *Livre de Préceptes* nous le dit clairement : « Voilà pourquoi notre Voévode, S. M. Basile... *suivant la trace des bons et sages princes* » ; et puis il y a, au-dessous des armoiries de la principauté de Moldavie, quelques vers qui ont passé quelquefois inaperçus :

Le Voévode Basile a commencé lui aussi ses travaux
Par où de grands princes se sont fait un chemin vers la gloire.
Avec les règles qu'il établit dans son pays
Il se bâtit dans le monde un renom immortel.

Basile Loupou tout à son rêve de devenir Empereur de Byzance se flattait de comparaisons augustes et se « bâtissait » déjà dans le monde un renom immortel !

Il faut plutôt avouer la vérité : la loi a pu être employée quelquefois, elle n'a pas fait l'objet d'une application générale et répandue, et c'est la coutume, au fond, qui était restée la loi du pays.

2° *La chrysobulle d'Alexandre Maurocordato.*

Cette chrysobulle de 1875 concernant les donations, les échanges, les ventes et les tziganes, est le premier document législatif qui marque le commencement des efforts faits par les princes phanariotes pour contribuer à l'amélioration de la vie juridique et tâcher d'introduire des « réformes » dans le pays, mot magique dans des temps très difficiles pour les principautés et dont on attendait le plus grand bien.

Le premier point de ce décret interdit les donations faites par les pauvres à de plus riches à cause du moyen que ce procédé offrait d'éluder l'exercice du droit de *protimisis* par les ayants droit. Ces donations ne demeuraient permises qu'entre parents ou ceux dont l'état de fortune était pareil ; de même les riches pouvaient donner aux pauvres et tout le monde, sans exception, aux monastères et à l'Eglise. En même temps, la chrysobulle interdisait le pacte commissaire en matière d'hypothèque et demandait en tout cas une décision de la justice.

L'échange des propriétés devait faire au préalable l'objet d'une estimation de leur valeur respective, pour que l'on ne pût pas faire de transmissions clandestines.

La seconde partie de cette chrysobulle s'occupait des Tziganes. Elle réglementait leur condition plus humainement qu'auparavant, comme par exemple en interdisant à l'avenir la séparation des enfants de leurs parents, etc. Les mariages entre Moldaves et Tziganes étaient aussi frappés d'interdiction et les enfants qui naîtraient de pareilles unions étaient déclarés tziganes. Cette interdiction était basée sur le titre XII du manuel de Harmenopoulos.

3° *L'Essai de Thomas Carra.*

La chrysobulle de 1817 nous renseigne sur ce projet de code que le prince Alexandre Constantin Moruzi entreprit en chargeant *l'échanson* Thomas Carra de traduire en roumain le *Manuale legum* de Harmenopoulos, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Cette traduction fut prête en 1804, mais le prince, comprenant que l'ouvrage grec, introduit depuis peu dans le pays, ne pouvait constituer une codification propre aux besoins de la Moldavie, et que les Basiliques étaient plus rapprochées de ses tendances, chargea le même Thomas Carra de composer un code civil et un code pénal en suivant la méthode adoptée par les *Institutes*, et en se servant des lois impériales et d'autres lois.

Carra ne put arriver à finir son travail. Les circonstances ne lui permirent de faire que la première partie du code, relative aux *personnes*.

Cette tentative de Moruzi fut faite à cause des difficultés que les juges roumains avaient à se servir des manuels grecs. Ce que devint cette traduction de Harmenopoulos nous n'en savons rien ; quant au second essai de ce même prince, il

n'eut pas non plus la chance d'être appliqué. Thomas Carra était mort en 1804 laissant son ouvrage à peine commencé. Le fragment concernant *les personnes* se trouve en manuscrit à la bibliothèque centrale de Iassy et d'après certaines opinions ce serait l'exemplaire même qui devait être présenté au prince.

4° *Le Code d'Andronaky Donici.*

L'auteur de ce travail mérite par lui-même quelque attention (1). Grand jurisconsulte, vrai savant, pour son temps, il

1. Andronaky Donici était fils de boyards, né vers 1760-1770, il suivit probablement les cours de l'école princière de Iassy, où apprit plus tard le fils du prince Scarlat Calimaque et où des maîtres distingués étaient professeurs, entre autres Manuel Bernard de Crète, qui savait plusieurs langues, ayant étudié en Allemagne et à Rome, et Gobdela, docteur ès-lettres et en philosophie. Probablement que, parmi les différentes matières qu'on y enseignait, il y avait aussi des cours de droit naturel, science à la mode en ce temps-là et qui était professée en Valachie par Sulzer, de droit romain et surtout des conférences sur les compilations de lois byzantines, les Basiliques, Harmenopoulos, etc. C'est là qu'a dû se former le futur jurisconsulte Andronaky Donici. Connaissant bien le latin et le grec il alla à Constantinople où il acheva de perfectionner les études de droit qu'il avait entreprises. Rentré dans le pays il suivit le *cursus honorum* des dignités de la Cour et nous le voyons ainsi passer par les rangs de *medelnicer*, *spàtar*, *vornic* et *velaga*, quand il commença son œuvre juridique. Sous le règne de Scarlat Calimaque il ne fut pas agréé, le prince étant un faiseur de lois lui-même et peut-être ne lui convenait-il pas trop de voir ce concurrent rivaliser avec lui dans la confection des lois !

Pendant l'insurrection contre les Grecs il fut du côté de ceux qui demandèrent des princes nationaux et l'un de ceux qui étaient considérés comme demandant des réformes générales pour le pays et qui

fit un extrait du droit romain, du droit byzantin et de la coutume « approuvée » de la Moldavie, qu'il publia en 1814 sous le titre de « *Collection abrégée des lois impériales* ». L'origine de chaque paragraphe est facile à établir par l'indication méthodique qu'il donne de chaque source. La collection de Donici, quoique publiée après la perte de la Bessarabie, qui avait été incorporée à la Russie, a quand même été appliquée dans cette province roumaine conformément aux décrets de l'empereur Alexandre I^{er}, du 2 février 1813 et du 29 avril 1818, jusqu'à l'union de cette province avec le Royaume.

La fin du xviii^e et le commencement du xix^e siècle est marquée dans les principautés par le besoin que l'on éprouvait d'en finir une bonne fois avec l'arbitraire de la justice et d'introduire une législation uniforme et facile à appliquer.

Donici fut l'un de ceux qui se rendaient compte que seul un code facile à manier et rédigé dans la langue du pays pouvait amener une amélioration de cet état. Il fut certainement poussé à cette grande œuvre par un des plus grands apôtres de la culture roumaine, le Métropolite Véniamin.

Nous ne savons pas précisément quand Donici commença son travail, mais le 3 décembre 1813 il était déjà achevé (1) et Donici l'intitula : *Collection de lois impériales ou Abrégé*

à l'exemple de ce qui arrivait en Italie étaient nommés « carbonari » ! Sous Jean-Sandou Stourza il arriva à être nommé grand logothète, après avoir été président du département des affaires étrangères. Son amitié avec le prince lui permit d'être l'inspirateur de bien des projets de lois et de constitutions ; mais à l'arrivée des Russes son influence a dû cesser. En 1830 nous trouvons un dernier document qui le concerne et dans lequel il signe une décision à côté de Constantin Stourza et Flechtenmacher (Acad. Roum., manuscr. 10).

1. Acad. Roum. *Manuscr.* 444.

des lois les plus usitées, fait avec facilité pour être compris de tous... mais le prince ne trouvant pas le titre approprié, le changea et seulement alors en permit l'impression (1). Donici, par gratitude pour le soutien que le métropolitain lui avait accordé, lui dédia son ouvrage, avec une très jolie dédicace.

Commencant par une citation de Cicéron, Andronaky Donici expose ses vues sur le droit et les lois en général.

La vraie loi est la conscience de l'homme, c'est elle qui nous ordonne de faire le bien et nous interdit le mal, c'est elle qui nous conduit à faire le choix entre le juste et l'injuste. Cette conscience est un don appartenant à l'homme que personne ne peut lui enlever. Contre elle aucune loi ne peut s'insurger, car elle est indépendante de toute loi ou codification faites par les hommes. Elle n'a pas besoin d'être interprétée, car, nous dit-il, « il n'y a pas de plus habile juge que les remords de la conscience et pas de plus grand jurisconsulte que la lumière de notre conscience intime. »

C'est en elle que le législateur doit chercher le plan de toutes les lois, conformément aux dispositions naturelles et générales des droits d'un peuple. Après avoir disserté quelque temps sur des exemples de droit naturel, Donici nous trace une assez juste évolution du droit romain. Il parle des *Institutes* et de différents législateurs, de Léon le philosophe, de Michel Psellos, de Michel Ataliatis, qui fit une codification sous Manuel Comnène et de Harmenopoulos, « dont l'œuvre, malheureusement traduite en grec moderne, s'était tellement obscurcie qu'elle ne représentait plus les solutions

1. Acad. Roum. *Doc. Pach.*, LXXIV, p. 148.

d'antan ». D'après lui l'évolution du droit romain ne s'était pas arrêtée, elle avait continué par les chrysobulles, les décisions et les *novelles* postérieures. De toutes ces sources, nous dit-il, fut extrait son livre de droit roumain, *issu de l'évolution du droit romain*.

Cette compilation, Donici croit l'avoir faite de façon à ce que tout le monde puisse la comprendre et qu'ainsi la justice soit mieux distribuée dans son pays et que ceux qui veulent s'initier à la science du droit puissent le faire par eux-mêmes, ayant cette première initiation *du maître*. Son ouvrage, ajoute-t-il, sera utile au juge, même s'il connaît la loi, car il y trouvera les indications nécessaires — livre, titre, chapitre, paragraphe, — lui indiquant la source dans les lois impériales. Ainsi, cette œuvre allait contribuer à rehausser la dignité des juges, ceux-ci pouvant aisément motiver leurs jugements, en y précisant chaque point.

Il faut avouer que Donici ne s'était pas trompé en parlant en ces termes de sa codification. Son ouvrage fut très employé et rendit de grands services, car il n'avait pas oublié d'y faire rentrer la *coutume du pays*, si enracinée chez les paysans.

Le code Donici eut force de loi en Moldavie jusqu'à la promulgation du code Calimaque en 1847, et même après, car ce dernier ne fut traduit du grec en roumain que bien plus tard. Même après la traduction du code Calimaque, le code Donici continua à être appliqué quand la nouvelle législation restait muette sur un point (1).

1. Negruzzi. C. Préface à la 2^e édition; 1858.

5° *Le Code Calimaque.*

Le prince Scarlat-Alexandre Calmiaque promulgua le Code qui allait porter son nom par une chrysobulle de 1817.

L'auteur de cette nouvelle loi était Anania Kuzanos. C'est lui qui avait puisé, cette fois-ci, aux sources inépuisables des Basiliques, des *novelles* et des autres œuvres législatives de Byzance, qui étaient connues et employées en Moldavie, ainsi qu'à *différents autres codes européens* et en y ajoutant la coutume du pays.

Nous devons avouer que c'est le premier code systématique que nous rencontrons. Les dispositions coutumières firent l'objet d'une étude à part. Elles furent contrôlées par une commission spécialement nommée, et ensuite approuvées par le prince. L'idée d'un plan méthodique et bien choisi a été aussi une des préoccupations de l'auteur, aussi parmi les « *différents autres codes européens* » dont il nous est parlé, il y a surtout à citer l'influence qu'a exercée le code autrichien sur le travail législatif du prince Calimaque, code basé sur le droit romain. Aussi comme tous les monuments législatifs roumains dont nous avons parlé jusqu'à présent, le Code Calimaque repose-t-il entièrement encore sur le droit romain.

Rédigé en grec, au commencement de novembre 1819 il n'était qu'à demi traduit et rien encore n'avait été imprimé. C'était un fâcheux état de choses qui décida plusieurs grands boyards à en achever la traduction. Une commission composée de Pierre Asaky, Flechtenmacher et Damaskin Bojinka, sous la présidence du grand logothète et chevalier Constan-

tin Stourza fut nommée et la préface du futur Code, qui allait être de nouveau si peu appliqué, nous renseigne sur ce travail.

Chose intéressante, la chrysobulle de promulgation du Code a soin de dire que lorsqu'un cas quelconque ne trouvera pas de solution dans la législation qui entrerait en vigueur, on devra recourir aux Basiliques « comme on le faisait jusqu'à présent » et aux autres manuels de lois, en attendant *les autres Codes*, dont le prince avait l'intention de doter le pays.

Nos constatations restent donc les mêmes : c'est toujours le droit romain qui alimente tous les essais de droit roumain.

SECTION II

Les monuments de droit laïque valaques.

L'état du droit en Valachie, avant le règne de Mathieu Bassarab nous est presque inconnu. Les vagues renseignements que nous possédions sur l'existence d'une codification de Radou IV, ne nous permettent ni d'affirmer son existence, ni de pouvoir reconstituer éventuellement les points principaux dont elle se composait.

Nous avons cru pouvoir supposer qu'elle contenait, si l'on admet son existence, des règles de droit canonique, l'organisation du cérémonial de la cour et probablement aussi la hiérarchie des fonctions.

Des codifications pour des temps trop rapprochés de la fondation des Etats, ne nous paraissent pas vraisemblables celles-ci devant être la résultante d'un complexe de situations où la culture et l'état prospère sont en rapport direct

avec la complication de la vie juridique. Or, il faut le dire, ce n'était pas le cas pour nos pays au début du xv^e siècle.

Il est probable qu'avant l'œuvre législative de Mathieu Bassarab, la Valachie était gouvernée, comme nous l'avons vu pour la Moldavie, par les règles du droit romain simplifiées par les besoins réduits de la vie quotidienne et transformées en institutions coutumières, ravivées par l'influence qu'a dû exercer Byzance sur nos pays, bien avant l'introduction des lois impériales d'Orient.

Les monuments de droit écrit dont l'existence est certaine sont : la chrysobulle de Michel le Brave concernant le colonat, que nous avons étudiée en parlant de la *rumdnie* (p. 53) et en second lieu la *pravila* de Bistritza, composée en 1636, qui contient seulement du droit canon et qui correspond aux deux *pravile* moldaves de Souceava et de Poutna. Puis, sous le règne de Mathieu Bassarab furent publiées deux codifications : la *loi de Govora* et le *Guide de la Loi*.

Nous étudierons ensuite la loi d'Etienne Michel Racovitza (1765), le code d'Alexandre Ypsilanti (1780), code Caragea (1818), qui nous permettra aussi de conclure sur la législation phanariote dans les deux principautés.

1° *La loi de Govora.*

D'après les renseignements que nous avons la *Pravila* de Govora (1), a été traduite du slavon en 1640 par un certain Michel Moxalie sur l'ordre de Mathieu Bassarab et a été imprimée après par l'*Iéromonache* Etienne d'Ochride sous

1. Edité par Bujoreano, Bucarest, 1885.

la surveillance de Mélétié de Macédoine, le typographe, igoumène du monastère de Govora.

Ce nomocanon d'origine slave contient très peu de dispositions de droit laïque, ce qui le rend moins intéressant pour notre étude.

A part les dispositions relatives au monarchisme, les autres règles étrangères aux lois de l'Eglise s'expliquent par la tendance que celle-ci eut d'attirer à elle de nombreuses questions civiles et pénales dépendant du droit canon. Aussi la loi de Govora contient-elle des règles concernant le partage des successions aux enfants, le respect dû aux parents adoptifs et à ceux du sang, les pénalités imposées en cas d'infractions sexuelles, etc.

De même la loi fixe le nombre possible des mariages à trois, elle détermine les effets des fiançailles, ceux de la parenté en général et spécialement de l'union entre un homme libre et une femme esclave en décidant le sort des enfants issus de leurs relations.

La *pravila*, comme pour mieux marquer son caractère religieux, finit par le *credo* de Justinien.

2° *Le Guide de la Loi.*

Plus complet que la *Pravila de Govora*, le *Guide de la Loi* est l'ouvrage juridique le plus important du règne de Mathieu Bassarab.

Cette œuvre est due moins aux besoins du pays, qu'à la profonde rivalité qui exista entre les deux princes contemporains Basile Loupou et Mathieu Bassarab, et à l'émulation jalouse qui s'en suivit. La Moldavie avait reçu une codifi-

cation de lois, le voévode valaque se dépêcha d'en faire autant, tâchant d'égaliser et de surpasser, si possible, son voisin. Malheureusement ce désaccord, suivi d'interminables guerres fratricides, eut une très néfaste influence sur le développement de l'histoire du peuple roumain et fut le coup mortel porté à la puissance d'autrefois des Principautés (1).

L'impression du *Guide de la Loi* a été patronnée par le métropolitain Etienne de Târgoviste, qui nous présente l'ouvrage par une très intéressante préface nous renseignant sur la loi que nous allons étudier.

Cette nouvelle collection n'est plus une traduction du slave. Elle est issue de différentes autres sources que nous établirons plus loin et qui ont été employées par Daniel de Pannonie et les maîtres de grec Pantelimon Ligaridis et Ignace Petrizi, les auteurs du *Guide de la Loi*.

Intéressante est l'idée que se faisait le métropolitain Etienne du Droit Roumain, idée qu'il expose dans sa préface, très simple quelquefois et même inexacte en ce qui concerne certains

1. Après avoir dépensé des sommes énormes pour se maintenir sur le trône en achetant comme à une vraie enchère les dignitaires de la cour du Sultan, ces deux princes jetèrent de plus en plus le pays sous la domination de Grecs qui commencèrent à devenir tout-puissants sous leur règne et favorisèrent l'avènement au trône des phanariotes. Toutefois, autres avaient été peut-être leurs premières intentions, car, par une étrange coïncidence, ce furent toujours ces deux princes qui introduisirent la langue roumaine dans l'Eglise et dans la vie officielle, événement capital pour l'avenir de la culture roumaine. Quant à nous, il nous paraît que l'abandon du *slavon* est dû surtout à l'extension de l'influence grecque, qui tout en paralysant l'enseignement du vieux slave, ne put prendre sa place. Ce fut donc une nécessité d'employer le roumain plutôt que le souci d'une réforme consciente.

détails, mais en général juste au point de vue des principes.

Le point délicat qu'à présenté cette loi jusqu'à peu de temps encore, était celui d'arriver à établir son origine et les sources d'où elle avait été extraite, une grande ressemblance ayant été remarquée entre le *Livre de Préceptes* de Basile Loupou et le *Guide de la Loi*, le premier ayant été trouvé entièrement englobé dans le second. Plusieurs auteurs roumains, entre autres Timothée Cipariu et puis Xenopol, s'étaient demandés laquelle des deux lois était l'inspiratrice. D'après la date, la loi valaque était de six années plus ancienne que la loi de Basile Loupou et, comme elle contenait dans son titre une mention qui ferait croire à son originalité (« cette loi a été pour la première fois traduite du grec ancien en roumain — notamment ») l'on a pensé que ce fut Basile Loupou qui avait copié en partie cette loi.

L'ouvrage de M. Longinesco, dont nous avons déjà parlé, a fait la preuve complète du contraire.

En dépit de la date, 1640, inexacte probablement, c'est Mathieu Bassarab qui a incorporé dans sa loi presque toutes les dispositions du *Livre de Préceptes* de la Moldavie.

Une partie du *Guide de la Loi* nous étant donc connue par l'étude que nous avons faite de la législation de Basile Loupou, nous trouvons les renseignements complémentaires sur les origines de la loi, tant dans la préface du métropolitain Etienne que dans les *inscriptions*.

La préface nous précise l'une des sources inspiratrices. C'est l'ouvrage de Alexis Rodin, extrait de droit canon et de lois impériales, fait sur l'ordre de l'empereur Jean Comnène, toujours, donc, une source romaine et byzantine.

Les *inscriptions* qui se trouvent devant chaque paragra-

phe nous indiquent l'emprunt fait tant au droit romain qu'au droit byzantin. Nous pouvons ainsi citer :

1. L'inscriptio *Justinien, Empereur* qui se trouve aux chap. 25 ; 35, al. 6 ; 132 ; 294 ; 295, al. 1 et 311.

2. L'inscriptio *Léon et Constantin, Empereurs* qui se trouve aux chap. 24, al. 1 ; 35, al. 6 ; 86, al. 6 ; 136, al. 3 ; 208, al. 1 et 3 ; 220 ; 225 ; 236, al. 4 ; 241 ; 261, al. 1 ; 265, al. 3, 6 et 7 ; 266, al. 2 ; 268 ; 275, al. 2 ; 276, al. 1 et 3 ; 280, al. 3 ; 281, al. 2 ; 284, al. final ; 285, al. 6 ; 286, al. 1 et 4 ; 292, al. 1 ; 310, al. 1.

3. L'inscriptio *Léon, Empereur* qui se trouve aux chap. 269, al. 4 et 270, al. 1.

4. L'inscriptio *Basile, Empereur* qui se trouve aux chap. 269, al. 5 et 270, al. 1.

5. L'inscriptio *Léon le Sage*, qui se trouve aux chap. 119, al. 2 ; 204 ; 233 ; 236, al. 7 ; 262 ; 290, al. 4 ; 292, al. 3.

6. L'inscriptio *Alexe Comnène*, qui se trouve au chap. 204.

7. L'inscriptio *Harmenopoulos*, qui se trouve aux chap. 24, avant-dernier al. ; 216 ; 219 ; 222 ; 236, al. 6 ; 240, al. 4 ; 255 ; 261, al. 2 ; 263 ; 264 ; 265, al. 2 et 5 ; 269, al. 2 ; 271, al. 2 et 5 ; 272, al. 3 ; 277, al. 2 ; 279, al. 1 ; 280, al. 1 ; 284, al. 1 ; 286, al. 2 et 3 ; 287, al. 1 et 6 ; 288, al. 1 ; 289 ; 290, al. 1 et 5 ; 292, al. 4 ; 293 et 310, al. 2.

En laissant de côté les dispositions de droit canon que contient le *Guide de la Loi* et les dispositions empruntées à la loi de Basile Loupou, précédemment étudiée, il nous reste à dire quelques mots sur le reste du contenu de cette *pravila*.

Une vraie compilation groupant les questions par principes n'existe pas encore. Ce code, comme les autres, ne fait qu'effleurer des dispositions relatives, par exemple, *aux personnes physiques*, à l'occasion desquelles il parle des pauvres,

des « sui juris » et « alieni juris », de l'âge, de l'« existimatio » ; puis, de la parenté (chap. 190-198, 207) ; des personnes juridiques (chap. 116), des choses (chap. 16) ; des actes juridiques et des événements naturels (chap. 312) ; de pignus et de l'hypothèque (chap. 280) ; de l'usure ; de l'intercessio des femmes (chap. 296, al. 3) ; de la société ; des donations ; de l'obligation alimentaire réciproque entre parents et enfants (chap. 293) ; du mariage (chap. 82, 198, 203, 206) et à cette occasion des fiançailles, des empêchements au mariage, des donations « ante nuptias » (chap. 270) et des effets généraux du mariage en ce qui concerne les biens *presumptio Muciana*, etc. ; de la dissolution du mariage ; du repudium (chap. 213), des causes de séparation (chap. 214, etc.) ; de l'année de deuil (chap. 261) ; de l'adoption (chap. 195) ; de la tutelle (chap. 287) ; de la succession ab intestat et testamentaire ; de l'indignité ; de la « légitima portio » et de la quotité disponible (chap. 282) ; de la « collatio » (chap. 277) ; du paiement des dettes et des legs (chap. 286).

A part des dispositions de droit canon et de droit civil, le *Guide de la Loi* contient encore une quantité de questions encyclopédiques, qui ne trouvent peut-être pas leur place dans une collection de lois, telles que celles relatives aux lettres de l'alphabet, aux îles et à leurs dimensions, aux montagnes, etc., mais dont la présence s'explique par le désir qu'avait Mathieu Bassarab de donner des connaissances de culture générale à ses sujets.

3° *Le Code d'Etienne Michel Racovitza.*

Ce Code est un extrait de différentes législations civiles et canoniques (« ecclésiastiques et politiques » nous est-il dit notamment) fait par un grec de Chios, Michel Fotinopol, « très honnête et très savant boyard, le plus grand des philosophes de la Grande Eglise de Jésus-Christ et ancien échançon », comme on l'appelle dans son ouvrage.

Le Code, divisé en trois livres, porte le nom d'*Anthologie des lois impériales et des canons de l'Eglise*. Il fut promulgué « pour l'usage général de tous les pieux chrétiens », en 1766, par une chrysobulle princière de Michel Racovitza.

Quelques renseignements traduits du grec nous seront utiles pour déterminer les sources employées par Fotinopol pour son ouvrage. Ainsi, après avoir cité les causes et les circonstances qui poussèrent le prince Racovitza à entreprendre cette nouvelle codification, il nous est dit que Fotinopol contrôla « toutes les ordonnances légales ainsi que les coutumes générales du pays, qui étaient à ce moment-là en usage, et que, collectionnant tout ce qu'il trouva utile et en rapport avec les questions qu'il traitait, puisant son matériel tant dans les lois impériales et les canons de l'Eglise que dans différentes autres lois, il fit cette compilation qui, ayant été étudiée par des personnes compétentes et ayant été trouvée en concordance avec les lois et bien traduite, a été approuvée par le prince et promulguée pour être utilisée par toutes les instances judiciaires du pays, devant servir comme fondement à l'administration de la justice et comme sceptre pour l'application des lois et des jugements justes. »

Comme on le voit, la base même de cette codification se trouve de nouveau dans les lois impériales, auxquelles ont été jointes des dispositions coutumières, et d'autres lois usitées. Le Code d'Etienne Michel Racovitza continue donc la tradition des sources inspiratrices et puise son matériel toujours dans la législation romaine.

4° *Le Code d'Alexandre Ypsilanti.*

Suivant l'exemple de ses prédécesseurs, le prince Alexandre Ypsilanti, animé des meilleures intentions réformatrices pour le bien du pays qu'il administrait, fit un Code qui, dans ses pensées, devait rétablir l'ordre dans la distribution de la justice.

La préface de cet ouvrage fait foi de la sollicitude que le prince phanariote montrait au peuple roumain. Inspiré des idées grecques de justice et de droit, Ypsilanti trouve que *les lois* sont nécessaires pour éveiller l'amour de la vérité et de l'équité et qu'elles doivent servir à mettre un frein aux oppressions des puissants et assurer le triomphe de la vérité. La loi doit s'approcher de l'idéal de justice qui pourrait se réduire souvent à la formule « ne fais pas à autrui ce qui te déplaît à toi ». Ce n'est qu'un éclair de justice, il est vrai, mais c'est la loi qui doit intervenir pour lui donner l'extension requise par les besoins de la vie sociale.

Poussé par cette nécessité et considérant que la Valachie avait été gouvernée par les lois impériales et par la coutume, le prince ajoute, par des expressions difficiles à traduire, qu'avec le temps il était survenu un véritable antagonisme entre les lois et la coutume et que souvent il arrivait que l'on

fût dans l'impossibilité de choisir entre des solutions contradictoires — ce qui rendait indispensable une nouvelle codification. Alors, choisissant parmi les lois celles qui étaient les plus nécessaires au juge et parmi les coutumes celles qui étaient les plus généralement admises dans le pays, le prince joignit à ces règles *quelques conseils* basés sur sa propre expérience et sur la connaissance qu'il avait des procès en qualité de juge suprême — pour faire le Code qui allait gouverner la Valachie et atténuer les maux qu'il y discernait.

L'ouvrage d'Ypsilanti fut publié en grec et en roumain et promulgué par une chrysobulle de 1776, rédigée par le *Ban* Enachitza Vacaresco, auteur de la traduction du texte grec en roumain.

Le fond de cette codification est toujours le Droit Romain, mais il y a cette fois-ci à mentionner des modifications plus accentuées dues à la coutume et aux opinions du prince Ypsilanti, qui, il faut le dire, avait un esprit juridique très développé.

Et voici quelques exemples qui confirment nos affirmations : au paragraphe 10 du chapitre de la *dot*, il est dit : « Considérant que le mari acquiert en toute propriété les enfants des tziganes reçus en dot, comme fonds dotal, qu'il soit dorénavant obligé d'en compléter le manque en cas de restitution, *ce qui est contraire aux lois* qui disent que la diminution des serfs ne regarde que la femme, mais j'ai été d'avis, — ajoute le Prince — que le mari pourrait se laisser aller à la paresse et ne pas s'en soucier. » Ypsilanti se mêlait donc à la confection de la loi et c'est peut-être toujours grâce à lui que la coutume y fut assez souvent introduite comme dans le deuxième exemple suivant, relatif aux successions au para-

graphe premier. « La fille une fois dotée par ses parents n'a pas la permission de figurer à la succession, au décès de ses parents, en un mot de rapporter sa dot, elle doit se contenter de ce qui lui a été donné. » Ainsi disposait le nouveau code contrairement aux lois (1) byzantines et romaines qui ordonnaient que même si les parents en dotant leur fille avaient fait une convention par laquelle celle-ci s'obligeait de renoncer à la succession de ses parents, une telle convention était nulle.

Il en est de même de la disposition par laquelle les descendants mâles avaient seuls le droit d'hériter de la propriété foncière et du domaine dont la famille tirait son nom, les filles ne figurant au partage avec leurs frères que pour les autres propriétés. Cette règle, qui nous paraît nouvelle, est certainement une innovation récente, due probablement à l'introduction dans la loi d'une coutume, car anciennement l'on ne faisait nulle différence entre le droit successoral des hommes et celui des femmes (§ 3 du titre des *successions*).

En passant en revue les autres dispositions de cette codification et en y ajoutant les constatations que nous avons faites plus haut, nous sommes amenés à constater la supériorité marquée qu'elle a sur les autres codifications existantes, tout en disant que le sort du code Ypsilanti ne fut pas

1. « *Si pater suam dotans filliam factus est ut dote pro sedata sit contenta, neque in hereditate ipsius habet, hoc pactum non valet neque prohibere succedere patri intestato obeunti fillia, dum dotem fratribus qui in potestatem remanserunt confert.* » (Manuale Legum sive Hexabiblos cum apendiciis et legibus agrariis Constantini Harmenopuli, Gustaves Ernestus Heimbach, Lipsiæ, 1851. Lib. IV, Tit. X, *de jure dotis*.)

meilleur que celui des autres existant déjà et que la durée de son application ne fut pas bien longue.

5° *Le Code Caragea.*

La fébrilité des Princes phanariotes à faire chacun « son code », qui contraste singulièrement avec le peu de résultats que donnaient toutes ces législations dans des pays appauvris et affaiblis par le manque d'organisation honnête, la corruption des grands et l'avilissement des petites gens, se continue avec le prince Caragea qui dota lui aussi son pays d'un code. Les *réformes* étaient en ce temps-là le grand mot à l'aide duquel on voulait donner un peu d'espérance à ceux qui rêvaient à des temps meilleurs pour leur pays. Aussi, tous les princes ne manquèrent-ils pas d'en promettre, afin de consolider un peu leur règne, parfois très court.

Caragea (1), apprenant qu'en Moldavie on avait imprimé le Code Donici et que le prince Calimaque allait faire lui aussi un recueil de lois, pensa à utiliser deux grands jurisconsultes de son entourage, le logothète Nestor Craïovesco et Athanase Cristopol, grand logothète du département des Affaires étrangères, tribunal créé par lui pour juger les procès des étrangers.

A la requête du Prince, les deux juristes firent chacun un projet qu'ils soumirent aux observations princières. Pour que le travail fût bien étudié, Voda Caragea nomma une commission composée des auteurs des deux projets, du stolnic Constantin Balaceano et du stolnic Jean Balaceano qui allait

1. Andréi Radulesco. *Logofătul Nestor*, Buc., 1910.

revoir les projets de Nestor et de Cristopol, y ajouter des dispositions prises dans d'autres lois, ou en supprimer. Le travail de cette commission dura du 2 octobre 1816 jusqu'en février 1817. La mission avait été assez difficile à remplir, car l'on ne s'était pas contenté, comme on l'avait fait jusqu'à présent, de traduire simplement un manuel étranger. Caragea, respectant l'ancienne coutume du pays fit censurer le résultat de l'activité de cette commission par l'Assemblée générale des boyards, qui ne finit son travail qu'en 1818. Le Code étant prêt, Jean Georges Caragea Voévod pouvait parler à son tour de « sa princière et paternelle affection, de sa bonne volonté et de la loi sainte qu'il se faisait de la prospérité générale de tous ses sujets et de l'intention qu'il avait de faire cesser la guerre la plus troublante qui se fût déchaînée au-dessus de la justice ».

SECTION III

Le Règlement Organique.

Le *Règlement Organique* est l'œuvre du protectorat de la Russie sur les Principautés roumaines, institué par le traité d'Andrinople du 14 septembre 1829. Ces deux petits pays, ébranlés par la domination étrangère, avaient besoin de se rétablir (1).

Pour réorganiser la Moldavie et la Valachie l'on institua deux Commissions qui travaillèrent d'abord sous la présidence du consul russe Mintziaki et ensuite sous celle du général Kisseleff, commandant les armées d'occupation. Les

1. C. G. Dissesco. *Le Droit Constitutionnel*, Buc., 1915.

projets élaborés par ces commissions furent censurés à Saint-Pétersbourg et envoyés ensuite aux délibérations des Assemblées générales, dont les membres avaient été non pas élus, mais nommés par les princes régnants.

Le Code qui allait porter le nom de *Règlement Organique* fut voté par ces Assemblées et mis en vigueur en 1831. Durant trente-sept années il devait tenir lieu de *Constitution* dans les principautés et c'est pour cela que nous en dirons quelques mots quoique ses dispositions soient plutôt d'ordre administratif et financier.

Le *Règlement Organique* s'occupait en premier lieu de l'élection du prince, qui, d'après le traité d'Andrinople, devait être faite pour la vie et en faveur d'un Roumain, puis, de la constitution d'une Assemblée générale composée de 43 membres, qui devaient statuer sur le budget, etc. Les chapitres suivants établissaient un nouveau système financier, instituaient un *Conseil administratif*, décidaient de la liberté du commerce et statuaient sur des questions d'ordre sanitaire.

Le chapitre VII organise la compétence des tribunaux et décrète la séparation du pouvoir judiciaire du pouvoir administratif, *pour la première fois dans nos pays*.

Les dernières dispositions traitent des nominations dans les fonctions publiques, de l'organisation des milices nationales et établissent des principes tendant à des rapprochements entre la Moldavie et la Valachie.

Une annexe de 14 lois était jointe au *Règlement Organique*, concernant le droit des fonctionnaires à la pension, la conservation des actes de l'état civil, le recrutement, l'organisation des conseils municipaux, etc.

On voit facilement, d'après les titres que nous avons énu-

mérés, quel était le but de la nouvelle législation qui devait servir de première constitution à la Moldavie et à la Valachie. Nous y retrouvons les grands principes de la constitution actuelle dont les origines doivent être recherchées en Occident et dans les grandes idées du xix^e siècle : la séparation des pouvoirs, la représentation nationale, la décentralisation administrative, l'indépendance de la magistrature, etc.

Malheureusement, le *Règlement Organique*, étant une législation issue de l'influence et du protectorat russe, avait, au point de vue politique, de grands défauts : œuvre d'étrangers, elle consacre des privilèges aux boyards, des droits de préférence dans les fonctions publiques et dans l'assemblée législative, elle respire un air de commandement qui ne cadre pas avec la *Loi* dont l'indépendance doit être la première qualité. Pourtant il serait injuste de ne pas reconnaître certains de ses bienfaits : les voies de communications furent améliorées, des actes de l'état civil commencèrent à être tenus en ordre, on s'occupa de la sûreté de gens et les dispositions autorisant la libre navigation du Danube permirent aux produits de l'agriculture d'être exportés et au commerce de se développer. A ce sujet il serait intéressant pour ceux qui s'occuperont du Droit public roumain de consulter le rapport présenté par le prince Barbou Stirbey au général Kisseleff, représentant le Tzar, sur l'état de la Valachie en 1831 (voir, *Convorbiri literare*, 1889).

En général, le *Règlement Organique* fut peut-être une des premières codifications dont les bienfaits se ressentirent jusqu'à nos jours.

SECTION IV

Considérations sur l'ancienne législation roumaine et l'influence grecque.

Le *Règlement Organique* marque la séparation entre l'ancien droit roumain comprenant les lois des Voévodes roumains et les essais des princes phanariotes, et le droit actuel entièrement soumis à l'influence française, qui, depuis 1831, ne nous a plus quittés.

Les lois de Basile Loupou et de Mathieu Bassarab n'avaient contenu relativement que peu de dispositions de droit civil. De vraies législations en ce sens ne furent données aux Roumains que par les princes phanariotes. De toute l'énumération que nous avons faite, concernant cette dernière catégorie de législations, l'œuvre juridique des deux pays peut se réduire à trois codes, qui sont les plus importants : ceux de Ypsilanti, de Caragea et de Calimaque. Tous trois ont un caractère commun : ils sont l'œuvre de l'évolution du courant grec dans les Principautés. Si Ypsilanti, comme Moruzi d'ailleurs, avait senti le besoin de rédiger sa codification aussi en roumain, Caragea et Calimaque, au contraire, ne les font imprimer au début qu'en grec, cette langue s'étant propagée dans le pays depuis lors et surtout dans l'entourage du prince. Les classes supérieures de la société ne parlaient plus le roumain et les Phanariotes, moitié par leur ignorance du pays, moitié par orgueil, s'imaginaient que leur langue nationale avait été adoptée par les Roumains et que les juges et les parties la connaissaient suffisamment pour ne plus avoir besoin de lois rédigées en roumain. Aussi le prince Calimaque n'hésite-t-il pas à dire

dans la chrysobulle de promulgation de son code : « Ainsi a été achevé notre code *politique*, rédigé premièrement en langue grecque, *habituelle en ce pays-ci* et traduit ensuite en roumain », traduction qui, comme nous l'avons vu, ne se fit pas sous son règne, c'est pourquoi son œuvre législative resta, au fond, inexistante jusqu'en 1833. Les boyards demandèrent (1), il est vrai, à Michel Soutzo, à son avènement au trône, de faire traduire le code Calimaque, mais celui-ci était trop pris dans le mouvement d'insurrection grecque pour penser à satisfaire la très juste demande de ceux qui avaient une bonne pensée pour leur malheureux pays.

Sous le règne du prince Calimaque, les soucis des réformes législatives furent bien accentués. L'on essaya de statuer sur d'autres questions non comprises dans le Code, comme par exemple, vu la mauvaise administration du patrimoine des mineurs orphelins, sur l'institution d'une fondation de commissions tutélaires (2) qui auraient à s'occuper de leurs biens et l'on créa le poste de *jurisconsulte*, ayant pour mission de contrôler l'application des nouvelles lois, d'assister aux procès qui venaient devant le *divan*, de répondre par écrit aux autorités qui demandaient des éclaircissements sur le sens ou l'interprétation à donner aux lois, et d'indiquer les améliorations à faire dans la législation existante — avec interdiction pour lui de donner des consultations aux particuliers.

Bien d'autres mesures administratives furent encore prises, mesures relatives à l'état sanitaire du pays menacé de la peste, relatives à l'entretien des moyens de communications, etc.

1. Voir le Rapport de 1819, novembre, dans *l'Uricarul* IV, p. 210.

2. Voir la chrysobulle de 1817, en pec, dans *l'Uricarul*, V, p. 25.

Mais tous ces efforts étaient vains. Le peuple était trop appauvri et trop déchu par la rapacité des princes phanariotes et par la soif d'argent de certains boyards. Le trône étant une chose que l'on achetait aux enchères, à Constantinople, les princes devaient se rattraper des sommes considérables qu'ils avaient déboursées sur l'impôt qu'ils prélevaient dans les pays qu'ils administraient. Nous ne pouvons nous attarder à préciser le brigandage qui découlait des dons magnifiques que l'on faisait dans l'entourage du Sultan et dans les couloirs des harems pour obtenir le trône de la Moldavie ou de la Valachie, lesquels au début avaient été très recherchés par les candidats. A leur tour les boyards qui percevaient les impôts, pris par le courant, les doublaient et les triplaient sans pitié, se vantant même des pillages qu'ils faisaient ! La soif de l'argent, devenue l'unique instinct, dominait cette société corrompue dont la décadence morale suivit celle de l'honneur et de la dignité. Le prince, simple domestique des pachas turcs quand ils venaient visiter le pays, était à son tour arrogant et fier envers les boyards, qui se vengeaient eux aussi sur les petits de l'hypocrisie qu'ils devaient afficher à la cour : les mêmes gens rampaient comme des limaces et paraient comme des paons. L'argent amassé par les plus horribles prévarications était dépensé par cette haute société, dans un luxe aussi ostentatif que bête et quand la caisse se vidait, l'on n'hésitait devant aucun moyen pour la remplir. Les mémoires du général comte de Langeron sont péniblement édifiantes là-dessus (1).

Nous voyons donc combien peu d'influence pouvaient avoir

1. Voir dans les documents sur l'histoire des Roumains, *le Supplément*, vol. III, p. 134.

les codes et les lois dans un milieu aussi ébranlé et rien que ce tableau pourra nous expliquer pourquoi tout essai de législation resta lettre morte dans un pays où la justice la plus sommaire faisait défaut.

Toutefois, cette corruption phanariote eut aussi un autre effet, surprenant au premier abord. Incontestablement supérieurs au point de vue de la culture à la majorité des familles indigènes, les Grecs établis dans le pays firent quand même un bien : leur civilisation plus avancée influença l'évolution de la culture roumaine, en donnant des préoccupations intellectuelles à une société qui était restée arriérée.

Peu d'entre les princes phanariotes eurent de bonnes intentions pour leur pays et de sincères désirs d'améliorer le fâcheux état des choses qui régnait dans les principautés roumaines. La plupart, gens fort lettrés parfois, tout en se piquant de faire des traductions de Virgile, de composer des poèmes ou d'écrire de simples poésies, étaient avides de réclame et exultaient quand une toute petite notice critique paraissait sur eux dans les publications étrangères. Nos lois, tous ces codes que nous avons étudiés, sont peut-être tout autant le fruit du désir de *réformer* le pays que d'entendre des louanges à leur adresse, disons-le. En tout cas, les Phanariotes étaient obligés d'abandonner leur trône au bout de si peu de temps, d'autres compétiteurs plus riches ayant fait leurs offres à Constantinople, que, généralement, ils n'avaient même pas le temps de surveiller l'application de leurs lois (— il est vrai que l'espoir d'y revenir ne les quittait pas, Constantin Maurocordato, par exemple, n'ayant pas régné moins de onze fois, tant en Valachie qu'en Moldavie !).

Si abjecte que l'on puisse concevoir la vie de la société

roumaine sous les phanariotes, au contact d'une civilisation étrangère avancée, les mœurs tout en se corrompant s'étaient quand même polies. La vie plutôt simple et patriarcale, avec des Voévodes simples et braves plus que philosophes et lettrés, avec des boyards sachant, en tout, bien se battre et remporter des victoires aux côtés de leurs chefs, avait disparu. Les princes, à l'exemple des autres monarques, s'entouraient d'une cour nombreuse, les boyards maniaient la plume et composaient des vers... D'autres ambitions commençaient à les pousser à s'instruire, et du mal même allait jaillir l'éclair annonçant l'avenir et la renaissance. Des maîtres sont appelés auprès des fils et des parents des princes et les familles des boyards suivant cet exemple, un vrai *enseignement* commence à prendre naissance dans les Principautés. L'on apprend la grammaire, la rhétorique, l'on commente les écrits des grands écrivains et les auteurs juridiques commencent à se faire connaître. Bientôt, la culture grecque se répand dans toute la haute société roumaine. Poussé par le désir de s'instruire on lit les chefs-d'œuvre étrangers (1), on s'intéresse à la culture latine, à la musique et aux arts. L'origine de l'enseignement du droit doit être cherchée dans cette atmosphère.

Jusqu'au commencement du xix^e siècle nous n'avons pas de renseignements précis sur la question, et il est probable qu'une étude proprement dite du droit n'avait pas existé jusqu'alors : un peuple qui vivait simplement, sans complications d'affaires et pour lequel c'était la coutume, au fond,

1. Voltaire était particulièrement goûté en dépit des menaces et des anathèmes du patriarche de Constantinople !

qui dirigeait toute la vie juridique, n'en ressentait pas le besoin. Les Voévodes, continuellement préoccupés par leurs guerres avec les voisins et les prétendants au trône, harcelés par leurs intrigues, ne pouvaient guère organiser des écoles supérieures : la carrière des armes était celle qu'embrassaient tous les fils de boyards. Des gens qui *connaissaient* le droit ont certainement dû exister, car dès 1451 nous avons rencontré dans notre étude une œuvre juridique positive et certaine (sans parler de la prétendue loi d'Alexandre le Bon et de la loi de Radou le Grand), la reproduction du *Syntagme* de Mathieu Blastares, les lois canoniques et celles de Mathieu Bassarab et de Basile Loupou, qui étaient non seulement le fruit des ambitions de leurs auteurs, mais aussi des ouvrages en tout dignes de leur temps et à la hauteur des législations similaires. Il est encore probable que, dans les couvents où l'on imprimait ces lois, il y eut des religieux assez savants que le droit préoccupa aussi. Plus tard, avec la décadence du slavonisme et l'introduction de la culture grecque dans les principautés, il est certain que la possibilité de faire des études juridiques s'est élargie, les gens commençant à connaître les monuments juridiques de Byzance. Des relations avec l'étranger s'en suivirent et Constantin Brancovan sentit le besoin d'envoyer des boursiers faire des études à Padoue. De cet agrandissement de l'horizon intellectuel allait naître le goût pour toutes les sciences. Les Phanariotes à leur tour avaient une culture très soignée. Au Phanar, à Constantinople, existait une école conduite par Alexandre Maurocordato, qui avait fait de belles études à Bologne et à Padoue et qui était le père de celui qui allait devenir notre premier prince phanariote. L'école qu'il dirigeait, très au courant des mou-

vements de l'Occident, était empreinte de l'influence française. Beaucoup d'entre les princes phanariotes avaient été de ses anciens élèves et continuant ensuite leurs études arrivaient à étonner les gens par leurs connaissances. Nicolas Maurocordato fut un de ceux-là et sa bibliothèque venant de Byzance et valant alors 600.000 francs, devait certainement contenir bon nombre d'ouvrages juridiques, le prince étant en ces temps-là le juge suprême du pays. Nous vîmes combien les phanariotes avaient été préoccupés de la question des réformes législatives et ce désir prouve de leur part une certaine connaissance du droit. Un penchant pour cette étude a dû être favorisé par ces princes, et les jurisconsultes que nous connaissons, Michel Fotino, Thomas Carra, etc., durent certainement lui donner quelque force. Ypsilanti avait déjà pensé à un vrai *enseignement du droit* en Valachie. Ce prince, dont nous avons parlé à l'occasion du code qui porte son nom, a une influence bienfaisante sur la culture générale du pays. Pour créer des cours de droit, il fit venir l'Allemand Sulzer qui commença à faire des conférences sur le droit naturel et la métaphysique en se servant du texte de Dariessen, qu'il avait traduit de l'allemand en français pour l'usage de ses élèves(1). Peu après vint encore un autre juriste, Jean Horvath qui proposa à la cour un traité de droit international tel qu'on le professait à Vienne et promit de traduire en roumain deux manuels, l'un de droit civil, l'autre de droit naturel. Un enseignement officiel n'existait pas encore, mais on apprenait le droit dans les maisons des boyards et surtout à la cour du prince. Aussi, dès le début du xix^e siècle rencon-

1. Iorga. *Ist. Literat.*, Sec. XVIII, p. 444.

trons-nous d'émérites juristes comme le logothète Nestor, Athanase Cristopol et autres et assistons-nous à des réunions de boyards qui étudient dans des commissions les projets de lois, etc. Au commencement du siècle passé la tendance à légiférer devenant encore plus grande, le désir d'étudier les lois fut plus accentué. Alexandre Moruzi avait comme professeur de droit pour ses fils, le futur grand logothète Hristopol, qui allait être un des auteurs du code Caragea; Grégoire Brancovan collectionnait des livres de droit et traduisait les œuvres de Keineccius.

A l'avènement de Caragea le Droit obtint son professeur à l'*École princière* et, chose intéressante, c'est le professeur de latin qui dut faire les conférences de droit : en dépit de la toute-puissance de l'influence grecque l'on estimait indispensable pour la connaissance des lois de remonter jusqu'aux sources de droit romain. Par la réorganisation de l'enseignement, en 1816, le droit devint un objet principal d'étude et la chaire du droit obtint un titulaire en la personne du grand clucur Nestor, le Prince « appréciant son talent dans les sciences juridiques » l'avait nommé professeur de droit le 23 février 1816.

C'est de ce cours qu'allait éclore la future Faculté de droit de Bucarest.

Le premier pas étant fait, des boursiers furent envoyés à l'étranger, les premiers cours des docteurs en droit roumains commencèrent, et les études se poursuivirent, avec de passagères interruptions, jusqu'à la fondation de l'Université actuelle.

En Moldavie, l'école des Trois-Saints n'avait compris au commencement que des études primaires et secondaires : en

1832, on y ajouta un cours de législation et ce ne fut qu'en 1835 que le prince Michel Stourza, voyant que les élèves de l'école des Trois-Saints étaient arrivés à la fin de leurs études se décida à fonder un enseignement supérieur qui allait être l'*Académie Mihaïlienne* (1). La même division qu'en Valachie fut gardée : *sciences* et *droit*. Celle-ci comprenait des cours de droit naturel et de droit romain professés par le jurisconsulte Christian Flechtenmacher, savant allemand de la Transylvanie, qui habitait le pays depuis 1811, ayant été appelé par Grégoire Stourza comme précepteur auprès de ses enfants. C'est Flechtenmacher qui avait aidé le prince Calimaque à rédiger son Code et l'avait ensuite traduit en roumain, sur les instances du général Kisseleff. De plus, un cours DE DROIT COMPARÉ public et privé était fait en français par C. Maisonnabe. A une époque où tout était dissimulation, crainte, injustice et cupidité, Flechtenmacher, idéaliste, du haut de sa chaire ouvrait son cours en affirmant que : « l'étude qu'ils allaient entreprendre était destinée à faire triompher l'idée de justice, à corriger les abus et les vices de l'humanité, le despotisme judiciaire, l'ignorance, la paresse, la corruption et la faveur... », tout ce qui régnait, hélas, à ce moment-là en Moldavie !

Mais les phanariotes allaient à leur insu nous apporter un autre bienfait. L'enseignement des maîtres grecs avait ouvert les yeux à une partie de notre société, la mettant en contact avec la vie du monde occidental et le désir de la connaître allait pousser les jeunes générations à prendre le chemin de l'étranger pour s'instruire.

1. Voir *Albina Româneasca*, 1834, p. 374 et 1835, p. 185.

De toute l'influence grecque il ne resta pas grand'chose car elle n'avait pénétré que dans un certain monde seulement ; mais par son intermédiaire, une profonde marque allait être imprimée dans l'esprit du peuple roumain par l'influence française, qui allait dorénavant exercer son plein pouvoir sur la vie intime des Roumains, sur la législation et sur les destinées politiques de la Roumanie.

CHAPITRE III

L'INFLUENCE FRANÇAISE

L'origine de l'influence française dans les principautés ne doit être recherchée, comme son succès, ni dans les affinités de race qui unissent le peuple roumain au peuple français, ni dans la similitude de leurs langues. La conscience de leurs ancêtres communs n'a été pour rien dans le contact initial qui s'établit entre les deux pays. La clef du mystère doit être cherchée autre part et nous la trouvons en dernière analyse dans un verset du Coran qui, interdisant aux Turcs d'apprendre les langues étrangères, les obligeaient à avoir pour les relations extérieures des *dragomans*, qui furent des Grecs du Phanar et qui devinrent, lors de l'introduction des princes étrangers dans les Principautés, Hospodars de la Valachie et de la Moldavie. Le français, ayant supplanté l'italien comme langue diplomatique, les phanariotes qui avaient pris le goût du français à Constantinople, en propageaient la connaissance parmi les Roumains.

Dès le début du xix^e siècle de petites lueurs de droit français avaient commencé à scintiller dans les projets de législation du temps, — notamment dans les projets de Thomas Carra et dans le code Caragea ; — mais de là à quitter la voie battue du droit byzantin il y avait encore un long chemin à parcourir. C'était toujours « les lois impériales » qui repré-

sentaient aux yeux des Roumains, avec la tradition romaine, le génie du droit écrit (1). En Moldavie, Calimaque s'était déjà adressé au code autrichien, lui-même issu du droit romain, mais les basiliques avaient été la base de son code. Les juriconsultes comme Thomas Carra et Andronaky Donici ne s'étaient pas encore séparés des *lois impériales* et Christian Flechtenmacher répandait des listes de souscription pour un futur code civil basé sur le *Manuale legum* de Harmenopoulos et sur les basiliques. Mais entre temps déjà l'influence française grandissait et sous le règne de Jean Sandou Stourza le Code pénal français fut adopté et bientôt vint s'y ajouter une procédure civile de la même origine. Le *Règlement organique* statua que, dans les procès commerciaux l'on appliquerait le Code commercial français, code qui fut à son tour traduit en roumain sous le règne de Michel Stourza et sous celui d'Alexandre Ghica. Enfin, le prince Alexandre Couza, qu'un profond attachement liait à Napoléon III, allait porter cette influence à son apogée. Il fit traduire, entre autres, le *Code civil français*, sous la dépendance duquel nous nous trouvons en ce moment même (2).

Depuis lors les innovations du droit français s'imposèrent chez nous aussi. Les avocats, les magistrats et les législateurs roumains ayant fait leurs études en France, la jurisprudence et la doctrine française conquièrent la justice roumaine. Sauf de rares exceptions, l'ancien droit national fut négligé. Les anciennes coutumes se réfugièrent alors dans la masse des paysans où elles vivent encore parmi eux. Ces

1. Voir I. Peretz. *Istoria Dreptului Român*.

2. Le Code de commerce italien, élaboration perfectionnée du Code français, prit ensuite la place de l'ancien.

classes longtemps incultes ne connaissant pas les nouvelles lois, qui n'étaient pas *les leurs*, craignirent le juge, les procès et les avocats et l'innovation creusa un sillon plus accentué entre la classe dirigeante et le peuple.

Le prince Couza, mû par les meilleures intentions, avait voulu créer avec des lois nouvelles une société nouvelle, mais il ne réussit qu'à doter le pays de monuments juridiques impérissables, il est vrai, mais dont l'esprit général n'était pas celui du peuple auquel il voulait les imposer. Peut-être que si l'on avait fait plus de place à la coutume, et surtout si l'on avait respecté certaines règles traditionnelles de notre ancien droit relatives aux testaments, aux successions, à la propriété, tout autre eut été le succès de la nouvelle législation. Les paysans que bien des maux et des souffrances avaient déjà séparés des boyards, se trouvèrent encore plus isolés quand on leur eut enlevé leur droit, produit de leurs habitudes et de leurs coutumes. De ce manque de cohésion allait naître une civilisation précipitée et fiévreuse dont seul le temps a pu atténuer un peu les tristes effets.

Aujourd'hui, quand tout Etat démocratique doit puiser ses forces de vie dans la masse générale des individus qui le composent, masse qui seule possède les ressources nécessaires à l'évolution de la société, quand le vide entre les deux classes doit être comblé, les efforts les plus modestes doivent concourir à cimenter la liaison qui doit unir toutes les classes d'une même société, toutes les populations appartenant au même peuple.

CONCLUSION

Nous voici arrivés, avec l'influence française, au terme de notre ouvrage.

Nous avons tâché de discerner, dès l'époque la plus reculée de l'*Histoire des Roumains*, le fond des idées juridiques sur lequel allaient s'édifier les monuments de droit des temps plus récents.

La formation du peuple roumain, issu d'influences scythiques, sarmates et grecques sur des populations d'origine illyro-thrace, fut déterminée par un double courant de romanisation pacifique et guerrière à côté desquels vint s'ajouter la communauté de vie avec les Slaves. Les renseignements que nous avons pour ces temps-là jusqu'à la formation des principautés sont très restreints et pendant encore un siècle c'est à peine si quelques documents latins ou slaves viennent nous donner de vagues indices.

L'influence romaine sur ce fond thrace primitif fut profonde (1). Cette couche première de civilisation contenait aussi, à part le vocabulaire latin, des idées politiques et sociales que les influences ultérieures purent modifier mais non remplacer. La vie rurale des *davae*, des *vici*, des *pagi* romains, des territoires autonomes se perpétua à travers les siècles, avec sa communauté de sang entre les habitants d'un groupe villa-

1. N. Jorga. *Histoire des Roumains*.

geois dépendant du même ancêtre, que les Roumains appelaient *mos* et qui était le *kneaz* ou le *jude* de l'endroit. Personne n'était propriétaire d'un terrain défini, dans cette exploitation fraternelle des champs de labour où chacun avait le droit de cultiver sa part — *parte*, mot qui arriva à remplacer tout autre terme désignant la propriété, — du terrain appartenant au groupe qui vivait par lui-même et pour lui-même, d'après des coutumes rustiques dont l'origine se trouve plutôt chez les Thraces et chez les Romains que dans les institutions slaves.

Sur cet ensemble embryonnaire, Byzance exerçait déjà sa puissance et si l'Empire, de tradition romaine, de langue grecque et de coloris oriental, ne fit passer le Danube à ses armées que pour écarter la menace d'une attaque des Slaves ou Avars et pour affirmer les droits imprescriptibles de l'Empire, il y eut des relations incessantes entre les paysans de la rive gauche et les centres urbains qui conservèrent sans interruption pendant tout le moyen âge leur force de rayonnement économique sur la rive opposée.

Si, à un moment donné, la balance sembla incliner du côté de l'Occident, après la formation des Etats roumains, Constantinople, sous les Paléologues, devait reprendre l'ancien programme de la domination romaine. C'est par le *despotat* que l'on réunissait à la vie byzantine tout ce qui s'était formé d'indépendant dans la péninsule balkanique. Mircea *despote*, apparenté aux Césars, porte dans son portrait du couvent de Cozia un costume de chevalier franc, selon la mode introduite par les Angevins en Hongrie, mais sur sa tunique de pourpre, l'aigle bicéphale se détache en broderie d'or et dans les peintures d'églises une couronne

vient se poser sur la tête des *Voévodes* aux longues boucles et à la barbe de Christ, comme celles des *basileis* de Constantinople.

Le justice se développa sous ces auspices. Les *lois impériales* étaient les lois des Roumains. Tous les essais de codification puisèrent leurs forces dans le droit romain et byzantin. Le coutume se forma petit à petit sous différentes influences et le prince, grand-juge, la couvrait de son autorité.

S. M. le Prince, *Maria-Sa*, — le titre impérial s'étant conservé — a le droit de vie et de mort, tout droit dérive de lui, il fait des donations, il confisque les terres des traîtres, il confirme tout changement de propriété, il ratifie les contrats. C'est en empereurs que les princes roumains seront invoqués par les moines de l'Orient, et ce rôle leur est attribué par les chronographes slaves des Balkans qui, après avoir établi la série des *autocrates* appartenant aux *quatre monarchies*, racontent les exploits des princes danubiens, de vrais Tzars à la suite des Assénides et de Douchane.

Michel le Brave rêvait de ressusciter la gloire d'Alexandre le Grand, Basile Loupou aspirait à être empereur de Byzance, les Cantacuzènes, établis dans le pays et devenus roumains, se rappelaient un héritage illustre...

Mais l'évolution paisible de l'histoire du peuple roumain est arrêtée par le fléau turc. Les guerres incessantes avec les envahisseurs musulmans et tartares, et avec les voisins avides d'engloutir les Principautés brisent la civilisation roumaine naissante. La domination phanariote ruine matériellement le pays et ce n'est qu'au siècle passé que les Roumains commencent à revivre de leur propre vie à eux.

Tout ce passé dont nous avons parlé est encore obscur et des difficultés sans nombre réduisent cet essai à un modeste cadre dans lequel nous tâcherons d'inscrire à l'avenir les faits importants de l'histoire du droit roumain.

Des vieux documents épars et poudreux, des anciennes lois écrites avec des lettres cyrilliennes, des vieux parchemins slaves ou latins tout autour desquels pendent, à côté du grand sceau rouge du prince, l'empreinte des camées des boyards, se dégage une attraction vers ce passé juridique ignoré et, si pendant quelque temps il n'y eut ni droit, ni justice pour un peuple opprimé, avec combien de sympathie pensons-nous aux scènes plus anciennes de justice populaire dans le genre de celle à laquelle assista Fourquevaux, en 1589, quand, à l'exemple de saint Louis, le bon prince débile que fut Pierre le Boiteux, écoutait d'une oreille attentive les doléances du menu peuple qui s'agenouillait devant lui et le tutoyait comme il le faisait dans ses prières en s'adressant à Dieu.

Vu : le Président de la thèse,
HENRI LÉVY-ULLMANN

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	Pages
INTRODUCTION.	11

PREMIÈRE PARTIE

Le droit dans la période conjecturale.

CHAPITRE PREMIER

Les peuples autochtones de la Dacie	17
---	----

CHAPITRE II

La colonisation et la romanisation	22
--	----

CHAPITRE III

Les invasions	29
-------------------------	----

DEUXIÈME PARTIE

Le droit dans la période historique des États roumains.

CHAPITRE PREMIER

Le droit non écrit.

<i>Section I.</i> — Le jus valachicum	39
<i>Section II.</i> — La condition juridique des personnes	49
<i>Section III.</i> — L'organisation coutumière de la propriété, le droit de <i>protimisis</i> et les successions.	61
<i>Section IV.</i> — Les moyens de preuve	75
<i>Conclusion</i>	83

CHAPITRE II

Le droit écrit.

Considérations générales	87
------------------------------------	----

Section I. — Les monuments de droit laïque moldaves.

1. Généralités	93
2. Le Livre de Préceptes de Basile Loupou	101
3. La chrysobulle d'Alexandre Maurocordato	115
4. L'essai de Thomas Carra	116
5. Le Code d'Andronaky Donici.	117
6. Le Code Calimaque	121

Section II. — Les monuments de droit laïque valaques.

1. La loi de Govora	128
2. Le guide de la loi.	124
3. Le code d'Etienne-Michel Racovitza.	129
4. Le code d'Alexandre Ypsilanti	130
5. Le code Caragea	133

Section III. — Le Règlement organique 134

Section IV. — Considérations sur l'ancienne législation roumaine et l'influence grecque 137

CHAPITRE III

L'influence française.	147
--------------------------------	-----

CONCLUSION	150
----------------------	-----

ACHEVÉ D'IMPRIMER

— LE 13 JUIN 1922 —

IMPRIMERIE DE LA VIE

UNIVERSITAIRE, DIREC-

TION A PARIS : 13, QUAI

DE CONTI, ENTRE L'HOTEL

DE LA MONNAIE ET LE

PALAIS DE L'INSTITUT

